

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉVOLUTION DU SYNDICALISME ARGENTIN À LA LUMIÈRE DES
CHANGEMENTS SOCIÉTAUX DES ANNÉES 90 ET DES FORTES TRADITIONS
SYNDICALES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
NADIA DALLAIRE

OCTOBRE 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement n°8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

**«!Qué unidad, qué
sentido de la poesía, qué
sentido de la belleza, qué
sentido de la lucha!
Tomemos el ejemplo y
luchemos» (Osvaldo
Bayer)**

REMERCIEMENTS

Avant tout, j'aimerais exprimer ma gratitude à mes interlocuteurs et amis argentins. Ils m'ont transmis leur passion et donné de leur temps sans compter. Sans eux, cette aventure inoubliable n'aurait pas été la même. J'aimerais aussi relever l'importance de la délicatesse, de la compréhension et des mots d'encouragement de mon directeur, Victor Armony. Je suis également extrêmement reconnaissante envers Olivier et Nathalie pour la générosité et la pertinence de leurs corrections.

En dernier lieu, j'aimerais remercier l'homme de ma vie ainsi que ma famille pour leurs innombrables attentions et leur support inconditionnel. Merci à Émerick et Marilou, deux petits anges au cœur pur, qui m'ont permis de me ressourcer à chacune de nos rencontres. Merci à mes amis Nathalie, Andréa et Marc-André pour leur immense patience et leur appui moral.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ.....	xiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
ÉMERGENCE ET CONSOLIDATION DU SYNDICALISME ARGENTIN (1870-1955)...	8
1.1 Le syndicalisme au travers les influences étrangères (1870-1943).....	8
1.1.1 Transition démocratique et capitalisme agro-exportateur.....	8
1.1.2 Naissance de la conscience de classe ouvrière et du mouvement ouvrier (1870-1910).....	10
1.1.3 Diverses idéologies menant vers des préoccupations syndicales.....	12
1.1.4 Le mouvement syndical dans un contexte de démocratisation (1916-1930).	16
1.1.5 Consolidation des structures organisationnelles syndicales (1930-1943).....	17
1.1.6 Essor d'un comportement nationaliste au sein du mouvement ouvrier.....	19
1.2 Le syndicalisme péroniste (1943-1955).....	20
1.2.1 Le contexte économique et politique sous l'ascension de Peron le régime péroniste.....	20
1.2.2 Un syndicalisme national-populaire.....	27
CHAPITRE II	
LE SYNDICALISME POST-PERON (1955-1989).....	36
2.1 Le syndicalisme au travers les dictatures (1955-1983).....	36
2.1.1 Suite intermittente de régimes militaires et libéralisation économique.....	36
2.1.2 Émergence d'un syndicalisme péroniste révolutionnaire face à la répression gouvernementale et patronale.....	40
2.1.3 Réorganisation de la plate-forme syndicale et création d'un syndicalisme contre-révolutionnaire.....	44

2.1.4	Radicalisation du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux.....	49
2.1.5	Difficile transition vers le péronisme et renforcement de la bureaucratie syndicale.....	52
2.1.6	Dualité syndicale : dialoguistes et « confrontationnistes ».....	54
2.2	Dans la démocratie, un syndicalisme fidèle au péronisme (1983-1989).....	57
2.2.1	Retour de la démocratie politique et approfondissement de la déroute économique.....	57
2.2.2	Démocratie syndicale et difficulté de concertation.....	59
2.2.3	Le syndicalisme : un mouvement contestataire et substitut du Parti justicialiste.....	59
2.2.4	Crise de la bureaucratie syndicale.....	62
2.3	Quelques points de repère sur le syndicalisme argentin traditionnel.....	64
2.3.1	La négociation collective et la convention collective.....	65
2.3.2	La <i>personería gremial</i>	66
2.3.3	Un syndicalisme de branche.....	66
2.3.4	L'unicité syndicale.....	67
2.3.5	Les œuvres sociales.....	67
2.3.6	La politisation des syndicats.....	69

CHAPITRE III

TRANSFORMATIONS DE LA CONJONCTURE ENTOURANT

	LE SYNDICALISME.....	72
3.1	Accentuation du modèle néolibéral sous Menem.....	72
3.1.1	Réformes néolibérales drastiques.....	74
3.1.2	Dérégulation du travail.....	76
3.2	Multiplicité et diversité des crises.....	83
3.2.1	Débâcles économiques.....	83
3.2.2	Fragmentation de l'univers du travail.....	87
3.2.3	Crise politique et institutionnelle.....	91
3.2.4	Modifications des représentations des formes de l'action collective.....	93

CHAPITRE IV	
LE SYNDICALISME ARGENTIN FACE À LA CRISE GÉNÉRALISÉE.....	97
4.1 Crise du syndicalisme argentin.....	97
4.2 Évolution des réactions et réponses syndicales face à la crise généralisée.....	101
4.2.1 Ambivalence et retenue des réponses syndicales cégétistes.....	101
4.2.2 Apparition de nouveaux acteurs syndicaux et de pratiques syndicales innovatrices faisant figure de premières protestations face aux politiques menemistes.....	109
4.2.3 Consolidation progressive de la contestation de l'ensemble du mouvement syndical face à Menem.....	113
4.3 Quelques expériences de renouveau syndical.....	116
4.3.1 Cas des délégués syndicaux du secteur du métro.....	117
4.3.2 La UOM Quilmes et les entreprises récupérées.....	123
4.3.3 Le cas de la CTA.....	133
CHAPITRE V	
SITUATION ACTUELLE DU SYNDICALISME ARGENTIN.....	136
5.1 Processus de reconsolidation du mouvement syndical suite à la crise de 2001.....	136
5.2 Limites du renouveau syndical.....	138
5.2.1 Au niveau du modèle de syndicat unique.....	140
5.2.2 Au niveau de la relation avec le Parti justicialiste.....	142
5.2.3 Au niveau de la démocratie.....	143
5.2.4 Au niveau des relations avec les autres mouvements sociaux.....	144
5.3 Perspectives d'avenir du syndicalisme et changements proposés pour l'améliorer..	145
CONCLUSION.....	151
RÉFÉRENCES.....	160

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AAA	Alliance anticomuniste argentine
AB	Asociación Bancaria
AMMAR	Asociación de Mujeres Meretrices de la Argentina
ANSSAL	Administración Nacional del Seguro de Salud
ANT	<i>Association nationale du travail</i>
ATE	<i>Association des travailleurs de l'État</i>
BM	Banque mondiale
CCC	Corriente Clasista Combativa
CCT	Convenios colectivos de trabajo
CEIL-PIETTE	Centro de Estudios e Investigaciones Laborales- Programa de Investigaciones Económicas sobre Tecnología, Trabajo y Empleo
CENDES	Centro de Estudios del Desarrollo
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CGE	Confederación General Económica
CGT	<i>Confédération générale du travail</i>
CIATE	Confederación Latinoamericana de Trabajadores Estatales
CIOSL	Confédération Internationale des organisations syndicales
CLACSO	Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales
CNT	<i>Commission nationale de travail</i>

COA	Confederación Obrera Argentina
CONICET	Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas
CORA	Confederación Obrera Regional Argentina
CTA	<i>Congrès des travailleurs argentins</i>
CTA	<i>Centrale des travailleurs argentins</i>
CTERA	<i>Confédération des travailleurs de l'éducation de la République argentine</i>
CUCS	Comité de Unidad Sindical Clasista
CUTA	Conducción Unica de los Trabajadores Argentinos
ERP	<i>Armée révolutionnaire du peuple</i>
FAECyT	Federación Argentina de Empleados de Comercio
FENCOOTER	Federación Nacional de Cooperativas de Trabajo y empresas Reconvertidas
FETIA	Federación de Trabajadores de la Industria y Afines
FGB	Federación Gráfica Bonaerense
FLACSO	Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales
FMI	Fonds monétaire international
FOA	Federación Obrera Argentina
FORA	Federación Obrera Regional Argentina
FOTIA	Federación Obrera Tucumana de la Industria Azucarera
FREJULI	<i>Front justicialiste de libération</i>
FREPASO	<i>Front pour un pays solidaire</i>
FTV	<i>Fédération terre et logement</i>
GAN	<i>Grand accord national</i>
GOU	<i>Groupe des officiers unis</i>

IAPI	<i>Institut argentin pour la promotion des échanges</i>
IDELCOOP	Instituto de la Cooperación
IIGG	Instituto de investigación Gino Germani
INDEC	Instituto Nacional de Estadísticas y Censos
LCT	<i>Loi de Contrat du travail et des statuts professionnels</i>
LF	La Fraternidad
LNE	<i>Loi nationale de l'emploi</i>
MERCOSUR	Marché commun du Sud
MIC	Movimiento Intersindical Clasista
MID	<i>Mouvement d'intégration et de développement</i>
MNER	Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas
MNFRT	Movimiento Nacional de Fábricas Recuperadas por los trabajadores
MSMP	Movimiento Sindical Menem Presidente
MST	Movimiento sin Trabajo Teresa Vive
MTA	<i>Mouvement des travailleurs argentins</i>
MUCS	<i>Mouvement d'unité et de coordination syndicale</i>
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PAN	<i>Parti autonomiste national</i>
PC	<i>Parti communiste</i>
PCA	Partido Comunista de la Argentina
PCRA	Partido Comunista Revolucionario Argentino
PCP	<i>Parti conservateur populaire</i>

PDN	<i>Parti démocratique national</i>
PEA	Population économiquement active
PIB	Produit intérieur brut
PICASO	Programa de Investigación en Cambio Social
PJ	<i>Parti justicialiste</i>
PL	Partido Laborista
PME	Petites et moyennes entreprises
PNB	Produit national brut
PO	Polo Obrero
PP	<i>Parti péroniste</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSI	Partido Socialista Internacional
SAT	<i>Syndicat argentin de la télévision</i>
SITRAC	Sindicato de trabajadores de Concord
SITRAM	Sindicato de Trabajadores de Materfer
SMATA	Sindicato de Mecánicos y Afines del transporte Automotor
SOECN	<i>Syndicat des ouvriers et employés céramistes de Neuquén</i>
SPI	Secrétaires professionnels internationaux
UADE	Universidad Argentina de la Empresa
UBA	Universidad Nacional de Buenos Aires
UCR	<i>Union civique radicale</i>
UCRI	<i>Union civile radicale intransigeante</i>
UD	<i>Union démocratique</i>

UF	<i>Union Ferroviaire</i>
UGT	Unión General de trabajadores
UGTT	Unión General de trabajadores del transporte
UOCRA	Unión obrera de la construcción de la República Argentina
UOEM	Unión de Obreros y Empleados Municipales
UOM	Unión obrera Metalúrgica
UP	<i>Union populaire</i>
USA	Unión Sindical Argentina
UTA	Unión Tranviarios Automotor
YPF	Yacimientos Petrolíferos Fiscales

RÉSUMÉ

Notre recherche documentaire s'inscrit dans la foulée des études sur les mouvements sociaux argentins à l'heure des transformations économiques, politiques et sociales des années quatre-vingt-dix. Elle porte plus spécifiquement sur l'évolution du mouvement syndical dans ce contexte, thème peu traité dans la littérature francophone.

Afin de pouvoir cerner l'évolution du syndicalisme des années 90, il est primordial de connaître la nature, les influences, les traditions et l'état du syndicalisme avant cette période. Le mémoire traite donc d'abord de l'historique du syndicalisme argentin, de sa naissance jusqu'à l'arrivée de Menem au pouvoir en 1989. Nous expliquons ensuite les divers changements opérés dans la société (au niveau économique, politique, de la structure de l'emploi, du système des normes de travail, du syndicalisme, de l'ensemble des mouvements sociaux) et le contexte de crises multiples dans lequel ils ont émergé et évolué.

En ayant ces clés pour comprendre l'évolution du syndicalisme argentin dans les années 90, nous établissons la diversité et la nature des réponses syndicales face à la multiplicité des crises auxquelles les syndicats sont confrontés. Nous constatons que le syndicalisme traditionnel ne s'est pas adapté aux nouvelles réalités du marché et que plusieurs formes et dynamiques syndicales ont émergé en réaction à l'inertie du syndicalisme traditionnel. Nous terminons par une analyse de la situation syndicale actuelle, de l'impact réel des expériences de renouveau syndical ainsi que des pistes de solutions pour améliorer le syndicalisme argentin.

Suite à l'étude de la situation, notre conclusion confirme notre hypothèse, c'est-à-dire que les nouvelles expériences syndicales sont limitées par les tendances lourdes du syndicalisme traditionnel. En effet, les dynamiques de renouveau syndical s'inscrivent toujours dans un rapport de force où le syndicalisme traditionnel est dominant et démontre peu de volonté à s'adapter aux nouvelles réalités.

MOTS CLÉS : SYNDICALISME, ARGENTINE, HISTOIRE MOUVEMENT SYNDICAL, RENOUVEAU SYNDICAL, 1870-2006

INTRODUCTION

Ce mémoire aborde la question de l'évolution du syndicalisme argentin suite à l'ensemble des changements survenus au pays lors des années quatre-vingt-dix. Pourquoi avoir choisi de traiter du cas argentin alors que la question de l'adaptation du syndicalisme aux nouvelles réalités engendrées par l'accentuation du modèle néolibéral et par le processus plus général de globalisation des marchés est un thème qui a été traité mille et une fois dans la littérature ? Plusieurs éléments nous laissent croire que cette étude s'avère nécessaire et fort pertinente.

Le premier élément à considérer est que le syndicalisme argentin expérimenta de façon draconienne et accélérée les difficultés inhérentes au virage vers un cadre néolibéral de régulation des rapports sociaux. De plus, il fit face à une situation complexifiée par le tumulte d'une importante crise socio-économique et politique qui ébranla les valeurs soutenant traditionnellement le syndicalisme argentin.

De même, il importe de souligner les transformations majeures au niveau des dynamiques et des formes d'action collective qui sont apparues dans ce cadre. À ce sujet, la plupart des observateurs mentionnent: l'apparition de nouveaux mouvements sociaux (*piqueteros*, entreprises récupérées, etc.), la participation de la classe moyenne aux diverses formes de protestations et d'organisation, la multiplication des expériences de vie associative où la démocratie participative fut mise à l'essai, la redéfinition du rôle de citoyen et de représentation du politique par les acteurs sociaux et enfin, la dissociation de la mobilisation sociale des institutions, dont les syndicats et les partis politiques sont des composantes. Dans

ce contexte, des valeurs telles que l'autonomie, la participation, l'auto organisation, l'égalité (au travers de processus décisionnels horizontaux) furent amplement véhiculées. Or, il s'avère que ces valeurs sont peu associées au mouvement syndical traditionnel.

Aussi, il faut savoir qu'au niveau national, le mouvement syndical fut l'un des piliers majeurs de l'action collective de par son implication sociale historique. De même, au niveau mondial, le syndicalisme argentin fut l'un des mouvements syndicaux les plus importants de par son imposant taux de syndicalisation (Bunel, p. 124). Il s'agit donc d'un syndicalisme comportant de nombreuses traditions, riche en histoire et bien documenté, du moins, jusqu'à la fin des années 80.

C'est principalement cet aspect, c'est-à-dire l'absence prépondérante d'information sur le mouvement syndical lors des années 90 qui nous a convaincu d'investiguer la question. En effet, il semble que l'apparition de nouveaux phénomènes et acteurs sociaux ait éclipsé l'intérêt pour le mouvement syndical dans la littérature accessible chez-nous. Les renseignements tirés ici et là laissent sous-entendre que le mouvement syndical a plus ou moins été présent sur la scène de la contestation et de la revendication. Il manque indéniablement plusieurs pièces au casse-tête pour comprendre ce qui est arrivé au syndicalisme argentin durant cette période.

Enfin, de nouvelles pistes de solutions et de nouvelles dynamiques syndicales ont surgi et commencent à être explorées tant au niveau mondial qu'à l'intérieur du syndicalisme argentin. Le thème de renouveau syndical évoque avant tout l'idée d'une adaptation des syndicats aux nouvelles réalités. Le concept sous-tend une remise en question, une identification des problèmes, un débat et une reconstruction du monde syndical. Suite au Colloque international sur le renouveau syndical s'intitulant « Innovations pour un accroissement du pouvoir syndical à l'ère de la mondialisation » ayant eu lieu à Montréal du 18 novembre au 20 novembre 2004, nous avons retenu qu'il y a une possibilité de voies alternatives pour les organisations syndicales et que l'établissement d'un nouveau programme politique peut se réaliser au travers diverses stratégies. Les plus fréquemment

nommées par les acteurs syndicaux sont : améliorer l'organisation du recrutement de nouveaux membres afin d'atteindre une plus large portion des travailleurs et de couvrir de plus vastes secteurs; bâtir un dialogue et un partenariat entre les syndicats et les communautés locales et internationales; développer des nouvelles formes de représentation et de participation au sein des organisations syndicales afin de favoriser et consolider les structures démocratiques en place.

À la lumière de ces constats, nous croyons essentiel de poser la question suivante : dans le cadre des transformations sociales et économiques survenues lors des années quatre-vingt-dix en Argentine et à la lumière des fortes traditions syndicales, comment le syndicalisme argentin a-t-il évolué ? Afin d'explorer plus profondément cet objet, d'autres questions de recherche s'imposent. Quel est le contexte amenant les transformations opérées lors des années 90 ? Quelles furent les principaux changements sociétaux ? Le syndicalisme argentin fut-il affecté par ces transformations et dans l'affirmative, comment ? Quelles ont été les réactions des organisations syndicales ? Comment les syndicats se sont-ils positionnés par rapport aux autres mouvements et acteurs sociaux ? Le syndicalisme argentin s'est-il adapté aux nouvelles réalités ? Si oui, comment et pourquoi ? Si non, qu'est-ce qui a limité ou qui limite le renouveau syndical et pourquoi ?

Bien qu'exploratoire et limitée par la nouveauté de certains phénomènes ainsi que par le peu d'informations dont nous disposons, la finalité de cette étude de type documentaire consiste à répondre à ces questions de recherche. Afin d'y parvenir, nous tenterons de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse suivante : malgré le contexte de transformations sociales et les diverses tentatives de renouveau syndical, les tendances lourdes du syndicalisme traditionnel limitent les possibilités de changement du syndicalisme en Argentine.

Afin d'évaluer l'évolution du syndicalisme argentin à l'heure des transformations sociétales des années quatre-vingt-dix et de mieux cerner les enjeux en cours, il est nécessaire d'avoir une vue d'ensemble du syndicalisme et d'établir la base contextuelle et analytique de notre problématique. Par le fait même, nous avons effectué un survol des repères historiques

du mouvement syndical. Ce survol a été effectué par l'intermédiaire d'ouvrages historiques, de monographies, d'articles de périodiques et publiés par voie électronique. Nous avons aussi consulté les sites Internet des organisations syndicales concernées. Ainsi, les deux premiers chapitres de ce mémoire font état des principales phases de développement du mouvement ouvrier argentin, du contexte dans lequel il a évolué et des traditions syndicales. En plus de nous présenter les principaux acteurs syndicaux et les diverses composantes du syndicalisme, cette revue de la littérature nous permet de saisir l'importance du mouvement syndical dans l'histoire et de mieux comprendre la nature complexe du syndicalisme argentin contemporain.

Ainsi, le premier chapitre étudie l'émergence du syndicalisme et sa consolidation. Il couvre une période allant de 1870 à 1989. Plus précisément, cette phase réfère à l'émergence d'une conscience de classe et du mouvement ouvrier, à ses influences anarchistes et socialistes, à la consolidation de ses bases organisationnelles syndicales ainsi qu'à l'essor d'un sentiment nationaliste à l'intérieur du mouvement ouvrier. De même, le chapitre se concentre sur le syndicalisme péroniste (1943-1955). C'est durant cette phase que se consolida un syndicalisme populaire où furent instaurées les principales lois, spécificités et traditions régissant la structure syndicale.

Le deuxième chapitre examine le syndicalisme lors de la période post-Perón (1955-1989). Tout en décrivant le contexte socio-économique caractérisant la période des dictatures, nous analysons l'émergence du syndicalisme péroniste révolutionnaire et du syndicalisme contre-révolutionnaire. De même, nous voyons comment le mouvement ouvrier se radicalisa, comment il réagit au retour de Perón au pouvoir et comment il lutta pour la récupération de l'espace syndical et le rétablissement des institutions démocratiques. Nous observons également comment la bureaucratie s'est renforcée et comment une partie de cette dernière participa à la dictature. De plus, lors de l'examen de la période du retour à la démocratie (1983-1989), nous abordons les difficultés de concertation, comment le syndicalisme joua un rôle de représentant du Parti justicialiste (PJ) et de contestation face aux politiques du président radical Raúl Alfonsín ainsi qu'une description de la crise de la

bureaucratie syndicale. Nous terminons cette section de l'histoire du mouvement syndical en résumant quelques-unes des traditions syndicales argentines, dont le fonctionnement de la négociation collective et de la convention collective, la *personería gremial*, le syndicalisme de branche, l'unicité syndicale, les œuvres sociales et la politisation des syndicats. Ces repères constitueront sans contredit une clé pour comprendre l'évolution du syndicalisme argentin.

Le troisième chapitre comprend les éléments nécessaires à la compréhension des changements survenus lors des années 90. Ainsi, il introduit le contexte des transformations sociales, économiques et politiques dans lequel a évolué le syndicalisme lors de cette période. Plus précisément, nous détaillons les réformes et la dérégulation du travail engendrées par l'accentuation du modèle néolibéral sous Menem et certains de ses effets sur les traditions syndicales et la structure de l'emploi. De plus, nous explicitons les diverses crises auxquelles la société argentine fut confrontée. La pauvreté de la littérature francophone et anglophone disponible au Québec limitant l'approfondissement de ces thèmes, la plupart de ces informations ont été recueillies dans des monographies, des articles de périodiques, de congrès et de journaux locaux trouvés sur place à Buenos Aires. Nous nous sommes procurés cette documentation dans les librairies, dans les bibliothèques des universités et centres d'études tels que celles de la faculté des sciences sociales de l'*Universidad Nacional de Buenos Aires* (UBA), de la *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales* (FLACSO), du *Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales* (CLASCO), de l'*Instituto de investigación Gino Germani* (IIGG) ainsi que dans des centres de documentation tels que ceux de l'*Instituto de cooperación* (IDELCOOP) et de l'*Instituto de Estudios y formación de la CTA*.

Le quatrième chapitre permet de situer dans un cadre plus global et au niveau national, la crise vécue par le syndicalisme. C'est pourquoi il décrit les diverses réactions et attitudes du syndicalisme traditionnel ainsi que de certains secteurs plus innovateurs. Enfin, une fois ces étapes exposées, nous serons plus à même de comprendre dans le dernier chapitre où se situe le syndicalisme « post-crise 2001 », de nuancer certaines positions, de

conclure sur l'évolution du syndicalisme argentin et de voir quelles sont ses perspectives d'avenir.

Peu ayant été écrit sur les thèmes de ces deux derniers chapitres, nous avons recueilli, entre février et juillet 2005, bon nombre de renseignements par l'intermédiaire d'entrevues face-à-face et de nature qualitative réalisées auprès de spécialistes de la question. Nous avons rencontré des dirigeants et délégués syndicaux des secteurs les plus innovateurs de la CTA et de la CGT ainsi que des professeurs universitaires et chercheurs provenant de centres d'études et du ministère du Travail dont la spécialité touchait le monde du travail, les relations de travail, le syndicalisme, les entreprises récupérées, les mouvements sociaux, etc. Les entrevues se sont déroulées en espagnol afin que les personnes interrogées puissent s'exprimer le plus librement possible.

La première partie de l'entretien était consacrée à l'explication de notre recherche, du cadre dans lequel elle s'insère et de ses principaux objectifs. Nous avons également abordé la nécessité d'enregistrer l'entretien ainsi que la base volontaire de la participation à l'étude. Comportant à la fois un volet descriptif et exploratoire, nous avons adopté une approche inductive et utilisé la combinaison de deux types d'entrevues dépendamment des questions et des thèmes abordés. Ce fut des entrevues à mi-chemin entre les entrevues de type semi-directif et l'entrevue en profondeur. Les questions étaient ouvertes. L'entrevue de type semi-directif est pertinente dans le sens où elle permet de couvrir l'ensemble des thèmes (perceptions sur les transformations de l'action collective, l'histoire du syndicalisme, les réactions syndicales des années 90, les relations entre les syndicats et les autres organisations sociales et partis politiques, les principaux succès et problèmes affrontés par le syndicalisme, etc.) de notre question de recherche tout en laissant une certaine liberté de réponses aux participants. Aussi, nous avons utilisé la méthode de l'entrevue en profondeur pour ce qui traite des perceptions du syndicalisme actuel et plus spécifiquement dans les formes qu'il pourrait revêtir dans l'avenir. Beaucoup plus exploratoire, cet aspect de notre sujet demandait des réponses longues et détaillées pouvant nous mener à des pistes de réflexions.

Afin de laisser surgir le discours, entendu ici comme un lieu de construction social, nous avons adopté une attitude moins directive. Cette méthode de construction empirique, permettant de saisir la schématisation de la réalité des acteurs et leurs représentations était toute désignée pour approfondir et explorer des sujets encore peu étudiés. Bien que subjective, l'information relevée trace un portrait significatif du sens donné à la réalité par les individus rencontrés. De même, la richesse du matériel recueilli a fourni des pistes de réflexions cruciales quant à notre sujet d'étude. L'analyse non-exhaustive du contenu de ces entrevues nous a donc permise de saisir les représentations du syndicalisme sous l'angle de la recherche documentaire. Plus généralement, nous avons appuyé notre démarche sur les études et analyses spécifiques aux questions argentines plutôt que de nous baser sur un cadre théorique plus général.

L'actualisation des connaissances dans ce domaine reste déterminante quant au raffinement de projets syndicaux alternatifs qui se mettent progressivement en place. L'étude de l'évolution du syndicalisme argentin demeure une étude de cas pouvant nous révéler des éléments majeurs sur " d'autres " façons de faire. À notre connaissance, aucune autre recherche n'a été effectuée en ce sens.

CHAPITRE I

ÉMERGENCE ET CONSOLIDATION DU SYNDICALISME ARGENTIN (1870-1955)

1.1 Le syndicalisme au travers les influences étrangères (1870-1943)

1.1.1 Transition démocratique et capitalisme agro-exportateur

Le conservatisme politique a prédominé jusqu'en 1916 au travers le règne du Parti autonomiste national (PAN) dirigé depuis la ville de Buenos Aires par une élite de grands propriétaires terriens de la région de la Pampa. Afin de contrer l'ostracisme politique de ce parti envers la majorité de la population et de favoriser la démocratisation sociale et politique, l'Union civique radicale (UCR), communément appelée « Parti radical », vit le jour en 1890. Ce n'est qu'en 1916 que ce dernier put accéder au pouvoir pacifiquement grâce à la loi *Sáenz Peña* votée en 1912¹. Cette élection permit l'inclusion au niveau politique de tout un pan de la population issu de l'immigration. Bien que majoritaire au sein de la société², ce dernier en était auparavant volontairement écarté. Hipólito Yrigoyen détint les rênes de ce parti libéral-populaire qui allait représenter les citoyens jusqu'en 1930, jusqu'à ce que le général José F. Uriburu, lié à un groupe d'officiers fascistes, prenne d'assaut le pouvoir. Les auteurs s'accordent pour dire que la crise économique de 1929 perturbant les intérêts agro-pastoraux

¹ Cette loi fut votée suite aux grandes manifestations de colère provoquées par les injustices politiques, patronales et économiques. Elle légalisa entre autres le vote secret et obligatoire instaurant ainsi le suffrage universel (masculin).

² Entre 1880 et 1899, 1 949 593 immigrants européens, majoritairement de nationalité italienne, arrivèrent au pays pour combler les besoins du projet de production agricole. En 1895, près de la moitié de la population de la capitale fédérale était étrangère (Godio, 2000, t. 1, p. 71). Face au manque de terres disponibles, ils furent nombreux à s'installer dans les villes, principalement à Buenos Aires.

de l'élite fut à l'origine de ce coup d'État. La décennie suivant ce putsch fut surnommée la « décennie infâme ». S'y succéda une multitude de gouvernements conservateurs appuyés par l'armée et entrant en fonction par fraude électorale³. Cet escamotage de la démocratie assura à l'oligarchie le contrôle du pouvoir et le déploiement de son ascendant conservateur, lui permettant ainsi de protéger ses intérêts économiques.

Jusqu'aux années 1930, toute la vie socio-économique argentine est structurellement organisée autour de la formule d'un capitalisme agraire et pastoral exportateur. De 1880 à 1940, les *latifundios*, grandes propriétés terriennes, engendrèrent et favorisèrent un processus de dépendance économique vis-à-vis des pays impérialistes et plus particulièrement de l'Empire britannique⁴. Le foisonnement du nombre de produits agricoles exportés mit progressivement en branle un processus de transformation des structures de production dans le milieu urbain (système ferroviaire et portuaire). De même, des industries nationales apparurent peu à peu, principalement subordonnées aux intérêts de l'économie agraire et majoritairement semi-artisanales⁵. Poussée par la croissance du marché intérieur, la production économique fut essentiellement axée sur le secteur tertiaire où le petit atelier, les commerces et services répondent aux besoins de la population urbaine grandissante.

Ce n'est qu'en 1930 que la structure socio-économique du pays se modifia quelque peu. En effet, tout comme les marchés mondiaux, l'économie argentine fondée sur l'agriculture et l'élevage d'exportation se fragilisa suite au crash financier de 1929. Bien qu'associée aux grandes propriétés terriennes et à la production agricole, l'oligarchie au pouvoir démontra une grande capacité d'adaptation en concentrant ses activités dans les secteurs financiers et commerciaux reliés non seulement aux produits agricoles et à leur

³ Ont succédé à Yrigoyen : José F. Uriburu (1930-1932) – coup d'État; Agustín P. Justo (1932-1938)-Concordancia; Roberto M. Ortiz (1938-1942)- Concordancia; Ramón Castillo (1942-1943)-Concordancia.

⁴ Outre la dépendance liée au capital étranger investi dans les grandes propriétés, il existait une dépendance provenant des éléments stratégiques s'articulant autour de l'agriculture et de l'élevage de bétail (industries, services, infrastructures, etc.).

⁵ L'amorce de l'implantation des industries nationales sur le marché interne fut d'abord problématique en raison de la forte concurrence des entreprises étrangères dans ce domaine. Elles furent par la suite encouragées, notamment par le gouvernement de Yrigoyen, qui fonda entre autres la célèbre société d'État d'exploitation pétrolière, *Yacimientos Petrolíferos Fiscales* (YPF).

exportation, mais aussi à la conjoncture économique du marché (Bunel, 1991). En ce sens, l'oligarchie fut prête à encourager la légère lancée du développement industriel (textile, alimentation, bois, etc.) qui débutait alors et qui allait s'étendre jusqu'au milieu des années cinquante. Cette phase d'industrialisation communément appelée « substitution aux importations » fut propulsée principalement par le besoin de répondre à la consommation interne. C'est au travers ce processus d'industrialisation que l'État commença à subventionner davantage l'économie nationale.

1.1.2 Naissance de la conscience de classe ouvrière et du mouvement ouvrier (1870-1910)

Avant même d'utiliser le terme de « regroupement de mouvements ouvriers », les travailleurs devaient prendre conscience de leur état de travailleur et se définir en tant que tel. Julio Godio (2000, t. 1, p. 20) identifie cet épisode historique à « *une période de constitution sociale de la classe ouvrière* »⁶.

Le premier facteur favorisant l'intégration du concept de classe ouvrière fut la concentration dans les différents territoires urbains d'une importante masse de travailleurs, dont la plupart émanaient à l'origine de pays européens où prévalait déjà la logique capitaliste et où l'idéologie socialiste s'incorporait peu à peu à la résistance ouvrière d'ordre international provoquant là-bas d'importants conflits sociaux. Influencée par les apports idéologiques évolutifs des concitoyens immigrants, la réflexion autour des idéologies socialiste et anarchiste, existant préalablement en Argentine par l'intermédiaire de groupuscules y étant rattachés et interagissant déjà avec les travailleurs, se consolida progressivement dès les années 1880⁷ (Godio, 2000, t. 1).

⁶ Nous avons effectué toutes les traductions afin de simplifier et d'alléger le texte.

⁷ Bien que peu nombreux dans la masse immigrante, se sont surtout les Allemands qui diffusèrent le socialisme dans leur société d'accueil, faisant le pont entre les travailleurs argentins et le mouvement socialiste européen (Godio, 2000, t. 1).

En plus des déceptions liées aux espoirs de vie meilleure et des conditions d'exploitation auxquelles les immigrants étaient confrontés, ils étaient limités dans leur participation politique par le régime conservateur en place. C'est pourquoi ils ressentirent le besoin de se réunir autour d'un but collectif, à savoir cultiver leur propre espace socio-politique, terrain qui permettrait une intégration citoyenne au niveau de la vie nationale. Cette initiative se traduisit d'abord par un ardent combat contre les pratiques abusives des employeurs⁸ (Godio, 2000, t. 1).

Ces conditions donnèrent naissance en 1878 à la première grève (typographes) que le pays a connue et stimulèrent l'apparition épisodique de quelques grèves lors de la décennie de 1880, concentrées dans les secteurs du marché du travail où les idéologies socialiste et anarchiste étaient les plus présentes (ferroviaires, arrimeurs, métiers semi-artisanaux). Ces luttes permirent la consolidation progressive de l'identité de classe et la formation de quelques structures organisationnelles embryonnaires⁹. Cette phase exploratoire prépara le terrain pour l'émancipation du mouvement syndical.

Ce n'est qu'à partir de la décennie 1890 qu'on vit augmenter le nombre de sociétés ouvrières et de grèves¹⁰. Suite à la première grève générale dans le secteur ferroviaire (1896), l'organisation syndicale s'orienta vers des actions nationales par branche d'activité. Ce processus propulsa l'expansion du mouvement de grève, car il permit la sensibilisation d'un plus grand nombre d'ouvriers au phénomène, donna une matrice d'organisation sur laquelle s'appuyer et surtout, articula les syndicats entre eux (Godio, 2000, t. 1).

⁸ Godio estime que cet affrontement était nécessaire et préliminaire à la lutte contre les politiques d'exclusion de l'État (Godio, 2000, t. 1).

⁹ En effet, le mouvement commençait à peine à s'organiser, à définir ses intérêts et ses positions par rapport au capitalisme, à s'identifier à une classe de travailleurs antagonique à l'oligarchie et surtout, à réfléchir aux idéologies et à leurs liens avec l'action ouvrière. Il faut savoir qu'à cette époque, les travailleurs ne s'étaient pas encore clairement appropriés l'un ou l'autre des courants mentionnés qui détenaient alors une faible influence sur l'ensemble des travailleurs. La relation conflictuelle engendrée par les désaccords qu'entretiennent les anarchistes et les socialistes ne faisait écho qu'auprès des militants et des participants aux réunions syndicales.

¹⁰ Bien que concentrées dans la capitale, les grèves commencèrent à s'étendre vers l'intérieur du pays. Quoique la principale revendication soit toujours l'augmentation des salaires, la demande pour la réduction de la journée de travail apparut de plus en plus fréquemment dans les démarches syndicales (Godio, 2000, t. 1).

1.1.3 Diverses idéologies menant vers des préoccupations syndicales

La diffusion et l'adhésion des travailleurs au socialisme et à l'anarchisme furent les principaux leviers du mouvement ouvrier. Jusqu'en 1915, ces deux tendances menèrent une lutte serrée pour obtenir l'hégémonie à l'intérieur des regroupements de travailleurs.

Les toutes premières préoccupations syndicales émergèrent par l'entremise des groupes socialistes à la fin du 19^e siècle¹¹. L'approche socialiste prône avant tout l'intérêt de la classe ouvrière. Elle se distingue des autres théories par la valorisation du rôle de l'État, qui est selon elle, le lieu déterminant du pouvoir et de la lutte économique¹². Ils se servaient de l'action et de l'organisation syndicale pour appuyer la création d'un parti socialiste qui permettrait éventuellement l'obtention de plus larges droits sociaux, politiques et électoraux¹³. Peu à peu, l'attitude conformiste et non révolutionnaire des socialistes qui favorisaient l'action parlementaire, au détriment des pratiques syndicales, mena les anarchistes à se distinguer du socialisme et à définir plus clairement les divergences entre les deux courants, bien qu'elles aient été esquissées préalablement lors de l'épisode de la Première Internationale argentine¹⁴ (Godio, 2000, t. 1).

¹¹ Il faut savoir que les anarchistes encore peu connus et ne disposant pas encore d'un centre de diffusion important, s'étaient rattachés aux socialistes afin de profiter du rayonnement de leur structure internationale.

¹² La réalisation de ces objectifs s'est d'abord opérée à partir de la diffusion du marxisme, groupe prédominant à l'intérieur du mouvement socialiste et de chacune des sections, malgré la présence en son sein de groupes ayant d'autres objectifs idéologiques tels que les anarchistes.

¹³ Les premières tentatives des socialistes pour former un mouvement syndical socialiste (*Federación de Trabajadores de la República Argentina* (1891 à 1892) et *Federación Obrera Argentina* (FOA) (1894)) encouragèrent la concentration ouvrière et furent les premiers pas vers une démarche politique qui aboutit en 1896 avec la fondation du Parti Socialiste (PS).

¹⁴ Les anarchistes se dissocièrent véritablement des socialistes dans les années 1890, d'une part, suite à la création de la centrale ouvrière socialiste, puis suite à un positionnement ferme et sans équivoque à l'intérieur d'un débat interne sur la présence et les orientations des anarchistes à l'intérieur des syndicats. D'un côté, les « *anti-organismes* » alléguaient que l'investissement de l'espace syndical détournait les anarchistes de la réalisation de leur projet central, soit la « *conquête du communisme anarchique* ». De l'autre, les « *organismes* » influencés par Bakounin et par les tendances anarchistes pro-syndicales européennes évaluaient que la participation des anarchistes dans les syndicats « *n'était pas seulement un moyen pour agiter les drapeaux de l'anarchie mais aussi une question de développement des formes organisationnelles de démocratie directe, embryons de la future société anarchique.* » (Godio, 2000, t. 1, p. 110-111) Cette position fut adoptée.

Contrairement aux socialistes, les anarchistes considèrent que la politique et l'État constituent des outils octroyés aux exploités pour exercer leur autorité. La création de sociétés de résistance n'était donc pas liée à la politique, mais bien à l'objectif ultime de libérer les individus du joug du pouvoir. Pour ce faire, toute l'organisation du mouvement anarchiste était assujettie à l'éradication de l'État et du système de production capitaliste. Par l'entremise de l'organisation syndicale, la grève générale devint leur mode d'opération privilégié pour contrecarrer la subordination de tout acabit et optimiser les conditions de vie et de travail des individus. Ils n'hésitèrent pas à utiliser spontanément la violence lors des affrontements contre les employeurs et l'État, car elle devait théoriquement les mener « *à la révolution sociale qui donnera jour à l'anarchie et la liberté.* » (Godio, 2000, t. 1, p. 302)

L'orientation vers l'action syndicale, une solution simple, concrète et mobilisatrice, impulsa une montée des actions de grève durant la première décennie du nouveau siècle et fit de l'anarchisme le courant prédominant sur la scène ouvrière jusqu'en 1910¹⁵. Durant cette période (1900-1910), on assista à la naissance de plusieurs formations syndicales tant anarchistes que socialistes¹⁶. De même, l'accentuation des différences entre chaque tendance provoqua une série de luttes intersyndicales. Malgré cela, l'unité des diverses centrales permit d'affronter la dure répression de l'État¹⁷.

¹⁵ Comme nous l'avons mentionné précédemment, pour les travailleurs n'ayant pas accès à la sphère politique, le combat contre la classe patronale semblait le seul terrain de lutte possible et un lieu de résistance accessible. C'est de cette façon que le discours anarchiste accusant l'État, la politique et les employeurs pour tous les maux ainsi que leurs propositions de moyens pour résoudre les problèmes (grèves et affrontements) prirent un sens et réussirent à mobiliser les masses de travailleurs (Godio, 2000, t. 1).

¹⁶ Afin de décupler l'impact de l'action gréviste, les anarchistes et les socialistes se réunirent en 1901 sous une même bannière syndicale, la FOA, laissant de côté les divergences idéologiques et l'attachement des socialistes au PS. Cependant, l'action commune ne fit qu'accentuer les désaccords entre les deux tendances, car chacune d'elle persévérerait à convoiter la direction de la centrale. Minés par la mise en retrait de leur doctrine centrale, c'est-à-dire la valorisation de visées politiques, les socialistes décidèrent dès 1903 de créer leur propre structure organisationnelle, l'*Unión General de Trabajadores* (UGT), où les syndicats affiliés pourraient dorénavant appuyer ouvertement le Parti socialiste. C'est dans ces conditions que les anarcho-syndicalistes héritèrent de la FOA qui devint dès 1904 la *Federación Obrera Regional Argentina* (FORA). Lors de son 5^e Congrès (1905), la FORA se positionna ouvertement en faveur du communisme anarchiste (Godio, 2000, t. 1).

¹⁷ Face aux nombreuses luttes ouvrières, l'attitude du gouvernement conservateur fut extrêmement répressive. L'exercice de son autorité s'appuyait sur le Code de pénalités municipal, notamment sur la loi dite de résidence (4.144) promulguée en 1902 et permettant l'expulsion des ressortissants étrangers troublant l'ordre social. C'est ainsi que par des déportations, des arrestations et des assassinats opérés à maintes reprises, les conservateurs réussirent à fragiliser le mouvement ouvrier et à contrôler l'action collective, surtout en ce qui concerne l'organisation anarchiste considérée comme l'adversaire dissident à éliminer. L'animosité contre le mouvement

En dépit de cette répression, le mouvement ouvrier gagna quelques batailles au cours de la décennie. En 1904, la chambre des députés accueille le premier socialiste, Alfredo Palacios. Peu à peu, le gouvernement amorça quelques conciliations, dont le congé dominical en 1905 et se montra davantage ouvert à la négociation avec les socialistes. Dans le même ordre d'idée, la première entente entre le gouvernement et un comité de grève s'effectua en 1909, suite à la grève générale et les événements sanglants qui en ont découlé. L'entente stipula entre autres l'abrogation du Code de pénalités (Godio, 2000, t. 1).

Il n'en demeure pas moins que limités par leur doctrine politique et confrontés de plus en plus aux luttes de pouvoir avec les anarchistes, dont l'action influente les précarisait, les socialistes rassemblés au sein de l'UGT s'orientèrent vers le syndicalisme révolutionnaire. Cette théorie française inspirée de George Sorel prônait l'unité ouvrière. Intervenait alors une expérience inédite en Argentine : la volonté de créer un syndicalisme neutre travaillant dans l'unique intérêt des travailleurs, toutes allégeances confondues. Ce type de syndicalisme combla rapidement l'espace vacant créé par les luttes idéologiques socialistes et anarchistes¹⁸ (Godio, 2000, t. 1). L'hégémonie syndicaliste se consolida peu après la création en 1909 de la *Confederación Obrera Regional Argentina* (CORA), suite à la déroute du Centenaire¹⁹.

ouvrier culmina lors des festivités du Centenaire (1910) où suite à un appel à la grève générale des centrales syndicales, la situation dégénéra. Parallèlement, le gouvernement utilisa une toute autre tactique pour décourager le mouvement ouvrier en mettant sur pied un Code du travail via le projet du ministre de l'Intérieur sous le gouvernement de la Roca, Dr. Joaquín V. González. Ce projet suscita l'opposition des centrales ouvrières. Bien que le Code du travail concède certains droits aux travailleurs, il était fondamentalement en faveur des classes patronales, car la législation qu'il impliquait limitait l'action ouvrière (Godio, 2000, t. 1).

¹⁸ Dès 1905, ce courant réussit à se généraliser au sein même de l'UGT, orientant la direction de la centrale, allant jusqu'à lui imposer une vocation apolitique. Par ailleurs, cette forte représentation syndicaliste créa la rupture du noyau socialiste le divisant en deux clans : les socialistes orthodoxes et les syndicalistes révolutionnaires. De même, le caractère gréviste et apolitique du mouvement allait les rapprocher des anarchistes (Godio, 2000, t. 1).

¹⁹ La CORA est le résultat d'une alliance entre l'UGT, quelques petits syndicats indépendants et une fraction minoritaire de la FORA. Elle allait moderniser l'organe syndical en l'actualisant aux réalités des travailleurs et en structurant le système syndical autour de fédérations et d'unions nationales. D'autre part, le désir d'unité syndicale motiva également la CORA à opérer sa propre dissolution (1914) afin d'intégrer la FORA lors de son 9^e Congrès en 1915. En effet, une partie des anarcho-syndicalistes hétérodoxes décida de se rallier au syndicalisme alors que les autres, réitérant leur fidélité au communisme anarchiste, créèrent la FORA 5^e en hommage au Congrès de 1905 où ils s'étaient définis ainsi la toute première fois (Godio, 2000, t. 1).

À partir de 1910 jusqu'aux années 20, le mouvement anarcho-syndicaliste entama une descente vertigineuse, perdant progressivement de son influence au profit des syndicalistes. D'une part, les anarchistes furent les victimes d'une répression sans commune mesure lors d'événements spécifiques dont ils étaient à l'origine tels que les festivités du Centenaire²⁰ (1910), la « Semaine tragique »²¹ (1919) et la révolte d'ouvriers ruraux en Patagonie²² (1921). Ces événements contribuèrent à la désorganisation du mouvement puisque dans tous les cas, la centrale anarchiste (FORA en 1910 et FORA 5° en 1919 et 1921) subit de nombreuses pertes liées aux arrestations, aux déportations et aux assassinats. Le gouvernement lui était ouvertement réfractaire²³ (Godio, 2000, t. 1).

D'autre part, la démocratisation politique et sociale apportée par le radicalisme avait ouvert une brèche sur des possibilités de changements sociaux et économiques pour les travailleurs. Dans un tel contexte, l'idéologie anarchiste révolutionnaire et anti-étatique avait perdu tout son sens et était alors perçue comme une utopie. De même, le caractère insurrectionnel prompt à la violence et aux affrontements ne rejoignait plus la classe ouvrière. En ce sens, le mouvement anarcho-syndicaliste fut limité par sa propre doctrine.

²⁰ L'animosité contre le mouvement ouvrier culmina lors des festivités du Centenaire où suite à un appel à la grève générale des centrales syndicales, la situation dégénéra dans une violence explosive.

²¹ Les événements de la « Semaine tragique » (janvier 1919) se situent dans un contexte local d'insatisfaction générale face à l'inflation ainsi que dans une période de grèves portuaires houleuses. Le conflit de la « Semaine tragique » émergea par le biais d'une grève ouvrière d'une entreprise de métallurgie, *La Vasena e Hijos Ltda.* Représentés par le syndicat *Metalúrgicos Unidos* rattaché à la FORA 5°, les travailleurs revendiquaient de meilleures conditions de travail dont la journée de 8 heures et l'augmentation des salaires. Suite à des interventions policières et inspirés par la révolution socialiste de 1917 en Russie ainsi que par les pratiques insurrectionnelles des ouvriers européens, les anarchistes entamèrent une grève générale entrevue comme « la grève révolutionnaire » qui allait changer le cours de l'histoire. Certes, cette grève eut d'importantes répercussions, mais pas dans le sens souhaité par les grévistes. En effet, la grève se généralisa dans toute la ville de Buenos Aires et fut appuyée par des mobilisations et les protestations de la population locale. Le gouvernement réagit par une répression violente, surtout à l'égard des anarchistes. La « Semaine tragique » se termina avec quelques centaines de morts et plus de 2000 arrestations.

²² De nouveau, en 1921, l'armée opéra une violente répression en Patagonie lorsqu'un mouvement d'ouvriers travaillant dans le secteur de l'élevage de moutons s'insurgea contre ses piètres conditions de travail lors d'actions de grève organisées par un anarchiste.

²³ Le gouvernement fut appuyé dans sa tâche contre le mouvement ouvrier par l'Association nationale du travail (ANT) créée en 1918 ainsi que par l'action de la Ligue Patriotique (groupe para-militaire de droite composé de citoyens). L'ANT visait à se prémunir contre les grèves, notamment en engageant des briseurs de grève alors que la Ligue Patriotique déployait son action contre les anarchistes et les communistes.

1.1.4 Le mouvement syndical dans un contexte de démocratisation (1916-1930)

Malgré la forte répression étatique envers les anarchistes et les difficultés économiques liées à la Première Guerre mondiale et à la période qui suivit (diminution des salaires réels, croissance de l'inflation et du chômage), l'ouverture de la démocratisation politique et sociale amenée par le gouvernement d'Yrigoyen provoqua dès 1916 une intensification des activités syndicales et des conflits sociaux. Plus conciliant que ses prédécesseurs, Yrigoyen autorisa les syndicats, institua des politiques d'arbitrage lors de conflits de travail, instaura le salaire minimum ainsi que la journée de 8 heures (Armony, 2004). Cette légère ouverture aux revendications ouvrières, consolidée par l'élection en 1922 du candidat radical de centre-droite Marcelo T. de Alvear, propulsa une nouvelle dynamique entre l'État et les organisations syndicales. Ces dernières adaptèrent leurs stratégies d'action en fonction de l'ouverture démocratique du régime politique²⁴. Le contexte social lui étant favorable, le mouvement syndical s'étendit à l'échelle nationale et commença à être reconnu en tant qu'acteur socio-politique (Godio, 2000, t. 1).

Cette période fut dominée en partie par l'influence des syndicalistes d'abord par le biais de la FORA 9^o ²⁵, puis à partir de l'*Unión Sindical Argentina* (USA) en 1922²⁶. Dès la formation du Parti communiste (PC) en 1918²⁷, de nouveaux acteurs syndicaux

²⁴ Les syndicalistes purent utiliser davantage la négociation entre ouvriers et employeurs alors que les syndicalistes socialistes appuyèrent l'opposition politique. Par ailleurs, le PS gagna à cette époque d'importantes avancées politiques notamment à la Chambre nationale de députés et sénateurs (Godio, 2000, t. 1).

²⁵ À partir de 1918, la FORA 9^o atteignit une influence au niveau national encore jamais égalée. La centrale comprenait des militants syndicalistes, anarcho-syndicalistes hétérodoxes, communistes ainsi que socialistes des deux tendances (internationalistes et évolutionnistes).

²⁶ L'USA fut créée en 1922 suite à des conflits entre socialistes et syndicalistes à l'intérieur de la FORA 9^o. Il s'agissait une fois de plus de divergences concernant l'attitude à adopter face aux partis politiques. Contrairement aux syndicalistes préconisant l'apolitisme et la négociation avec les radicaux, les socialistes préféraient l'affrontement avec le gouvernement et l'appui politique au Parti socialiste. Ayant réalisé une percée importante au niveau parlementaire et s'assurant l'affiliation des syndicats les plus importants, les socialistes décidèrent en 1926 de créer leur propre centrale, la *Confederación Obrera Argentina* (COA). À partir de cette date et ce, jusqu'en 1930, les syndicalistes perdirent un peu de leur influence au profit des socialistes (Godio, 2000, t. 1).

²⁷ L'appellation initiale du PC était le *Partido Socialista Internacional* (PSI) puisqu'il constituait une faction du PS ayant développé une position marxiste-léniniste. Inspirés par la révolution socialiste de 1917 en Russie, les communistes étaient en faveur de l'insurrection du prolétariat (constitué d'ouvriers et de paysans). Le PSI devint le *Partido Comunista de la Argentina* (PCA) en 1921.

commencèrent à émerger, s'intégrant progressivement à la FORA 9° puis à l'USA. Durant les années 1920, la présence des communistes fut relativement faible sur la plate-forme syndicale. À quelques exceptions, ils se contentèrent de suivre l'action des syndicalistes. Ce n'est qu'en 1929 qu'ils formèrent leur propre centrale syndicale, le *Comité de Unidad Sindical Clasista* (CUSC), contrôlant quelques syndicats dans les secteurs du transport, du textile, de la construction, etc. (Godio, 2000, t. 1).

1.1.5 Consolidation des structures organisationnelles syndicales (1930-1943)

Le coup d'État de septembre 1930 occasionna peu de réactions de la part du mouvement ouvrier. Cependant, l'interdiction légale des activités de la FORA 5° ainsi que la répression envers l'ensemble des masses ouvrières et plus particulièrement à l'égard des anarchistes et des communistes, hâtèrent la fusion de l'USA et des socialistes réunis sous la *Confederación Obrera Argentina* (COA), donnant ainsi naissance à la principale centrale syndicale argentine, la Confédération générale du travail (CGT). Bien que partagée entre les syndicalistes et les socialistes qui avaient beaucoup de poids, notamment par l'entremise de l'Union Ferroviaire, la nouvelle centrale prit une orientation syndicaliste. En effet, la répression étatique invitait à une attitude apolitique et conciliante. Néanmoins, dès 1935, s'affrontant pour la gouverne de la centrale, les deux courants entreprirent une lutte idéologique notamment sur les liens devant exister entre le syndicat et les partis politiques²⁸. Ces divergences furent à l'origine de la scission de la centrale syndicale et menèrent à la formation de la *CGT Catamarca* et de la *CGT Independencia* dont le Congrès constituant eut lieu en 1936 (Godio, 2000, t.1).

²⁸ En plus de porter sur les thèmes les ayant toujours opposés, le débat se cristallisa autour de la lutte contre le fascisme. Fermelement anti-fascistes, les socialistes insistaient pour développer une relation étroite avec le PS et construisirent un large front anti-conservateur, d'autant plus que la forte capacité d'opposition du PS au niveau parlementaire (1932-1935) faisait avancer la cause des travailleurs en votant des lois en leur faveur. Quant aux syndicalistes, ils résistèrent farouchement en continuant d'appuyer leur ligne apolitique et de lutte pour la conservation de l'espace de négociation avec le régime d'Uriburu et de Justo. Ils étaient prêts à se battre contre le fascisme international, mais uniquement à l'intérieur du terrain syndical, dans l'optique de préserver les organisations syndicales (Godio, 2000, t. 1).

Parallèlement, bien que fortement réprimé, le mouvement communiste était devenu vers 1935 un acteur syndical relativement important. D'abord, il avait mis l'accent sur la formation de syndicats nationaux par branche industrielle ou d'activité (textile, frigorifique, construction, métallurgie, etc.), ce qui augmentait sa capacité de mobilisation des travailleurs d'autant plus que le secteur industriel était faiblement représenté par la CGT. De même, il était fermement décidé à acquérir pour ses membres les conditions de travail et salariales qui prévalaient dans les secteurs des services et du commerce reliés à la CGT. Suite à un changement de tactique survenu à l'intérieur du PC en 1935²⁹, les communistes décidèrent en 1936 de dissoudre la CUSC et affilièrent leurs syndicats à la *CGT Independencia* (Godio, 2000, t. 1).

Bien que rassemblant en son sein les militants se référant à diverses mouvances idéologiques, la *CGT Independencia* fut dirigée majoritairement par des socialistes. Après de nombreuses altercations à l'intérieur même du mouvement socialiste (socialistes versus socialistes influencés par les pratiques apolitiques des syndicalistes) mais aussi avec les communistes, la CGT s'aligna sur un appui quoique limité, au Parti socialiste. Quant à la *CGT Catamarca* de tendance syndicaliste, elle fut dissoute en 1937 pour renaître au travers de l'ancienne USA. Dès 1938, la culture syndicaliste fut renforcée lorsque Ortiz décréta l'interdiction pour les syndicats de prendre part aux activités politiques (Godio, 2000, t. 1).

Malgré la répression et la récession économique issue de la crise de 1929, l'action syndicale se poursuivit ouvertement quoique modérément et dans une attitude de relative conciliation avec le régime en place. Les organisations syndicales consolidèrent leurs structures organisatrices et se montrèrent plus combatives entre 1936 et 1939, lorsque le gouvernement amorça une libéralisation et qu'une meilleure conjoncture économique entrouvrit une brèche sur de possibles améliorations des conditions de travail et salariales. « En six ans (1936-1941), [...] les effectifs des syndicats sont passés de 360 000 à 440 000

²⁹ Afin de restaurer la démocratie et de lutter contre le fascisme, le PC passa d'un postulat théorique anti-réformiste préconisant la dictature du prolétariat dans un monde à la soviétique, à la nécessité de former l'unité avec les autres groupes politiques et syndicaux contre le régime conservateur (Godio, 2000, t. 1).

membres. »³⁰ (Chesnais et Divès, 2002, p. 72) Or, l'augmentation des conflits syndicaux et sociaux n'eut pas les résultats escomptés : il n'y eut pas de redistribution des revenus en faveur des travailleurs et les augmentations salariales furent très faibles.

1.1.6 Essor d'un comportement nationaliste au sein du mouvement ouvrier

À partir de 1936, les politiques interventionnistes (contrôle des changes, centralisation bancaire et du crédit, etc.) du gouvernement conservateur érigées face aux effets de la crise mondiale de l'économie de 1929, commencèrent à engendrer un processus de substitution des importations. L'expansion industrielle transforma profondément la structure de la classe ouvrière. Cette dernière, concentrée dans la capitale fédérale et dans le Grand Buenos Aires, vit grossir ses rangs par l'arrivée massive de travailleurs provenant de l'intérieur du pays. En dépit de l'absence d'une classe ouvrière nationale (due entre autres à la diversité immigrante présente à l'intérieur du mouvement ouvrier et à ses influences européennes), la venue des migrants ruraux consolida la culture nationale, déjà présente dans la société urbaine grâce aux fils des immigrants. Renforcé entre autres par l'anti-impérialisme (surtout à l'égard des Britanniques), l'interventionnisme étatique et la demande de nationalisation des entreprises privées de transport effectuée par des socialistes et des communistes, on assista peu à peu à l'émergence d'un sentiment nationaliste à l'intérieur des luttes du mouvement ouvrier. En effet, quelques idées nationalistes éparses associées au projet de consolidation d'une nation semi-industrielle surgirent bien qu'elles ne soient encore intégrées à aucune politique claire ni des partis de gauche ni d'un mouvement national populaire (Godio, 2000, t. 1).

³⁰ Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cette hausse des effectifs syndicaux n'est pas due à l'augmentation du nombre d'ouvriers du secteur manufacturier sur le marché de Buenos Aires et ses banlieues engendrée par la nouvelle politique d'industrialisation par substitution. En effet, les chiffres démontrent que le taux de syndicalisation dans les industries est encore modeste représentant « à peine 10% du total des syndiqués. » (Bunel, 1991, p. 54) Bunel (1991, p. 53) note que l'on retrouve encore la majorité des syndiqués dans les secteurs reliés au transport (chemins de fer, ports, etc.).

La première étape, se situant entre 1870 et 1943, comprend l'apparition de mouvements ouvriers influencés par les courants européens, le développement d'un espace de revendication ouvrière comme facteur d'intégration à la citoyenneté et ouvre la possibilité de changements sociaux et économiques. Cette période a également vu l'apparition de la CGT comme principale centrale syndicale ainsi que l'émergence, quoique diffuse, d'un sentiment nationaliste à l'intérieur des luttes ouvrières.

1.2 Le syndicalisme péroniste (1943-1955)

1.2.1 Le contexte économique et politique sous l'ascension de Perón et le régime péroniste

Le règne des gouvernements conservateurs se succédant par fraude électorale prit fin avec le putsch militaire du 4 juin 1943. Ses principaux objectifs étaient d'assainir les finances publiques entachées de corruption, de contrer l'instabilité politique et d'éviter le débordement social³¹. Nationaliste³², mais non moins conservateur, le régime encore plus autoritaire que le précédent, opéra la dissolution des institutions démocratiques (Sénat,

³¹ Les élections présidentielles annoncées par Ramón S. Castillo (1942-1943) pour septembre 1943, préoccupèrent l'armée à maints égards. D'abord, l'armée craignait le retour au pouvoir des forces civiles (l'ensemble des partis politiques à l'exception du Parti démocratique national (PDN) était réuni sous la bannière de l'Union démocratique (UD), formée en février 1943). D'autre part, ces élections menaçaient la neutralité du pays durant la Seconde Guerre mondiale. Cette position rapportait énormément au niveau économique notamment par l'augmentation des exportations. Or, il s'avéra que les candidats à la présidence (dont Patrón Costas, candidat du PDN imposé par Castillo) se positionnaient du côté des alliés, ce qui fut perçu par l'armée comme un facteur suffisant de fragilisation de l'équilibre du pays. Dès le moment où l'armée dut former le cabinet suite au putsch, la politique étrangère demeura une question litigieuse. Le général Arturo Rawson, président provisoire, imposa un cabinet composé de notables en partie favorables aux alliés. Insatisfaits, les colonels, par l'intermédiaire du Groupe des officiers unis (GOU) dont était membre Perón, mirent le général Pedro Pablo Ramírez à la tête du régime (juillet 1943-février 1944) ainsi que plusieurs de ses membres aux postes stratégiques du gouvernement. Malgré les fortes pressions américaines pour rejoindre le camp des alliés, Ramírez adopta une position neutre jusqu'à ce qu'il sente, en janvier 1944, que les Alliés étaient en position de force. Il se rapprocha alors des États-Unis ce qui provoqua son isolement au niveau du régime militaire et son remplacement par le général Edelmiro J. Farrell (1944-1946) alors ministre de la guerre. Suite à cela, S. Braden, diplomate américain installé à Buenos Aires, continua de faire pression sur le régime pour la tenue d'élections libres et lorsqu'arriva enfin la campagne électorale, il accusa Perón d'être complice des idéologies de l'Axe.

³² Un des premiers objectifs du nouveau régime étant la croissance industrielle au niveau national, l'État décida d'intervenir dans le développement de l'industrie et du commerce par la création d'institutions les régissant, dont le Crédit industriel et la Direction générale des industries. De même, il adopta des mesures protectionnistes (Bear, 1975). Il porta également une attention particulière à la régulation de l'élevage et de l'agriculture (Rouquié, 1978).

chambre de députés, partis politiques), rétablit l’instruction religieuse obligatoire dans les écoles et utilisa les médias à des fins de propagande (Mercier Vega, 1974)³³. De plus, prétendant se prémunir contre une insurrection des masses populaires qui s’agitaient en raison de la stagnation de leurs conditions, il entama une répression envers tout ce qui était rattaché au communisme. Ainsi, de nombreux membres des partis politiques (surtout le PC et le PS) et des syndicats furent arrêtés et persécutés. La CGT no 2 fut dissoute (juillet 1943) et certains syndicats de la CGT no 1 furent mis sous tutelle pour avoir enfreint la loi limitant l’action syndicale promulguée en août 1943³⁴.

Paradoxalement, le régime militaire prit une orientation populiste et syndicaliste. Afin de désamorcer la crise, le colonel Juan Domingo Perón proposa d’allier à la politique nationaliste les mouvements contestataires en mettant en œuvre tout un système de politiques sociales et du travail qui allait favoriser les travailleurs et les plus démunis. Il effectua cette tâche du haut du Département du travail qui devint dès la fin novembre 1943, le secrétariat d’État au Travail et à la Prévoyance sociale³⁵. Parallèlement à la politique anti-syndicale appliquée envers certaines organisations ouvrières, Perón chercha très vite à se rapprocher des syndicats, notamment ceux qui détenaient déjà une force organisationnelle importante tel que le syndicat des chemins de fer. Outre la baisse des loyers, la légalisation des syndicats et l’octroi du droit à l’activité politique à l’intérieur de ces derniers par l’entremise de la loi sur les associations professionnelles (2 octobre 1945), il effectua de nombreuses réformes sociales touchant aux droits des travailleurs. Parmi ces dernières, il promut la signature de

³³ L’État de siège instauré par Castillo en décembre 1941 ne fut levé qu’en août 1945 sous le commandement de Farrell.

³⁴ La CGT s’était scindée en octobre 1942 suite à des divergences quant à l’intégration des communistes dans les syndicats. C’est ainsi que se forma la CGT no 2, regroupant les syndicats favorables à l’action politique des partis communiste et socialiste. Quant à la CGT no 1, fermement anticommuniste, elle rassemblait les organisations syndicales de tradition syndicaliste ainsi que celles d’origine socialiste, mais partisans d’une rupture de l’action syndicale avec les partis politiques. Malgré quelques interventions opérées au sein de la CGT no 1, cette dernière conserva relativement de bonnes relations avec le régime militaire. De même, le secteur socialiste de la CGT no 2, officiellement dissoute, tenta des rapprochements avec le gouvernement afin de promouvoir la restitution d’un régime constitutionnel (Godio, 2000, t. 2).

³⁵ Perón gagna de l’influence et gravit les échelons. Dès 1944, il devint ministre de la guerre et vice-président de la République.

conventions collectives³⁶, révisa les salaires à la hausse, institua un salaire minimum et le paiement d'un 13^e mois, incorpora la syndicalisation automatique par le biais des retenues salariales, finança une assurance en cas d'accident de travail, accrut l'accès au régime de retraite, introduisit des congés payés, limita la journée de travail à huit heures, encouragea les œuvres sociales, etc. En milieu rural, la condition de l'ouvrier agricole, *le peón*, fut enfin reconnue officiellement par le décret 28.169 (1944).

D'autre part, Perón mit en place des mesures (augmentation du nombre d'inspecteurs qui se rendent sur les lieux de travail, sévères sanctions aux contrevenants, recours à la justice par l'intermédiaire de tribunaux du travail, etc.) assurant le respect des droits inscrits dans la législation³⁷ (Bearn, 1975). Ce processus procura aux délégués syndicaux une autonomie. Qui plus est, l'instauration d'une législation relativement avancée en matière de droits du travail améliora significativement les conditions de vie et de travail des travailleurs. Ceci attira du même coup la sympathie des masses pour Perón.

Or de tout doute, les politiques sociales mises en œuvre par Perón mirent à l'épreuve l'oligarchie et la classe patronale. Ces dernières, ne s'étant jamais conformées à la législation du travail et n'ayant jamais confronté des syndicats aussi organisés dans leurs entreprises, commencèrent à riposter face aux mesures sociales de Perón jugées démagogiques³⁸. Parallèlement, les classes moyennes et les partis politiques amorcèrent une opposition et des mobilisations de plus en plus importantes envers le régime militaire en place, réclamant un retour imminent à la démocratie. Le gouvernement militaire voulant assurer la pérennité de son régime entama un processus de répression qui mit le feu aux poudres (Lancha, 2003). Se

³⁶ « Alors que les conventions collectives étaient presque inconnues vers 1940, on en dénombre plus de 300 en 1944, plus de 450 en 1954. Grâce à elles, les conquêtes sociales du péronisme se concrétisent. » (Bearn, 1975, p. 167)

³⁷ Nous faisons référence tant aux lois nouvellement acquises qu'à celles légiférées antérieurement. Il semble que ces dernières eurent pendant des années une existence essentiellement théorique. Par exemple, pensons aux lois régissant le travail des enfants ou encore aux dédommagements reliés aux accidents de travail.

³⁸ À ce sujet, mentionnons les événements occasionnés par le 13^e mois décrété en décembre 1945 par Mercante (secrétaire d'État au travail) à l'instigation de Perón. Les employeurs refusèrent catégoriquement de s'y conformer, ce qui occasionna une série de grèves dès janvier 1946. Le patronat finit par se rallier au gouvernement et versa l'*aguinaldo* (13^e mois). Ce fut une grande victoire pour les travailleurs.

pliant à l'ascendant de l'oligarchie, les militaires imputèrent l'explosion de la conjoncture sociale à Perón, d'autant plus que sa réorientation différait de ce qui avait été prévu en 1943. Dans cette perspective, il fut destitué de ses fonctions le 9 octobre 1945. Dès le lendemain, il demanda l'appui des travailleurs du haut de son balcon du secrétariat du Travail, en vain car il fut emprisonné et déporté trois jours plus tard (le 12 octobre).

Perón reçut l'écho de son appel le 17 octobre 1945, jour ancré dans la mémoire collective. Il y eut ce jour-là l'une des plus grandes mobilisations populaires de l'histoire argentine, regroupant les ouvriers et les couches les plus pauvres de la population. Venant de tout le Grand Buenos Aires, des dizaines de milliers de personnes se mobilisèrent Place de Mai afin de revendiquer un retour à la démocratie et la libération de Perón³⁹. Le soir même, devant l'immensité de la foule toujours présente sur la Place de Mai, les militaires se rétractèrent, garantirent un retour aux urnes pour 1946 et libérèrent Perón en le laissant discourir au balcon de la Casa Rosada. Cet événement scella littéralement le destin du peuple argentin parce qu'il fut notamment, le début d'un lien entre le leader et le peuple qui allait se transformer au cours des prochaines années en une loyauté historique. Aujourd'hui, les auteurs se réfèrent à « l'identité péroniste ».

C'est dans ce cadre que Perón décida de se présenter aux élections de février 1946 par l'intermédiaire du *Partido Laborista* (PL) formé en octobre 1945 par des syndicalistes proches du Secrétariat d'État au travail⁴⁰. Les syndicats partisans de ce parti formaient alors l'axe de la CGT (Godio, 2000, t. 2). Le bloc anti-péroniste (socialistes, communistes et conservateurs) appuya Tamborini, chef de l'Union Démocratique, second parti dans la

³⁹ Bien que la CGT ait prévu une grève générale à l'échelle nationale pour le lendemain, les ouvriers rejoignirent les masses qui se pressaient déjà devant la Casa Rosada. Une fois sur place, les syndicats réussirent à mobiliser de nombreux manifestants sur le thème de la conservation des droits syndicaux acquis et promis (dont le 13^e mois par exemple). Il est important de souligner que la libération des prisonniers politiques (dont Perón) n'est pas la première préoccupation des syndicalistes. La connaissance de cette mobilisation est primordiale dans la compréhension des mouvements sociaux de l'Argentine.

⁴⁰ Parmi ces syndicalistes, mentionnons Cipriano Reyes, Luis F. Gay et José Tesorieri. Le *Partido Laborista* avait reçu entre autres l'appui de la junte rénovatrice de l'UCR ainsi que celui du *Partido Independencia*. En juin 1946, suite à des tensions entre ces factions, Perón décida de les regrouper et de former le Parti unique de la révolution nationale. Ce dernier prendrait l'appellation de « Parti péroniste (PP) » dont les statuts, donnant plein pouvoir au dirigeant, furent définis en décembre 1947. Cette opération fit réagir certains membres de l'ancien PL qui furent par la suite écartés de la direction du nouveau parti.

bataille électorale. Malgré cette coalition, Perón obtint triomphalement son premier mandat (1946-1951) et fut réélu en 1951 suite à un amendement de la constitution.

Le programme de Perón s'appuyait essentiellement sur la souveraineté politique, l'indépendance économique et la redistribution sociale des richesses nationales (Bearn, 1975). Pour le leader, l'argument central de son programme était la justice sociale, car cette dernière stimulait les deux autres objectifs et altérait la lutte des classes. C'est pourquoi, suite à la mise en œuvre de la nouvelle législation sociale, il qualifia son parti de justicialiste, éponyme qui resta au travers les âges et devint sa « marque de commerce »⁴¹. Il n'est donc pas étonnant, comme le rappellent Gèze et Labrousse (1975, p. 60), que « 34% des investissements de l'État furent de caractère social. » Un des symboles les plus éloquents du justicialisme fut son épouse, Eva Duarte. Ses origines modestes, son labeur pour la défense des plus démunis au travers la création d'une fondation⁴², son étroite collaboration politique avec la CGT, l'attribution du droit de vote aux femmes (1949) ainsi que la mise sur pied de la division féminine du Parti péroniste firent d'elle une femme idolâtrée et ajoutèrent une grande valeur au péronisme.

Influencé par le corporatisme fasciste de Mussolini, la réussite de son projet national se basait sur une stratégie de collaboration des classes (industrielle versus ouvrière)⁴³. C'est ce qu'il appelait la « troisième position », se situant quelque part entre le capitalisme et le socialisme. Cette stratégie était déployée sous l'œil bienveillant de l'État qui se réservait le pouvoir de décider en ultime instance. Dans cette perspective, l'État se dota d'une puissance substantielle en bureaucratissant l'appareil gouvernemental et en augmentant la capacité du pouvoir exécutif (Bearn, 1975; Lafage, 1991). Bien que le système parlementaire soit effectif (élection libre, délibération au Congrès, légalisation des partis politiques), la nomination aux postes clés de péronistes et leur majorité de sièges du Congrès laissaient peu de place à

⁴¹ Tous les décrets que Perón avait implantés alors qu'il était secrétaire d'État du travail devinrent des lois nationales peu de temps après son élection de 1946. De plus, en 1953, il promulgua la loi 14.250 (*Convenios Colectivos de Trabajo*(CCT)) qui réglementait la négociation des accords collectifs.

⁴² Les fonds recueillis furent utilisés entre autres pour la construction d'écoles et d'hôpitaux.

⁴³ L'oligarchie ne faisait pas partie du programme. Par ailleurs, Perón n'obtint jamais son appui.

l'opposition (Bearn, 1975; Vega, 1974). De plus, l'utilisation de la propagande dans les médias et dans le milieu de l'enseignement consolida le pouvoir du chef péroniste. Ces facteurs furent à l'origine des critiques attribuant au régime un caractère totalitaire. Bearn (1975, p. 107) affirme cependant que « les caractères totalitaires du péronisme ne s'affirment que par étapes et l'évolution n'aboutit pas à son terme logique : la dictature du parti unique. »

Jusqu'en 1949, la conjoncture reliée à la Seconde Guerre mondiale et au processus postérieur de reconstruction des pays belligérants favorisa l'expansion économique de l'Argentine et du même coup, la réalisation des ambitions de Perón. D'une part, la restriction des exportations opérée par les pays en guerre contraignit la République à consolider son propre marché en appuyant l'industrialisation de substitution des importations permettant de combler les besoins internes. Ce processus allait directement dans le sens du désir d'indépendance économique véhiculé par Perón. Parallèlement, ce contexte international encouragea l'essor des exportations argentines (viande, blé, laine) vers l'Angleterre et renfloua les coffres de l'État. Dès son arrivée au pouvoir, le chef disposa donc de ressources financières considérables. Ces dernières s'accrurent avec la création en mai 1946 de l'Institut argentin pour la promotion des échanges (IAPI), institution permettant le monopole de l'État sur les mécanismes d'échanges commerciaux internationaux et sur le crédit⁴⁴ (Bearn, 1975; Vega, 1974).

Dès les premières années de son mandat, Perón utilisa ces fonds pour éliminer la dette extérieure, financer les politiques sociales ainsi que le plan économique quinquennal à caractère nationaliste instauré en 1947. La réalisation du plan économique se traduit par le développement des structures énergétiques (forage de pétrole, construction de barrages hydroélectriques et de centrales thermiques, etc.), par la nationalisation de certains secteurs publics (téléphone, gaz, et surtout les chemins de fer anciennement britanniques pour la plupart) ainsi que par l'importation de matériel (outils, équipements) permettant la

⁴⁴ Les profits furent réalisés grâce à la différence entre le prix de vente sur le marché international et le moindre coût d'achat à l'interne.

modernisation et la consolidation de l'industrie nationale reliée essentiellement au transport⁴⁵ (Bearn, 1975; Vega, 1974). Ajoutons qu'aucune stratégie ne fut élaborée concernant les intérêts agro-pastoraux dont la production fut, pour la première fois de l'histoire argentine, dépassée par celle provenant de l'industrie (Bearn, 1975). Bien que ces pratiques favorisèrent le développement de la croissance du marché interne, elles vidèrent rapidement les réserves de l'État.

Dès 1949, l'épuisement des réserves monétaires coïncida avec un revirement de la conjoncture internationale. Profitant du plan Marshall, les pays sortant de la guerre restructurèrent leur économie et diminuèrent leurs importations. Cela affecta de plein fouet l'essor commercial argentin relié aux exportations. Dépensant pour leurs importations afin d'assurer le développement de leur industrie nationale, les soldes de la balance commerciale devinrent rapidement déficitaires. Au cours des années suivantes, on tenta de redresser la situation⁴⁶. Néanmoins, le pays fut rapidement confronté à l'inflation. On cessa les politiques de distribution des richesses en bloquant les salaires (après les avoir augmentés) et les prix, ce qui engendra une diminution du niveau de vie. Bunel (1991, p. 70) précise qu'« à la fin de la décade péroniste, le salaire est inférieur à ce qu'il était à son commencement. » Bien que contraire à ses idéaux anti-impérialistes, Perón n'eut d'autre recours que d'emprunter des sommes importantes aux États-Unis⁴⁷. Ce mouvement vers les États-Uniens impliqua une nouvelle orientation diplomatique envers Washington (Bearn,

⁴⁵ Subventionnée par l'État, l'industrie poursuit sa lancée, toujours concentrée dans Buenos Aires et ses banlieues ainsi qu'aux alentours de La Plata et Rosario. Les branches de production investies restent inchangées. Bunel (1991, p. 54) précise que « le secteur de l'alimentation (en particulier la viande et sa transformation), le textile et la confection représentent à eux seuls 43.9% des travailleurs de l'industrie. » Somme toute, le modèle économique en vigueur durant les années où régnera Perón demeure le même, soit la poursuite des exportations de l'agriculture et du bétail vers les États-Unis et l'Angleterre ainsi que l'industrialisation par substitution des importations. Il n'y eut aucun changement structurel notable ni au niveau de l'industrie ni dans le monde rural (Lancha, 2003).

⁴⁶ Un second plan quinquennal réduisant les dépenses de l'État fut mis en application en 1953. Bien que l'État supporte toujours l'industrie nationale notamment en initiant une industrie de transformation (automobile, appareils électriques) investie par les entreprises étrangères et une industrie lourde (métallurgie), il évite cette fois de négliger la subvention de l'agriculture et de l'élevage (octroi de crédits, augmentation des prix des produits alimentaires, suppression des taxes sur le matériel d'équipement importé, etc.).

⁴⁷ En 1950, 125 millions de dollars furent empruntés à l'*Import-Export Bank*.

1975). En juin 1955, Perón alla même jusqu'à négocier l'exploitation du pétrole argentin de certaines régions avec la *Standard Oil*, entreprise américaine.

La détérioration des conditions de vie et la politique anti-nationaliste du chef péroniste déclenchèrent un tollé. Les manifestations de colère, les grèves⁴⁸ et la riposte des opposants politiques furent durement réprimées par des arrestations. La crise s'accrut à partir de 1952 suite au décès d'Eva Perón (juillet 1952), aux scandales de corruption et de libertinage imputés à Perón, au prolongement de la crise économique ainsi qu'au conflit entre l'État et l'Église⁴⁹. Ces facteurs affectèrent sérieusement le justicialisme qui perdait de plus en plus le soutien de ses collaborateurs. Face à ce chaos, un secteur de l'armée tenta en juin 1955 un putsch qui échoua en raison de milices civiles. Les putschistes reprirent d'assaut le gouvernement le 16 septembre 1955 sous le commandement de Lonardi et contraignirent le dirigeant péroniste à remettre sa démission. Ce fut la fin du régime péroniste. Contrairement au 17 octobre 1945, il eut peu de résistance de la part des travailleurs.

1.2.2 Un syndicalisme national-populaire

Juan Domingo Perón fut à l'origine d'une véritable rupture historique tant au niveau syndical que social. L'ensemble des réformes syndicales qu'il effectua, c'est-à-dire l'octroi de droits fondamentaux aux travailleurs, la mise en application de la législation existante, l'institutionnalisation du syndicalisme ainsi que son intégration à l'appareil d'État, aura

⁴⁸ Entre 1949 et 1951, mentionnons les grèves dans les secteurs sucrier, de l'imprimerie, des télécommunications, de la marine marchande, des ports et des chemins de fer (Vega, 1974; Lafage, 1991).

⁴⁹ Bien que l'Église ait été l'un des plus fidèles partenaires de Perón et ce, dès sa campagne électorale, leur relation se détériora en 1952, lorsque Perón entreprit d'immiscer la doctrine justicialiste dans la sphère de l'éducation, chasse gardée de l'Église depuis 1943. Ainsi, il fit changer le contenu des livres scolaires, forma les jeunes péronistes, appuya les mouvements étudiants qui lui étaient les plus dévoués, nomma des professeurs d'allégeance péroniste, etc. L'Église réagit avec la formation d'un parti démocrate-chrétien et de groupes de jeunes catholiques et ouvriers. L'escarmouche devint, dès l'automne 1954, un véritable chassé-croisé où s'entremêlait d'un côté la propagande anti-cléricale et l'adoption de mesures légales venant contrer les pouvoirs de l'Église ou allant contre ses préceptes (légalisation du divorce, suppression de l'enseignement religieux dans les établissements scolaires, élimination de cinq congés fériés reliés à des fêtes religieuses, rupture de l'État avec l'Église, etc.) et de l'autre, la diffusion de rumeurs concernant de présumés scandales politiques, l'excommunication de Perón et de ses ministres, ainsi qu'un rapprochement de l'Église avec l'opposition.

défini et consolidé le syndicalisme, lui conférant une influence sans précédent en Argentine. Non seulement ces réalisations contribuèrent au cours de l'exercice péroniste à la montée fulgurante du taux de syndicalisation, mais elles favorisèrent l'implantation d'un nouveau modèle syndical nationaliste-travailleuse qui réussit progressivement à se substituer aux vieilles cultures syndicales traditionnelles d'origine étrangère⁵⁰.

À partir du coup d'État du 4 juin 1943, plusieurs facteurs contribuèrent à l'isolement des modèles socialistes, communistes et syndicalistes. Soulignons, entre autres, que le Parti communiste fut victime des limites de ses stratégies politiques. En effet, il abandonna la lutte pour les revendications des travailleurs afin de mieux se concentrer sur la situation politique nationale et surtout internationale⁵¹ (Godio, 2000, t. 2). Il faut également préciser que les manigances de Perón pour éliminer l'influence au sein des syndicats de tout ce qui était jugé nuisible à sa politique nationaliste comptèrent pour beaucoup dans l'affaiblissement du support à ces idéologies.

Ces facteurs laissèrent un espace vacant au sein du mouvement ouvrier, permettant ainsi à la doctrine rassembleuse de Perón de s'introduire sur la scène. La majorité des militants communistes et socialistes, pour la plupart des immigrants étrangers, rejoignirent les rangs de ce mouvement qui semblait apporter des réponses concrètes aux attentes des travailleurs. Plus précisément, il offrait la perspective d'aller au-delà des luttes à teneur internationale et intersyndicale⁵².

⁵⁰ La montée du taux de syndicalisation fut également favorisée par l'essor du nombre d'ouvriers relié à l'expansion de l'industrialisation nationale. À titre indicatif, Bearn (1975, p. 165) mentionne que « les effectifs de la CGT passent de 500 000 en 1945 à 1 500 000 en 1947, à 2 000 000 en 1955. »

⁵¹ Lors de la Seconde Guerre mondiale, l'objectif ultime du PC était de se ranger auprès des alliés. En ce sens, il entreprit avec les libéraux et les conservateurs une lutte au niveau national, d'abord en 1943 pour un retour à la démocratie, puis en 1946 afin d'éviter que Perón, considéré comme un fasciste, ne parvienne au pouvoir. Afin de ne pas contrecarrer cette nouvelle alliance, le PC évita les escarmouches syndicales surtout celles s'apparentant aux demandes d'augmentation salariale. L'abandon de la classe ouvrière allait à contresens de leur raison d'être, cette dernière étant la base soutenant leur idéologie (Godio, 2000, t. 2). Dès 1947, alors que les syndicats se centralisaient auprès de la CGT, que la répression avait essoufflé les syndicats communistes et socialistes, les travailleurs associés à ces idéologies rejoignirent en partie les rangs des péronistes afin d'obtenir un écho à leurs revendications.

⁵² En ce qui concerne la vague d'ouvriers provenant des milieux ruraux ayant émergé à Buenos Aires depuis les années 1930 lors de l'essor de l'industrie, Godio (2000, t. 2) et Lancha (2003) notent que leur adhésion au

En fait, les politiques sociales favorables aux besoins des travailleurs, ainsi que la politique d'intégration nationale de tous les citoyens à l'intérieur d'un projet politique d'industrialisation procurèrent aux masses un sentiment de dignité rarement vécu à ce niveau par le passé et favorisèrent chez elles une prise de conscience de leur existence en tant que classe nationale et plus encore en tant qu'acteur social. Il se créa ainsi une relation quasi fusionnelle, voire religieuse, des masses avec le chef, puis plus tard avec son épouse Eva Perón. Ce fort sentiment d'appartenance au péronisme, expression des droits des travailleurs et de la construction d'une nation provoqua l'approfondissement de l'appui des travailleurs aux syndicats.

En effet, cette identité politique cristallisée lors des premières élections portant Perón au pouvoir, fut l'élément central qui consolida le mouvement syndical, orienta sa coordination et ses revendications et qui en fit le pôle mobilisateur des travailleurs. Une fois le dirigeant au pouvoir, les syndicats allaient devenir les principales courroies de transmission de la doctrine justicialiste ainsi que la colonne vertébrale du Parti péroniste. Par ricochet, Perón a toujours stimulé l'expansion du mouvement syndical (Godio, 2000, t.2). Dans cette perspective, le syndicalisme fut la base sur laquelle le péronisme s'est consolidé et a légitimé sa raison d'être et d'agir. C'est pourquoi le Parti justicialiste (PJ), qu'il soit au pouvoir ou non, s'est toujours allié le syndicalisme. Cela cimentait et transforma pour toujours les liens unissant les syndicats à l'État et à la politique (Bunel, 1991, p. 21).

Il reste que Perón n'avait pas seulement besoin de l'appui et de la collaboration des masses pour mettre en œuvre son projet politique d'industrialisation nationale, il devait également s'assurer de les contrôler. Pour se faire, sa ligne de conduite fut le contrôle des syndicats. Ce dernier se matérialisa en diverses étapes par le biais de plusieurs stratégies.

péronisme fut facilitée par leur faible conscience politique et leur manque de connaissance des pratiques syndicales étrangères.

À titre d'exemple, bien que le régime militaire ait déjà réglementé les rassemblements publics et qu'il ait fait plusieurs accrocés au droit de grève, Perón renforça la structure de pouvoir du gouvernement sur les syndicats en instaurant des relations verticales tout comme celles préexistant au sein de l'armée. De nouveaux apports législatifs abondèrent en ce sens notamment par la loi d'Associations professionnelles instituée en 1943. Entre autres, le secrétariat du Travail et de la Prévoyance sociale s'octroya le droit d'accorder la *personería gremial*, c'est-à-dire de reconnaître légalement le syndicat le plus représentatif de chaque secteur d'activité. De plus, il se réserva le rôle d'arbitre ultime dans les conflits de travail. L'État commença donc à intervenir de façon régulière dans les grèves, en soutenant les travailleurs dans leurs revendications et en obligeant les employeurs à respecter leurs engagements. À partir de 1943, et ce, jusqu'à la fin du régime péroniste, ce sont les différents secrétaires d'État au Travail et à la Prévoyance sociale (Perón, Mercante, Evita), véritables intermédiaires entre le peuple et le gouvernement, qui manœuvrèrent les ficelles du mouvement syndical.

Une seconde étape menée parallèlement consista à accroître l'influence de Perón au sein des syndicats. Considérant que la politique était un facteur de division et qui pouvait lui nuire, la première stratégie utilisée fut de dépolitiser les syndicats (Rouquié, 1978; Gèze et Labrousse, 1975). Il tenta alors de démanteler l'influence des communistes et des socialistes ainsi que de toute autre opposition par la répression et l'intervention directe dans les syndicats⁵³. Ainsi, des responsables syndicaux élus étaient destitués et remplacés par des dirigeants proches de la politique péroniste. Il créa des syndicats qui allaient concurrencer dans le même secteur d'activité les syndicats d'obédience communiste ou socialiste⁵⁴. L'autre grande tactique à laquelle Perón eut recours fut de s'attirer la sympathie et la coopération des cadres syndicaux des grands syndicats menés par les socialistes et les

⁵³ Il existe de nombreux exemples des tentatives pour isoler les communistes et les socialistes. Pensons à la dissolution de la CGT no 2 et aux interventions fréquentes dans la CGT no 1. Plusieurs fédérations furent touchées : *La Fraternidad* en 1943, la *Federación Gráfica Bonaerense* (FGB), *l'Unión de Obreros y Empleados Municipales* (UOEM) en 1944, etc.

⁵⁴ Mentionnons à cet effet la *Federación Obrera Tucumana de la Industria Azucarera* (FOTIA), syndicat de l'industrie du sucre à Tucuman.

syndicalistes en intervenant en leur faveur dans les conflits ou en leur accordant certains privilèges⁵⁵.

Bien que la doctrine justicialiste ne soit qu'en processus de formation, les syndicats encore mal articulés autour de la CGT commencèrent progressivement à donner leur soutien au meneur (Godio, 2000, t. 2; Gèze et Labrousse, 1975). Afin de stimuler les appuis, ce dernier légalisa par le décret 23.852/45 les activités politiques des syndicats. Il fut à même de constater la concrétisation de ce support suite aux événements du 17 octobre 1945 lors de la formation du PL qui allait le mener au pouvoir en 1946.

Une fois au pouvoir, la stratégie de Perón s'affina. Influencé par le corporatisme véhiculé par les idéologies autoritaires de l'époque (Mussolini, Hitler, Franco), il décida d'accroître son contrôle sur les syndicats en les regroupant par secteur professionnel autour d'unions et de fédérations, puis en organisant ces syndicats nationaux autour d'une seule centrale syndicale nationale, la CGT⁵⁶. Ce processus d'institutionnalisation du syndicalisme au travers de la CGT fut généralisé et consolidé par les résolutions prises lors du Congrès extraordinaire d'octobre 1947 et s'étendit jusqu'en 1951. Les unions et fédérations se résignèrent rapidement à cette décision de centralisation puisqu'il n'existait pas d'autre solution pour continuer à faire valoir leurs intérêts sectoriels auprès de l'État (Godio, 2000, t. 2).

Par ailleurs, la centralisation des divers syndicats nationaux auprès de la CGT comportait des prérogatives administratives et politiques pour Perón. En plus de simplifier la gestion des syndicats et des négociations collectives ainsi que de favoriser la verticalité des rapports entre la centrale et le secrétariat du Travail et de la Prévoyance sociale, la

⁵⁵ Rappelons à cet égard le cas de l'Union Ferroviaire qui reçut l'appui de Perón lorsqu'elle fut « normalisée » par les militaires. Perón remplaça l'intervenant militaire par Mercante, son allié. Ce dernier restitua les postes aux syndicalistes congédiés. Ce fut une manœuvre payante pour Perón qui reçut par la suite leur appui inconditionnel. Il intervint ainsi à maintes reprises en faveur de syndicats tels que les Frigoríficos et la Fraternidad.

⁵⁶ Il existait depuis longtemps des unions et fédérations (Union ferroviaire (UF), Association bancaire (AB), Association des travailleurs de l'État (ATE), etc.). Il s'agissait de syndicats nationaux forts, mais ce n'était pas un modèle généralisé. Ils cohabitaient avec les syndicats d'entreprises et de métiers (Godio, 2000, t. 2).

centralisation, en créant de puissants syndicats nationaux, permit au chef d'étendre son influence. Il put aisément intégrer au mouvement syndical sa doctrine justicialiste tout en assurant sa constance en plus d'y intégrer les éléments nécessaires au succès de son projet politico-économique. Bref, la centralisation était l'outil rêvé pour favoriser le soutien de la population à son parti (Godio, 2000, t.2).

Il est important de souligner que la CGT devint un instrument de contrôle des masses dans la mesure où elle fut intégrée à l'appareil d'État et au péronisme. En effet, dans la mise en branle de son projet de collaboration des classes, Perón invita la CGT à participer activement au premier plan économique quinquennal. Suite à l'octroi de la « *Déclaration des droits du travailleur* », la centrale s'y engagea formellement lors du Congrès extraordinaire de 1947⁵⁷ (Godio, 2000, t. 2, p. 892).

De même, la réforme des statuts de la CGT en 1950 aligna directement ses politiques sur celles de l'État (Gèze et Labrousse, 1975). En plus de légaliser l'intervention et la normalisation dans les syndicats où il y avait des sources d'opposition, les nouveaux statuts officialisèrent l'intégration de la centrale au Parti péroniste en la consacrant troisième branche du parti (les précédentes étaient la branche masculine et féminine)⁵⁸. À partir de ce moment, la centrale eut le devoir de s'identifier clairement à la doctrine justicialiste (dont la structure s'était développée à partir de 1947) et d'appuyer Perón lors des élections présidentielles de 1951. La centrale alla même jusqu'à proposer la candidature d'Eva Perón comme vice-présidente, proposition qui fut déclinée.

⁵⁷ Cette déclaration comprenait dix droits supplémentaires : « *droit de travailler; droit à une rétribution juste; droit à la formation; droit à des conditions dignes de travail; droit à la préservation de la santé; droit au bien-être; droit à la sécurité sociale; droit à la protection de sa famille; droit à l'amélioration économique; droit à la défense des intérêts professionnels.* » (Godio, 2000, t. 2, p. 892)

⁵⁸ La réforme des statuts n'avait fait qu'officialiser la stratégie que Perón utilisait depuis 1947. Après son élection de 1946, des secteurs tels que ceux du sucre, des textiles et de la construction furent normalisés parce que le syndicat comptait dans ses effectifs des communistes ou encore pour avoir réalisé une grève. Cette dernière raison fut la principale cause des interventions à partir de 1948 (Godio, 2000, t. 2).

Paradoxalement, la CGT contrôlée par l'État devint extrêmement puissante, surtout à partir de 1948. Les moyens financiers dont elle disposait grâce aux cotisations des travailleurs, l'importante bureaucratie syndicale qui en émergea ainsi que son système de représentation à l'échelle nationale la renforcèrent. Dès l'accession de Perón au pouvoir, de nombreux syndicalistes eurent accès à des positions clés au sein de l'appareil d'État, ce qui fit progressivement de la CGT une institution para-étatique, amincissant ainsi la ligne de démarcation entre la centrale et l'État. Ayant plusieurs représentants au sein du gouvernement, les syndicats orientèrent les politiques de l'État en faveur des travailleurs (Bearn, 1975).

De toute évidence, l'ingérence de Perón dans les affaires syndicales modifia substantiellement la tradition syndicaliste d'autonomie syndicale envers les partis politiques. Tout au long du règne péroniste, la recherche de l'autonomie au niveau de la négociation et de l'activité syndicale fut à l'origine de l'émergence de la plupart des résistances syndicales. Par exemple, jusqu'à ce que soient centralisés les syndicats auprès de la CGT en 1947, que le PC dissolve les organisations syndicales qu'il contrôlait et que le PS perde la majorité de ses députés au Congrès, l'opposition syndicale composée alors de communistes, socialistes, syndicalistes et d'indépendants mena une lutte contre les persécutions, les mises en tutelle de leur syndicat, etc. Néanmoins, cette lutte fut initialement tempérée par l'avènement de politiques sociales qui leur étaient favorables ainsi que par la répression. Leur opposition ne constitua qu'une minorité des cas de grèves entre 1945 et 1950, période durant laquelle les batailles syndicales furent fréquentes malgré les augmentations salariales et les avancées sociales instituées par Perón. Ces oppositions étaient pour la plupart réalisées par des péronistes ou des indépendants et occasionnées par l'encouragement à l'activité syndicale et par les pressions faites aux employeurs qui résistaient au réformisme social (Godio, 2000, t. 2).

Par la suite, il eut maintes tentatives de préservation de l'autonomie syndicale notamment par des syndicalistes membres du PL n'acceptant pas sa dissolution, par des syndicats indépendants, mais aussi et surtout à l'intérieur même de la CGT⁵⁹. En effet, de nombreuses décisions de Perón furent contestées passivement ou activement par des péronistes appuyant le gouvernement tel que la centralisation des syndicats auprès de la CGT et la création de la troisième branche péroniste (Godio, 2000, t. 2). Bien que les organisations syndicales étaient disposées à faire des compromis tant que le chef répondait aux aspirations des travailleurs, elles étaient loin d'abandonner l'action syndicale.

Quoique l'opposition commença à croître lorsque les difficultés économiques s'accrochèrent, que les largesses de l'État s'estompèrent et que le chef commença à mettre en œuvre des politiques pro américaines, l'emprise croissante de la CGT sur les grèves diminua leur nombre. Face à la répression de la période 1951-1955, la plupart des opposants finirent par se conformer aux règles péronistes ou encore à délaisser l'action syndicale. Cela provoqua une homogénéisation du comportement péroniste au sein des organisations syndicales et consolida leur intégration et subordination à l'État. Godio (2000, t. 2) soutient que cette perte d'autonomie majeure non seulement au niveau de la bureaucratie, mais aussi de la base, fut l'élément principal qui empêcha la mobilisation des masses lors de la crise politique menant au coup d'État de 1955.

La consolidation d'un syndicalisme national-populaire, se substituant aux cultures syndicales traditionnelles d'origine étrangère, n'apparut que lors de la deuxième phase se situant entre 1943 et 1955. Pendant cette période, Juan Domingo Perón rendit effective la législation existante en matière de droits du travail et institua des lois et des mesures favorisant les conditions socio-économiques des travailleurs et des plus démunis. Alors que les organisations syndicales devenaient les principales courroies de transmission du péronisme, il institutionnalisa le syndicalisme dans la CGT, véritable pilier du mouvement syndical et colonne vertébrale du PJ. De même, afin de mieux contrôler les masses par le

⁵⁹ Parmi les secteurs de la CGT s'opposant à la perte d'autonomie syndicale, on trouve par exemple la Fédération de la viande, l'Association bancaire et l'Union Ferroviaire.

biais des syndicats, il intégra le syndicalisme à l'appareil d'État, ce qui conféra aux dirigeants syndicaux un pouvoir de dialogue et de négociation sans précédent avec le gouvernement.

CHAPITRE II

LE SYNDICALISME POST-PERON (1955-1989)

2.1 Le syndicalisme au travers les dictatures (1955-1983)

2.1.1 Suite intermittente de régimes militaires et libéralisation économique

Le coup d'État de 1955 et l'exil du dirigeant péroniste donnèrent lieu à une succession de gouvernements civils et militaires, qui chacun leur tour, se légitimèrent par leur désir commun de remettre le pays dans le « droit chemin », chacun y allant de ses méthodes et stratégies⁶⁰. Il importe de savoir que les grands groupes industriels, toujours relativement proches de l'armée, influencèrent grandement les politiques des divers régimes.

L'orientation majeure prise par l'ensemble de ces gouvernements fut celle de la libéralisation économique, contrastant significativement avec les politiques nationalistes et interventionnistes des années péronistes antérieures et transformant littéralement le paysage économique du pays. C'est par l'intermédiaire de cette instauration progressive que fut mis en place le modèle qui prévalait toujours à l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem au début des années 1990. Entamée dès 1956 lors de la « révolution libératrice » du dictateur

⁶⁰ Ont succédé à Perón en 1955 : Eduardo Lonardi (1955)- coup d'État; Pedro E. Aramburu (1955-1958)- coup d'État; Arturo Frondizi (1958-1962)- Union civique radicale intransigeante; José M. Guido (1962-1963)- coup d'État; Arturo U. Illia (1963-1966)- Parti radical; général Juan Carlos Onganía (1966-1970)- coup d'État; Roberto M. Levingston (1970-1971)- coup d'État; Alejandro A. Lanusse (1971-1973)- coup d'État; Héctor J. Cámpora (1973)- Parti péroniste; Raúl A. Lastiri (1973)- Parti péroniste; Juan D. Perón (1973-1974)- Parti péroniste; María E. Martínez Perón (1974-1976)- Parti péroniste; Jorge R. Videla (1976-1981)- coup d'État; Roberto E. Viola (1981); coup d'État; Leopoldo Galtieri (1981-1982)- coup d'État; Reynaldo Bignone (1982-1983)- coup d'État.

Aramburu, cette position libérale fut accentuée lors du gouvernement civil d'Arturo Frondizi puis approfondie sous la dictature d'Onganía. En fait, les politiques « développementalistes » de Frondizi donnèrent le ton en ayant comme principaux objectifs la modernisation et la revitalisation de l'industrie nationale. On axa la recherche de productivité dans le développement des secteurs les plus prometteurs tels que les industries métallurgiques, automobiles, pétro-chimiques, manufacturières et du bâtiment. L'abandon des branches les moins productives créa d'importantes disparitions sectorielles.

Manquant de capitaux pour la réalisation de leurs objectifs, les gouvernements successifs se dotèrent d'une législation encourageant la pénétration des investissements directs étrangers sur le territoire, notamment américains et européens, lesquels dominèrent à partir de ce moment la scène industrielle nationale. C'est ainsi que plusieurs entreprises publiques industrielles furent privatisées, qu'on assista à la réduction de l'intervention de l'État dans certaines sphères économiques et à la valorisation d'une économie de marché quoique toujours sous la surveillance de l'État.

Afin de stimuler la conjoncture économique déstabilisée par ces mesures (balance de paiement négative, déséquilibre budgétaire)⁶¹, les gouvernements eurent recours systématiquement à des plans de reprise économique et allèrent pour la plupart chercher du financement auprès d'organismes créditeurs tels que le Fonds monétaire mondial (FMI) et la Banque mondiale (BM) qui exigeaient en retour l'implantation d'un plan de stabilisation monétaire⁶². Ces plans de reprise économique ou de stabilisation monétaire du FMI impliquèrent selon le cas l'instauration intermittente de mesures telles que la dévaluation de la monnaie, la réduction des dépenses publiques, la limitation du crédit accordé, l'élimination du contrôle des prix de biens de consommation, la hausse des prix des services publics, le blocage de salaires venant remettre en cause les principes institués par la négociation collective, etc.

⁶¹ Déjà en 1959, une importante récession faisait rage.

⁶² Illia (1963-1966) appliqua des politiques plus modérées quant à la modernisation de l'économie. De même, le général Roberto Levingston (1970-1971) tenta une réorientation économique nationaliste, réduisit l'apport des capitaux étrangers et ne fit pas de la stabilité monétaire une préoccupation centrale.

Somme toute, l'application orthodoxe de ce modèle libéral et de mesures sévères pour en contrecarrer les effets eut des conséquences de taille. Non seulement elle favorisa une situation de dépendance envers les pays étrangers et les diktats du FMI, mais elle entraîna l'aggravation générale de la situation économique qui était alors prise dans une spirale inflationniste. Les petites et moyennes entreprises tout comme les travailleurs, furent durement touchées : fermeture d'entreprises, diminution du pouvoir de consommation, recul de l'emploi et des salaires réels. Il eut bien quelques petites reprises économiques, mais elles furent à chaque fois de très courte durée⁶³.

Le retour au pouvoir du mouvement justicialiste en 1973 et plus précisément celui de Perón suite au bref passage de Cámpora, suscita de grandes attentes. Tous espéraient une accalmie sociale et économique. Quant aux travailleurs, ils s'attendaient à la réintroduction d'une politique de redistribution des revenus plus équitable. Le pacte social instauré par Cámpora en juin 1973 et le discours de Perón empreint de nationalisme et de justice sociale, bien qu'appuyé par quelques mesures, dont la nationalisation des dépôts bancaires et la garantie du droit de grève, n'eurent pas les résultats escomptés⁶⁴. D'une part, le contexte économique dominé par les capitaux étrangers des grandes firmes multinationales était tout autre que lors de ses mandats précédents et limitait les possibilités d'appliquer les politiques sociales d'antan. D'autre part, ces nouvelles réalités avaient engendré un projet distinct des idées qui avaient caractérisé le leader justicialiste durant ses années d'exil et ressemblait dorénavant davantage à celui de ses prédécesseurs. À propos de ce programme, Gèze et Labrousse (1975, p. 204) considèrent que :

⁶³ À cet effet, notons les légers indices de croissance économique entre 1960 et 1961 ainsi que durant une courte période du gouvernement d'Illia et d'Onganía. Ces faibles reprises économiques se soldèrent par un retour de l'inflation.

⁶⁴ Le pacte social est un accord entre le gouvernement, le patronat et les syndicats (CGT) visant la collaboration et la coopération de tous pour réduire l'inflation et revitaliser l'économie afin de permettre une meilleure distribution des revenus par la suite. Il implique, par exemple, le gel des salaires pour une période de deux ans suite à une faible augmentation ainsi qu'une stagnation des prix de certains articles et services publics après les avoir préalablement réajustés.

Il s'agit en fait du nouveau projet de la bourgeoisie monopoliste liée à l'impérialisme, dont le préalable est une démobilisation des travailleurs, et qui vise à négocier avec l'oligarchie terrienne et le capital étranger, dans les conditions les plus avantageuses, une redistribution des revenus et du pouvoir dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail.

La mort du grand chef charismatique le 1^{er} juillet 1974 et son remplacement par son épouse Isabel Martinez Perón n'améliorèrent guère la situation. Déjà, l'économie battait de l'aile, affectée par la récession mondiale et la cessation des importations de la viande aux pays du Marché commun. De même, la République faisait face à un véritable vide politique entériné par le manque de cohésion politique du péronisme. La consolidation du virage à droite traduit dans les politiques économiques et sociales occasionna la montée des luttes ouvrières. Le pays était déstabilisé à tous les niveaux. Confrontée à une véritable crise, la présidente engagea le pays dans un cercle de violence en établissant une loi anti-subversive appliquée à la lettre et en proclamant l'état de siège (novembre 1974). Rien n'allait plus.

L'impasse dans laquelle se trouvait la société sous le gouvernement péroniste mena de nouveau à un coup d'État le 24 mars 1976. Sous l'égide de Jorge R. Videla et appuyés par de larges secteurs de la population, les militaires mirent en branle un processus de réorganisation nationale (*proceso*) qui devait restituer l'ordre social, mais aussi assainir et relancer l'économie. C'est ainsi que de sévères mesures coercitives (idéologiques, économiques et politiques) furent mises en place afin de pouvoir écartier librement le modèle de substitution des importations traditionnellement en cours et d'implanter les conditions favorables à la mise en œuvre de politiques néolibérales. Les mesures du programme économique libéral du ministre de l'Économie José A. Martínez de Hoz ne furent en fin de compte que la refonte et l'accentuation drastique du projet économique d'Onganía⁶⁵ (Godio, 2000, t. 2). Néanmoins, elles entérinèrent un changement structurel majeur au niveau économique.

⁶⁵ Notons parmi les éléments constitutifs du nouveau programme de restructuration économique et financière: la concentration du capital, la dérégulation notamment financière, les privatisations, l'ouverture des marchés, la réduction de l'investissement dans les secteurs publics, hausse des prix des articles de consommation, majoration de la monnaie nationale, gel des salaires, appel au crédit des grandes institutions internationales, etc.

Le bilan de la politique de la « main invisible »⁶⁶ fut déplorable et entraîna d'importantes conséquences dès la fin des années 1970. En effet, l'ouverture des marchés et la dérégulation favorisèrent la « financiarisation » de l'économie. La fluidité de cette nouvelle orientation impliqua la réorganisation de la distribution des revenus entre les divers secteurs industriels selon leur capacité à exporter. Cette disposition engendra nécessairement une restructuration des industries ainsi qu'un processus de désindustrialisation faisant chuter parallèlement la masse de la production industrielle et le nombre d'entreprises. En outre, la sphère du travail fut profondément affectée par la diminution des emplois disponibles dans le secteur industriel, augmentant ainsi les rangs des chômeurs. Paradoxalement, elle le fut également par la hausse des emplois dans le secteur tertiaire et financier. Plus encore que par les années antérieures, on assista à la dégradation des conditions des travailleurs, notamment au niveau salarial. Autre fait à ne pas négliger, c'est l'importance de l'inflation et de la rapidité à laquelle s'est développée un endettement extérieur excessif qui représentait 75% du produit intérieur brut (PIB) annuel à la fin du *proceso* (Bunel, 1991, p. 35). Bref, Fajn (2003, p. 7) résume l'ensemble de ces conséquences par l'instauration d'un « *processus de profonde crise sociale, politique et économique.* »

2.1.2 Émergence d'un syndicalisme péroniste révolutionnaire face à la répression gouvernementale et patronale

Suite à la dissolution du Parti péroniste en 1955, une des caractéristiques communes des gouvernements jusqu'en 1973 fut le maintien de l'illégalité du mouvement justicialiste⁶⁷. Seul le degré de tolérance vis-à-vis certains éléments reliés au péronisme dans le syndicalisme varia moindrement selon les régimes⁶⁸. Dès 1955, le régime d'Aramburu alla

⁶⁶ Il est important de rappeler que l'État autoritaire n'abandonne pas complètement l'économie au marché. En effet, lorsque cela peut lui être profitable, il recourt aussi au protectionnisme et aux nationalisations.

⁶⁷ Exception faite de 1963, année durant laquelle le Parti radical dirigé alors par Illia légalisa l'organisation politique du péronisme. Plusieurs péronistes, réunis sous la bannière de l'Union populaire (UP), gagnèrent des sièges lors des élections législatives de 1965. Cependant, ils ne purent participer aux élections présidentielles prévues en 1967 à cause du coup d'État d'Onganía en 1966.

⁶⁸ Comme nous le verrons, Frondizi légalisa le péronisme (et non pas le PJ) et entama un processus de normalisation de la CGT. Conséquemment, des péronistes furent à la tête de nombreux syndicats.

jusqu'à proscrire le péronisme en tant que tel, ce dernier étant perçu comme une pratique totalitaire. Ainsi, le péronisme devait disparaître des institutions, du discours, des représentations sociales, culturelles et politiques de l'ensemble de la société. Bref, cette dernière devait se « libérer » de toute trace symbolique reliée à Perón. La persécution des péronistes s'accrut lorsqu'ils furent associés aux communistes⁶⁹.

Par ricochet, les syndicats affiliés à la CGT furent fortement touchés par le changement de cap du gouvernement d'Aramburu et de la plupart des gouvernements subséquents. L'ambition de ces derniers n'était pas de remettre en question le syndicalisme, mais plutôt de chasser le péronisme des syndicats (emprisonnements et licenciements de certains activistes péronistes), d'y insérer des dirigeants syndicaux conformes au régime en place⁷⁰ afin de détenir une certaine emprise sur le monde du travail et avant tout, sur la capacité de la population à se mobiliser⁷¹. Par exemple, le gouvernement d'Aramburu instaura plusieurs lois et décrets, dont la loi 9270 (mai 1956) qui dérogea la loi de 1945 (loi 12.921) sur les associations professionnelles ainsi que le décret 7.107 (avril 1956) qui interdit aux représentants de la CGT et de syndicats près de celle-ci d'assumer de nouveau des charges syndicales (James, 1981, p. 336). La teneur de la première loi était considérable puisqu'en plus de transformer la structure même du syndicalisme, en acceptant la présence de plus d'une organisation syndicale par secteur d'activité, elle prohiba toute forme d'activité politique au sein du mouvement syndical contrairement à ce que permettait antérieurement la

⁶⁹ En effet, dès 1956, l'apparition au sein du gouvernement de militaires pro américains, alignés sur la politique américaine de lutte contre le communisme dans le cadre de la guerre froide, n'avantagea pas la cause des péronistes.

⁷⁰ Ainsi sous la « révolution libératrice », on assista à la mise sous tutelle de la plupart des syndicats considérés comme non coopératifs et réfractaires au régime militaire. Cette opération d'élimination des effectifs péronistes consolidée par un nouveau décret interdisant le retour d'anciens dirigeants péronistes sur la scène syndicale ouvra dès 1956 la voie à un lent processus de normalisation des syndicats.

⁷¹ Bien que les élections permirent le renouvellement du personnel dans les syndicats, le décret limita grandement la possibilité de voir des dirigeants péronistes à la tête des syndicats et ce fut surtout, des sympathisants du régime qui furent élus ou mis à la direction des syndicats normalisés. Quelques péronistes arrivèrent à leurs fins grâce à une association réalisée avec des communistes et des indépendants. Il faut savoir qu'en 1957, divers groupes se partageaient les directions syndicales : les péronistes unis sous les « 62 organisations », les syndicalistes dits « démocratiques » liés à Aramburu formant pour leur part les « 32 organisations » ainsi que les indépendants (composés de 19 organisations, dont certaines communistes) stigmatisant la conduite gouvernementale. Les communistes finirent à la fin de l'année par créer leur propre formation, le Mouvement d'unité et de coordination syndicale (MUCS).

loi d'associations professionnelles sous le régime péroniste (Ducatenzeiler, 1975). En d'autres termes, ils voulaient affaiblir le mouvement syndical, particulièrement en lui enlevant certains des avantages acquis avec Perón et en exerçant une répression importante (Chesnais et Divès, 2002).

C'est dans ce contexte de proscription du péronisme, de répression auprès des syndicats et d'instabilité politique qu'émergea le syndicalisme péroniste révolutionnaire. Ce contexte social, implanté par la « révolution libératrice », fortifia le sentiment d'appartenance au péronisme et alimenta une nostalgie et une idéalisation sans pareil de ce dernier. Dès 1956, la CGT, mise sous tutelle, passa à la clandestinité. Cette dernière s'incarna dès septembre 1957 au travers les « 62 organisations » qui furent la ramification politique du Parti justicialiste, se désignant ainsi comme son porte-parole⁷². C'est ainsi que se développa au travers d'une lutte politique et partisane⁷³, une résistance combative face aux offensives anti-péronistes.

L'avènement au pouvoir du gouvernement civil d'Arturo Frondizi (1958-1962), candidat de l'Union civile radicale intransigeante (UCRI) changea quelque peu la donne pour le syndicalisme. Bien qu'il ne respecta pas plusieurs des promesses échangées lors de l'accord Perón-Frondizi⁷⁴, dont la plus importante était l'abrogation de l'illégalité du Parti justicialiste, il mit en branle une série de mesures qui allaient peu à peu restituer aux syndicats certaines de leurs prérogatives. Dès 1958, en plus de rendre effective une augmentation des rémunérations, le chef radical restaura le droit à l'exercice des syndicats et syndicalistes d'allégeance péroniste en dérogeant les décrets répressifs implantés par Aramburu à leur égard (Ducatenzeiler, 1975). La légalisation des syndicats péronistes eut des implications majeures, en ce sens qu'elle signifiait l'arrêt de leur mise en tutelle et la fin de la résistance

⁷² Les « 62 organisations » sont composées essentiellement par des syndicats péronistes du secteur industriel.

⁷³ Le but ultime demeurant la restauration du modèle péroniste.

⁷⁴ Frondizi devait recevoir l'appui de Perón et d'une partie de l'électorat péroniste en échange de quelques promesses, dont les suivantes : légaliser le Parti péroniste, redonner la CGT aux travailleurs, exercer des politiques plus nationalistes, licencier les membres du Sénat qui avaient collaboré aux pratiques répressives d'Aramburu, etc. Une fois au pouvoir, Frondizi réalisa quelques-unes des promesses, mais peu après, la forte pression de l'armée le convainquit de modifier les politiques en faveur de cette dernière.

clandestine. Godio (2000, t. 2) souligne que plus généralement, cela annonçait une ouverture de l'espace politique pour les péronistes. Dès les premiers mois, ce changement au niveau syndical ouvrit la porte à une intense participation et négociation visant à rétablir les droits syndicaux tels que le droit de grève et le droit à la négociation collective⁷⁵.

Selon Ducatenzeiler (1975, p. 83), «l'existence d'une classe ouvrière organisée dans une centrale unique contrôlée par l'État était une des prémices fondamentales de l'idéologie de développement. » Chesnais et Divès (2002, p. 89) ajoutent que ces quelques attributions accordées au secteur syndical relevaient essentiellement de la volonté de Frondizi de bénéficier des « mécanismes de contrôle social » émergeant de la bureaucratie syndicale. En d'autres termes, il croyait qu'en reconnaissant un certain pouvoir politique aux dirigeants syndicaux, il pourrait obtenir leur collaboration. Or, il s'avère qu'il en fut tout autrement.

En plus de la mise en œuvre des politiques du FMI, le projet « développementaliste » de Frondizi, mettant l'accent sur la libéralisation économique, exigeait pour la poursuite de ses ambitions un accroissement de la productivité dans les industries. Il voulut réaliser cet objectif en se dotant de moyens légaux lui permettant notamment d'éliminer les clauses des conventions collectives pouvant faire obstacle à cette recherche de productivité. Le secteur patronal voulant rétablir les rapports de force dans ses établissements appuya cette démarche gouvernementale. Cette dernière lui permit d'augmenter sa marge de manœuvre sur la productivité dans ses entreprises et de consolider un climat répressif à l'intérieur de ses murs. Cette atteinte aux clauses des conventions collectives détériora significativement les conditions d'emploi des travailleurs, ne serait-ce qu'au niveau du rendement, de l'augmentation du temps de travail, de la mobilité des travailleurs dans l'entreprise, une redéfinition des tâches, etc.

⁷⁵ Entre 1959 et 1961, Frondizi sanctionna la loi 14.455 sur les associations professionnelles rétablissant certaines politiques de 1945 sur le syndicat unique par secteur d'activité. Il autorisa la négociation collective (1960) et la plupart des syndicats reprirent le contrôle sur leur organisation au travers le processus de normalisation de la CGT.

De même, Frondizi opéra plusieurs offensives cherchant à précariser le mouvement syndical dont l'élaboration de critères plus sélectifs pour l'obtention du titre de délégué syndical (par exemple au niveau des années d'expérience dans l'entreprise), ce qui exclut dès lors une bonne partie des candidatures et qui provoqua la mise à pied de nombreux délégués syndicaux. D'autre part, on spécifia le rôle et la nature des tâches de ces derniers, limitant ainsi le pouvoir que détenaient les commissions internes à l'intérieur de l'entreprise (James, 1981).

En 1959, dans un cadre de récession économique, ce manque de concertation sociale et politique lié à un plan d'optimisation de la productivité et d'affaiblissement du mouvement syndical fut à l'origine d'une vive lutte des travailleurs qui se traduisit par la multiplication des grèves et parfois même, dans certains cas isolés, par des attentats terroristes perpétrés par une faction péroniste envers les entreprises étrangères et des représentants de l'autorité. Cette situation mit un terme définitif au dialogue Frondizi-syndicats. Afin d'interrompre cette imposante résistance syndicale et d'en pulvériser le noyau organisationnel, les employeurs et le gouvernement (au travers du Plan *Conintes*) déployèrent une forte répression, se manifestant principalement par le biais de licenciements et d'emprisonnements. Une des conséquences directes de cette répression intervenant au cours de 1960 fut le découragement et la démobilisation des travailleurs.

2.1.3 Réorganisation de la plate-forme syndicale et création d'un syndicalisme contre-révolutionnaire

C'est dans ce cadre de crise économique (1959) et de démobilisation des travailleurs (1960) que la CGT décida de se « refaire une santé » comme il est dit communément. Cette revitalisation de l'action syndicale s'opéra dès 1962-1963 par l'élaboration d'un plan de lutte à long terme axé sur la négociation. Les actions des diverses phases de ce plan se concrétisèrent à cheval entre deux gouvernements soit entre avril 1963 et juin 1964. L'objectif premier de ce plan de lutte était de mobiliser les travailleurs autour de revendications économiques répondant à leurs besoins immédiats, c'est-à-dire

essentiellement autour des thèmes reliés à l'emploi et aux augmentations salariales. À ce stade, la question de la productivité dans l'entreprise et le concept plus général de capitalisme n'étaient pas remis en cause. Le plan de lutte réussit ce coup d'éclat au travers des actions combatives et d'envergure telles que des mobilisations, des grèves générales et des occupations d'établissements. Ces actions organisées apportaient un argument de poids dans la négociation des revendications avec l'État (Ducatenzeiler, 1975). Le grand succès de ce plan de lutte ne fut pas tant l'obtention des revendications économiques qui fut en définitive limitée, mais bien la revitalisation de l'action syndicale auprès de la base même du syndicalisme, les travailleurs.

Bien que la bureaucratie syndicale soit la principale promotrice du péronisme depuis 1955, la légalisation du Parti justicialiste en 1963 en vue d'élections législatives prévues en 1965, accéléra le désir de réorganisation politique des représentants du péronisme qui désiraient faire reconnaître auprès de la société anti-péroniste (armée, gouvernement, secteur patronal) leur influence sur la scène politique (Godio, 2000, t. 2). La reconstruction interne de la CGT, opérée en janvier-février 1963 lors du congrès de régularisation de la centrale autorisé par le gouvernement Guido, mena à un repositionnement des rapports de force entre les différentes tendances syndicales (Ducatenzeiler, 1975). La puissance de la UOM au sein des 62 organisations, essentiellement associée au nombre imposant de ses affiliés et au succès de négociation et de mobilisation de son dirigeant Augusto Vandor au travers du fameux plan de lutte, influença l'orientation syndicale en ce sens et consolida l'hégémonie péroniste des représentants des 62 organisations à l'intérieur de la CGT.

Suite aux polémiques concernant l'orientation de la réorganisation politique du péronisme au sein du mouvement syndical, des conflits de nature idéologique émergèrent à l'intérieur même des 62 organisations (Ducatenzeiler, 1975). Vandor, inspiré par certaines des orientations qu'avaient prises les intégrationnistes dès 1958⁷⁶ et par la puissance qu'obtint

⁷⁶ Sans abandonner le projet d'un retour de Perón au pouvoir, les intégrationnistes sont prêts à négocier et collaborer avec le gouvernement de Frondizi afin de mener à terme les tâches syndicales. Ils considèrent que détenir des pions à l'intérieur et à l'extérieur de l'État est un avantage. Ils s'opposèrent entre 1961 et 1962 aux péronistes orthodoxes. Cependant, le grand nombre de conflits ainsi que la coupure entre le syndicalisme et l'État ne permirent pas la réalisation de ce projet.

le mouvement syndical grâce à la négociation et aux mobilisations, se fit le porte-parole d'un syndicalisme contre-révolutionnaire. Ce que l'on appela dès lors le vandorisme constitue en fait la valorisation d'un syndicalisme péroniste fort répondant à ses propres déterminations politiques. Cela sous-entendait une rupture avec l'autorité suprême du péronisme : Perón lui-même.

Suite à la montée de l'influence du vandorisme depuis 1963, se traduisant notamment par la victoire aux élections législatives de mars et avril 1965 de plusieurs leaders syndicaux péronistes à tendance vandoriste, Perón s'ingénia à contrecarrer les tentatives d'affranchissement de Vandor en lui menant une ferme lutte. Cette crise du péronisme à l'intérieur du mouvement syndical éclata en 1966 lors de la scission des « 62 organisations », créant d'un côté les 62 organisations vandoristes, et de l'autre, la formation des « 62 debout auprès de Perón » dirigé par José Alonso, alors secrétaire général de la CGT mais qui en sera écarté dès février en perdant l'appui du secteur vandoriste.

Parallèlement, la crise économique et sociale affaiblissait progressivement le gouvernement dorénavant minoritaire, ce qui laissait entrevoir un succès probant des péronistes aux élections présidentielles prévues pour 1967. Le gouvernement radical était critiqué à plusieurs égards et de toutes parts, notamment par la CGT qui menait une propagande anti-gouvernementale et qui s'employait à multiplier les grèves. Les membres des secteurs péronistes du syndicalisme se sentaient d'autant plus menacés qu'Ilia tentait de réduire l'influence des 62 organisations au sein de la CGT par la démocratisation syndicale annoncée par le décret 969 (février 1965) (Godio, 2000, t. 2).

L'ensemble de ces éléments fit en sorte que le coup d'État du 28 juin 1966 portant au pouvoir le général Onganía ne put être empêché. Au contraire, le projet de modernisation qu'il sous-tendait paraissait nécessaire et fut encouragé par les péronistes et par la plupart des secteurs de la population⁷⁷, particulièrement par la bourgeoisie liée aux monopoles industriels massivement étrangers. La carte maîtresse de Vandor dans l'appui à ce coup d'État fut

⁷⁷ Mentionnons l'opposition du secteur populaire et syndical d'allégeance communiste (Rouquié, 1978).

principalement d'éviter que Perón ne se retrouve au pouvoir aux élections de 1967 et de conserver ainsi son ascendant politique en tant que force d'opposition au gouvernement. Quant à Perón, il donna son aval au coup d'État en se disant que les ambitions du gouvernement qui prendrait place allaient dans le même sens que les siennes (Rouquié, 1978).

C'est ainsi que prit place la « révolution argentine » sous la poigne de fer du général Onganía, émissaire de l'oligarchie et de l'extrême droite catholique. Afin de contrer tous les obstacles pouvant nuire à la réalisation du projet de modernisation économique à l'intérieur d'une alliance politique de tendance corporatiste, les partis politiques furent proscrits et l'accent fut mis sur l'instauration d'un ordre moral qui impliquait la neutralisation de la dissidence marxiste et communiste ainsi que, plus implicitement, la subordination des syndicats face à l'autorité étatique.

En dépit des tensions sociales existantes entre 1967 et 1968, la CGT réagit peu face aux politiques économiques et aux mesures anti-syndicales adoptées. Les vandoristes, toujours à la tête de la centrale, croyaient pouvoir entretenir des relations saines avec l'État en poursuivant leur stratégie de négociation et de dialogue avec ce dernier. Or, l'attitude répressive et fermée de l'État lors d'importants conflits syndicaux (portuaires, pétroliers, chemins de fer, etc.) révéla que tant le dialogue que les plans de lutte s'avéraient inefficaces⁷⁸ (Godio, 2000, t. 2). La CGT n'insista guère.

Cet immobilisme de la bureaucratie syndicale vandoriste commença peu à peu à être critiqué et donna lieu à l'émergence d'une nouvelle tendance syndicale réfractaire aux politiques du régime autoritaire. Elle était composée de divers courants syndicaux, dont les « *62 debout auprès de Perón* », les syndicats sous tutelle et le syndicalisme de classe. Le syndicalisme de classe est issu des politiques patronales générées dans le secteur industriel (automobile, métallurgie, chimie) dirigé par les grandes multinationales étrangères ayant

⁷⁸ Constatant l'échec de la stratégie dialoguiste et par le fait même la perte de terrain du vandorisme dans le syndicalisme, Vandor tenta d'adopter en février 1967 un plan de lutte contre les mesures anti-ouvrières de la junte. Le fiasco de la grève du 1^{er} mars dû à la forte répression mena à l'abandon du plan de lutte.

fleuri depuis Frondizi. Voulant éviter l'intégration du syndicalisme péroniste dans ce secteur, on avait mis l'accent sur la création de syndicats maison non reliés à la CGT. Ces syndicats étaient présents essentiellement dans les provinces les plus touchées par les préjudices causés par les politiques économiques de l'État. Toutes ces tendances syndicales, plus combatives, finirent par former leur propre division de la CGT suite au congrès normalisateur de fin mars 1968 durant lequel la décision d'intégrer les délégués des syndicats sous tutelle fut retenue et causa la scission de la centrale. La CGT des Argentins, dirigé par R. Ongaro poursuivit la mission de contrer les politiques générales du gouvernement d'Onganía et d'affaiblir le vandorisme. N'étant pas reconnue par le gouvernement, Gèze et Labrousse (1975, p. 111) soulignent que cette centrale « eut une existence semi-clandestine. »

L'autre CGT dirigée par Vandor, la CGT Azopardo (du nom de la rue de l'établissement), resta fidèle à sa lancée collaborationniste. Jugée corrompue, sa bureaucratie ne remettait pas en cause le gouvernement. Conséquemment, l'organisation vandoriste perdit de son ascendance par rapport à la CGT des Argentins jusqu'à ce que cette dernière subisse progressivement les attaques gouvernementales (arrestations de dirigeants syndicaux, mise sous tutelle, etc.), soit paralysée, dissoute et rattachée à la première en 1970. Comme le font observer Gèze et Labrousse (1975, p. 113), « elle n'en aura pas moins marqué une étape importante dans la prise de conscience de la classe ouvrière. » Par ailleurs, notons que dès 1969, le vandorisme était revenu en force suite à la réunification des « 62 organisations ». Cette alliance stratégique, convenant tant à Perón qu'à Vandor, permettait de contrôler le secteur des « *62 debout auprès de Perón* » d'où émanait une résistance. Après sa réunification, en dépit de l'agitation sociale qui s'amplifiait et du changement de gouvernement en 1971, la CGT se concentra sur la normalisation de la centrale (Ducatenzeiler, 1975).

2.1.4 Radicalisation du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux

Les politiques économiques et salariales entreprises par le biais du programme hégémonique de la dictature d'Onganía ainsi que la forte répression qui en découlait eurent des conséquences socio-économiques majeures pour les travailleurs et les PME. Le goût amer de ce régime sec commençait peu à peu à mettre en place les conditions propices à une intensification de l'agitation sociale et de la lutte ouvrière, surtout dans les provinces, qui allaient dès 1969, avec l'événement spontané du « *cordobazo* »⁷⁹, initier un cycle d'autonomisation des mouvements sociaux (Chesnais et Divès, 2002) ainsi que des manifestations antigouvernementales de plus en plus organisées qui allaient perdurer jusqu'à la dictature de 1976. Mentionnons à cet effet, le « *vibrato* » (1971) en partie responsable du départ de Levingston et de son remplacement par le général Lanusse, ainsi que diverses manifestations au cours des années subséquentes qui eurent lieu dans d'autres grandes villes de l'intérieur telles que Mendoza, Rosario, Corrientes, Chaco, Formosa, Misiones (Lafage, 1991).

Or, la radicalisation des pratiques du mouvement ouvrier et de certains secteurs populaires (étudiants, clergé, partis politiques) qui allait s'opérer à partir des années 1970 n'était pas étrangère à l'introduction en leur sein et cela à divers niveaux d'intensité, de courants de gauche et de groupes de guérilleros⁸⁰. L'infiltration de ces derniers dans les principales sphères de résistance leur fournissait la tribune nécessaire aux tentatives de réorganisation de la lutte contre la dictature et de restructuration de la plate-forme politique.

⁷⁹ Le « *cordobazo* » survint le 29 mai 1969 dans la ville de Córdoba qui était alors le siège d'une industrie automobile impulsée au cours des années 60 et dirigée par de grandes firmes étrangères (Fiat, Renault, etc.) qui tendaient à cette époque à retirer progressivement leurs filiales du marché argentin. Suite à une grève régionale, des milliers d'ouvriers appuyés par les étudiants sortirent dans les rues et occupèrent la ville. Cette manifestation dégénéra en véritable révolte sociale, effusions de violence à l'appui, suite à l'intervention de l'armée. Après cet épisode, le ministre de l'Économie Krieger Vasena fut remplacé par Dagnino Pastore, mais les politiques contestées restèrent les mêmes. La poursuite de soulèvements populaires mena, en juin 1970, au renversement d'Onganía par le général Roberto Marcelo Levingston.

⁸⁰ À partir de la fin des années 1960, le contexte international fourmillait d'événements à caractère révolutionnaire (révolution cubaine, guerre de libération nationale en Indochine, apparition de guérillas actives dans les pays latino-américains voisins) qui eurent une répercussion idéologique notable sur le territoire argentin, bien qu'isolée dans ses balbutiements (trotskisme, guévarisme, théorie de la libération nationale, etc.).

Au niveau du mouvement ouvrier, l'intensification des luttes ouvrières s'opéra surtout dans les provinces de l'intérieur et cela en partie, grâce à la consolidation du syndicalisme de classe (Ducatenzeiler, 1975). À partir du milieu des années 1970, des syndicats maison tels que le *Sindicato de Trabajadores de Concord* (SITRAC) et le *Sindicato de Trabajadores de Materfer* (SITRAM) du secteur automobile relié à Fiat, influencés par les nouveaux courants de gauche en Argentine tels que le trotskisme, furent « le foyer d'un immense bouillonnement politique, qui ont fait d'eux le cadre d'une tentative transitoire de renouveau théorique et organisationnel au sein de la classe ouvrière. » (Chesnais et Divès, 2002, p. 93) En réaction à une bureaucratie syndicale inopérante, l'accent était mis sur le rôle du délégué et du comité syndical à l'intérieur de l'entreprise. Loin des tentatives de réorganisation du Parti péroniste et des manigances politiques, ces derniers axaient leurs luttes sur de nouvelles revendications : la démocratisation des instances syndicales et le renouvellement des structures et pratiques traditionnellement établies dans les syndicats.

Cette recherche d'autonomie vis-à-vis de la bureaucratie syndicale et la combativité de ses militants permirent au syndicalisme de classe de se détacher des pratiques syndicales péronistes traditionnelles mais aussi d'accroître considérablement son influence dans les milieux ouvriers de Córdoba. La CGT, elle, était à ce moment immobilisée par ses relations avec le gouvernement, occupée par la normalisation de ses troupes et par les divergences engendrées par la crise du péronisme tant au niveau syndical que politique.

Les mouvements de guérillas au sein de l'action ouvrière apparurent dans un cycle de radicalisation de l'ensemble des mouvements sociaux, notamment des étudiants et des cols blancs. Leur principale caractéristique fut la lutte armée visant à se libérer de la dépendance engendrée par l'impérialisme, le capitalisme et l'oligarchie. Ils enlevèrent et assassinèrent des représentants qui incarnaient l'objet de leur lutte, c'est-à-dire l'armée, la bureaucratie syndicale ainsi que des patrons de grandes entreprises étrangères⁸¹. Deux groupes se distinguèrent par leur violence, soit les Montoneros et l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP). Émanant des jeunesses péronistes, les Montoneros luttèrent pour le rétablissement

⁸¹ Parmi les dirigeants syndicaux, notons les assassinats de Vandor (juin 1969), de J. Alonso (août 1970) et de J. Rucci (septembre 1973).

d'un régime péroniste. La particularité de leur mouvement était que leur vision du péronisme était empreinte de castrisme et de guévarisme. Quant à l'ERP, il s'agit d'un groupe trotskiste de guérilla cherchant à instituer un régime marxiste.

Malgré le tournant nationaliste de Roberto M. Levingston, la proposition d'une issue électorale de Lanusse⁸² et l'arrivée au pouvoir de Perón⁸³, les passions continuèrent de s'exacerber. À partir de 1971 jusqu'à la fin du *proceso*, la réponse anti-subversive des gouvernements pour freiner l'expansion des luttes sociales allait s'orchestrer et s'intensifier⁸⁴. Cette réplique se traduisit essentiellement par la répression qui signifiait concrètement de l'intimidation, des arrestations, l'utilisation de la torture, des disparitions, etc. Au départ, la violence était dirigée uniquement contre les organisations d'extrême gauche, mais peu à peu, les guérillas servirent de prétexte pour légitimer l'élargissement du cercle des victimes. C'est ainsi que lors du régime de Videla, la violence, désormais institutionnalisée par le projet de sécurité nationale prétendument nécessaire à la réalisation de son programme économique, éclata envers toute personne suspectée de dissidence envers le Processus de réorganisation nationale c'est-à-dire des travailleurs, des syndicalistes, des étudiants, des intellectuels, des

⁸² À son arrivée au pouvoir, le général Lanusse (mars 1971-mai 1973) n'eut d'autres choix pour apaiser les tensions sociales qui s'exacerbaient que de proposer une ouverture vers la démocratie par la mise en place d'élections présidentielles. Pour ce faire, il mit sur pied le « grand accord national » (GAN) qui visait par un consensus entre les partis politiques, l'armée et les grands groupes économiques, la nomination d'un candidat (excluant Perón par une clause de résidence) pour de futures élections présidentielles. Dans cette perspective, l'ensemble des partis politiques furent légalisés et des élections générales furent convoquées pour le 11 mars 1973. Face à ce projet, le Front justicialiste de libération (FREJULI) vit le jour en regroupant les péronistes ainsi que divers autres partis politiques dont le Mouvement d'intégration et de développement (MID) de Frondizi, le Parti conservateur populaire (PCP), des socialistes et des démocrates chrétiens (la base de cette alliance s'était consolidée en novembre 1970 avec un accord politique du nom de « l'heure du peuple » dont l'objectif était de préparer le retour à la démocratie). Ce parti fut représenté par Hector Cámpora, le délégué personnel de Perón.

⁸³ Contrairement à ce qui était attendu, Perón échoua dans sa tentative de calmer les tensions sociales engendrées par les antagonismes internes propres au péronisme (révolutionnaire versus orthodoxe). Il y eut en effet une montée de violence des Montoneros envers des péronistes orthodoxes lorsque Perón, suite aux élections, opéra un virage draconien en prenant parti pour l'aile droite, intimant ainsi à la gauche de cesser ses actions. Il faut savoir que lors de sa campagne pré-électorale, Perón avait sollicité l'action révolutionnaire des Montoneros pour accélérer la détérioration du régime de Lanusse.

⁸⁴ Dès la fin de 1973, on assiste, à l'instigation d'un secteur de la droite péroniste, à la mise sur pied d'un groupe para-étatique de contre-terrorisme nommé Triple AAA (Alliance anticommuniste argentine). Dirigé officieusement par des policiers et les forces armées, il s'attaqua sans vergogne aux organisations révolutionnaires et réussit à décimer la plupart des troupes Montoneros avant le début de la dictature de Videla.

militants de gauche, etc.⁸⁵ Les chiffres concernant le nombre de victimes de la dictature de 1976, pour la plupart des travailleurs, varient selon les sources, mais les estimations vont jusqu'à 30 000 disparus⁸⁶. Sans conteste, le climat de terreur instauré par la répression contribua à la démobilisation des travailleurs et des groupes de guérillas. Pour autant, il n'est pas inutile de rappeler que ces luttes affaiblirent maintes fois les gouvernements.

2.1.5 Difficile transition vers le péronisme et renforcement de la bureaucratie syndicale

Le retour du péronisme au pouvoir ne provoqua pas de grandes réjouissances chez les syndicats. Tout d'abord, la bureaucratie syndicale s'était maintes fois rapprochée de l'armée et avait développé au cours de ces expériences un pragmatisme et une relative autonomie par rapport au Parti péroniste. Ayant joué un rôle politique auprès des partisans péronistes pendant toutes ces années, les dirigeants syndicaux n'avaient pas envie de voir cette influence se restreindre. Qui plus est, les relations étaient tendues entre les 62 organisations et le leader qui les avait ignorées lors de sa campagne électorale, préférant chercher l'appui des Montoneros, ceux-là mêmes qui étaient à l'origine des assassinats de plusieurs dirigeants syndicaux péronistes (Godio, 2000, t. 2).

Or, toute la politique de Perón était basée sur le pacte social. La collaboration de l'appareil de la CGT était indispensable pour contenir la recrudescence des luttes des travailleurs. La CGT obtint cette influence par la promulgation d'une nouvelle loi sur les associations professionnelles (loi 14.455- novembre 1973) qui renforçait son autorité sur la base. Elle contribua donc à l'élimination du syndicalisme revendicatif en luttant non

⁸⁵ Il faut ajouter que ce terrorisme d'État était encouragé par l'opération Condor, entente secrète entre l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et le Brésil dans une moindre mesure. Les dirigeants de l'opération Condor ont tout mis en œuvre pour éliminer les dissidents voulant s'opposer aux dictatures anti-communistes. Elle permettait, entre autres, l'échange de renseignements et une collaboration militaire portant sur les militants d'extrême gauche exilés d'un pays à l'autre (Dinges, 2005).

⁸⁶ Cette répression eut d'importantes répercussions sur la composition du mouvement ouvrier dans les années subséquentes.

seulement contre le syndicalisme de classe comme elle l'avait fait sous Lanusse, mais aussi contre la gauche péroniste radicalisée.

Dans cet ordre d'idée, le syndicalisme de classe de Córdoba avait amorcé sa descente au début de 1972, lorsque le GAN de Lanusse remit en cause ce type de syndicalisme en laissant entrevoir le rétablissement éminent de la démocratie et implicitement, un possible retour au pouvoir de Perón. Dans les termes de Ducatenzeiler (1975, p. 309), c'est ainsi que jaillirent «les limitations du syndicalisme révolutionnaire qui, confronté à ses propres revendications politiques, ne trouvait pas la solution politique pour les matérialiser.» D'autant plus que la CGT avait profité de cette ouverture pour reconsolider son pouvoir sur la classe ouvrière. De même, la répression face aux mouvements de guérillas au sein de l'action ouvrière reliée à la lutte des classes contribua significativement à son démantèlement et à son isolement⁸⁷.

Par ailleurs, la position des dirigeants syndicaux se modifia avec la consolidation du virage à droite et l'abandon du pacte social qu'effectua Isabel Perón à son arrivée au pouvoir. Ils se mirent à critiquer vivement la formule économique et sociale adoptée par les autorités. Par ricochet, il y eut une importante recrudescence des grèves et des protestations. Lafage (1991, p. 112) mentionne que «la CGT, véritable État dans l'État, s'était substituée au ministère de l'Économie pour déterminer la politique salariale de la nation, de concert avec les organisations patronales.» En outre, en octobre 1974, un peu avant l'état de siège, certains remarquèrent un rapprochement entre un secteur de la centrale et des factions militaires (Gèze et Labrousse, 1975). Cela laissait déjà présager l'avènement du coup militaire du 24 mars 1976.

⁸⁷ Le syndicalisme de classe s'essouffla peu avant la dictature de Videla en 1976.

2.1.6 Dualité syndicale : dialoguistes et « confrontationnistes »

Dans sa crainte de la subversion et par son intention d'éliminer par la répression tout obstacle à son projet économique libéral, le *proceso* est sans conteste la dictature qui affecta le plus les syndicats alors considérés comme une véritable source de résistance. C'est dans ce cadre que le régime militaire suspendit les activités syndicales (abrogation du droit de grève, proscription de la CGT, des 62 organisations et des comités syndicaux, modifications de la législation en matière de travail, notamment sur les thèmes des conventions collectives et du contrat de travail individuel) et mit en place une série de mesures répressives (intervention de l'État dans de nombreux syndicats, instauration d'une législation sévère contre les contrevenants, intimidation par la présence de soldats et policiers sur des lieux de travail, etc.). Les lois furent appliquées avec rigueur par les représentants de l'ordre, entraînant des arrestations et la disparition de milliers de dirigeants syndicaux, travailleurs, militants syndicaux de gauche, « coupables » ou présumés de l'être aux yeux de la justice.

« Accoutumé », si on peut le dire ainsi, à se trouver désorganisé et déstructuré par les dictatures précédentes mais non pas à tant de violence, la réaction immédiate du syndicalisme orthodoxe fut de battre en retraite en dépit de quelques tentatives grévistes fortement punies par ailleurs. Par la suite, deux positions se distinguèrent par rapport à la dictature : dialoguiste ou « confrontationniste ». Il y eut plusieurs tentatives de réunification entre les deux tendances. La grève générale de 1979 rapprocha ces secteurs par la formation de la *Conducción Unica de los Trabajadores Argentinos* (CUTA), mais leurs divergences menèrent rapidement à sa dissolution. En novembre 1980, malgré les risques de condamnation, les « confrontationnistes » réunis sous la « commission des 25 », initièrent la réunification des deux groupes antagoniques sous la *CGT Brasil* pour de nouveau se scinder en juillet 1981. À partir de ce moment la *CGT Brasil* (« commission des 25 ») et la CGT Azopardo coexistèrent.

Fidèle à la stratégie péroniste de collaboration des classes, tout un secteur de la bureaucratie syndicale, qui allait en avril 1978 constituer la Commission nationale de travail (CNT), adopta une attitude conciliante voire d'appui à la dictature et resta ouverte au dialogue pensant pouvoir négocier la conservation des structures syndicales ainsi que le maintien de ses membres aux postes de direction. Bien décidée à ne pas se rétracter quant à sa ligne d'action, la junte ne donna pas d'écho aux revendications des dialoguistes, lesquels persistèrent malgré tout dans cette direction jusqu'à la fin du *proceso* (Godio, 2000, t. 2).

Parallèlement, dès 1977, un groupe de syndicats non contrôlés par l'État, qui allait devenir en mars de la même année la Commission des 25, tenta une nouvelle stratégie face à l'autorité dictatoriale en place. Cette dernière consistait à négocier sur la base de la récupération des droits syndicaux, et ce, en s'abstenant d'apporter un soutien politique au régime⁸⁸. Malgré l'interdiction formelle d'activités grévistes, s'ajouta peu à peu à cette négociation, qui fut menée avec prudence, une légère augmentation des actions de grève surtout au sein des entreprises. Enfin, la Commission des 25 allait jouer un rôle de premier plan en développant une résistance politique et syndicale à la dictature⁸⁹. Dans cette perspective, elle fut l'instigatrice de la première grève générale qui eut lieu le 27 avril 1979. Cette grève eut des conséquences percutantes pour les organisations ouvrières puisqu'elle réussit à déstabiliser le pouvoir militaire. De plus, elle entrebâilla la porte vers un espace où allait s'articuler la recherche d'une coalition partisane prônant un retour à la démocratie. Afin d'y parvenir, ce regroupement intégra d'autres secteurs de la société argentine et centra son mandat autour de l'organisation d'actions de contestation dirigées contre la dictature (Godio, 2000, t. 2).

⁸⁸ Les principales revendications quant à la récupération de l'espace syndical étaient : la normalisation des organisations ouvrières, la demande de liberté pour les travailleurs et dirigeants syndicaux emprisonnés, les augmentations salariales et la suppression des lois antisyndicales.

⁸⁹ Dans cette aventure, ils reçurent l'appui d'organismes syndicaux internationaux tels que la Confédération Internationale des organisations syndicales (CIOSL) et les secrétaires professionnels internationaux (SPI) qui firent connaître la situation argentine au niveau international.

Des éléments comme que l'amorce d'une crise économique, l'intensification du malaise social, la défaite contre les Britanniques lors de la guerre des Îles Malouines, la division politique de l'armée, l'augmentation de la pression internationale quant au respect des droits humains, ainsi que l'ouverture quoique limitée de Viola envers les syndicats et les organisations politiques favorisèrent une montée des grèves et d'importantes manifestations qui cette fois, n'étaient plus exclusivement syndicales. L'ensemble des groupes de pression (Mères de la place de Mai, organismes de défense des droits de l'homme, commission multipartite) commença conjointement à défier le pouvoir et à revendiquer la restauration de l'État de droit. C'est dans ces conditions favorables au rétablissement des institutions démocratiques que le général Bignone annonça des élections prévues pour le 30 octobre 1983. Avant son départ, la junte exigea une amnistie sur les crimes commis durant la « guerre sale ».

Plusieurs courants syndicaux naquirent durant les années de dictature. Le contexte socio-économique et politique des premières années fit surgir un syndicalisme péroniste révolutionnaire fonctionnant, la plupart du temps, dans la clandestinité. Puis, dans les années 60, on assista à l'émergence d'un syndicalisme contre-révolutionnaire où la bureaucratie syndicale, jouant un rôle de promotrice du péronisme depuis 1955, chercha à se distancier de Perón afin de conserver son pouvoir et son rôle politique au niveau gouvernemental et auprès des partisans péronistes. À la fin des années 60, sous l'influence de certains courants de gauche et en réaction à l'inertie de la bureaucratie syndicale, on vit apparaître un syndicalisme de classe qui se détachait des pratiques syndicales péronistes traditionnelles et qui s'appuyait sur l'action des délégués des entreprises. Pendant la même période, suivant l'ensemble des mouvements sociaux, le mouvement ouvrier se radicalisa, intégrant en son sein certains activistes guérilleros. C'est au travers les grandes attentes liées au retour de Perón et la confusion générée par ses pratiques et discours ambiguës que la bureaucratie syndicale contribua à l'élimination du syndicalisme revendicatif (syndicalisme de classe et la gauche péroniste radicalisée). Par ailleurs, cette tâche fut activement poursuivie par les forces du gouvernement péroniste d'Isabel Perón et de la dictature de Videla.

2.2 Dans la démocratie, un syndicalisme fidèle au péronisme (1983-1989)

2.2.1 Retour de la démocratie politique et approfondissement de la déroute économique

Après 17 ans d'absence au pouvoir, l'UCR, représentée par Raúl Alfonsín, remporta la victoire aux élections démocratiques du 30 octobre 1983 avec 51,7% des voix contre son plus grand adversaire, le PJ représenté alors par le candidat Italo Luder. Alfonsín récolta les fruits d'une campagne axée sur deux stratégies.

D'une part, miroitant l'affaiblissement et la division interne du Parti justicialiste, Alfonsín le discrédita en insinuant l'existence d'une corrélation entre ce dernier et l'autoritarisme des dernières années. Les allégations portaient sur un soi-disant pacte syndical-militaire par l'intermédiaire duquel certains péronistes auraient négocié secrètement avec les militaires leur appui à la réélection d'un candidat péroniste contre l'absolution des crimes commis à l'encontre des droits humains durant la dictature.

D'autre part, il mita sur le désir commun des électeurs d'un passage à une ère plus prometteuse se démarquant profondément de l'époque du *proceso* militaire. Guidé par des valeurs de démocratie, de justice sociale, de transparence et de pluralisme, ce projet faisait valoir une reconstruction et un renouveau du tissu économique, social et politique à l'intérieur d'un État interventionniste au service de ses concitoyens. Ce plan de démocratisation de l'ensemble des sphères de la société se traduisait principalement par la résolution des questions litigieuses corollaires au *proceso*. D'abord au niveau juridique, certaines lois instituées durant la dictature, telle que la loi d'auto-amnistie des militaires, devaient être revues et des décisions devaient être prises quant à l'imputabilité des militaires pour les atrocités commises. Enfin, le plan prévoyait l'instauration d'un programme économique rénovateur et tourné vers la modernité.

Ayant entre autres comme objectif l'affaiblissement du syndicalisme péroniste, Alfonsín avait également des plans de démocratisation et de renouveau pour le syndicalisme. À cette fin, il entrevoyait, sous l'égide du pluralisme, de démocratiser l'ensemble des droits reliés au travail (droit de grève, accords collectifs, modernisation de la juridiction du travail, salaire minimum, interdiction d'organiser à l'intérieur des syndicats des activités reliées aux partis politiques, représentation des minorités aux urnes syndicales, etc.) (Godio, 2000, t. 2). L'ensemble de l'entreprise rénovatrice entendait modifier le système de régulation même du syndicalisme. Concrètement, cela se traduit par des projets comme la loi Mucci⁹⁰ ou encore par la tentative d'intégration des œuvres sociales dirigées traditionnellement par les syndicats à un plan de santé national.

À l'encontre des prévisions de transition annoncées par les radicaux et faute d'un véritable programme de modernisation exhaustif de l'économie nationale, la situation économique et sociale se détériora considérablement au cours de la décennie des années quatre-vingt. Durant cette période, la situation économique de l'Argentine déclina considérablement. Cette détérioration se traduit par une hyperinflation⁹¹, une dévaluation de la monnaie, la dégradation de l'emploi et du niveau de vie, une baisse des salaires, l'augmentation de l'endettement extérieur et du taux de chômage, un déclin de la production, etc. Afin de contrer ce désastre socio-économique, plusieurs plans d'austérité furent adoptés en vain dont le plan Austral (1985) et le plan Printemps (1988). Bien qu'à court terme les programmes économiques ralentirent l'inflation galopante et contrôlèrent les prix et les salaires, ils ne réussirent pas à enrayer la montée irrésistible de l'inflation et encore moins l'ensemble des difficultés économiques en cours. Bunel (1991, p. 46) évalue qu'en 1989, « la production industrielle, le niveau des salaires et les richesses générées par le pays restent inférieures à ce qu'ils étaient au début des années soixante-dix. »

⁹⁰ L'objectif du projet de loi Mucci, déposé au parlement le 17 décembre 1983, était de renouveler les dirigeants et délégués syndicaux de l'ensemble de la plate-forme syndicale en convoquant des élections supervisées par le ministre du travail. Cette loi devait aussi réformer le processus électoral notamment au niveau de la représentation des minorités. Enfin, elle impliquait la régularisation de certains principes institués lors de la dictature ainsi que des élections datant de cette période, imposant aux syndicats une administration provisoire menant à de nouvelles élections (Bunel, 1991; Godio, 2000, t. 2).

⁹¹ Bunel (1991, p. 46) précise que depuis 1975, l'inflation a toujours dépassé 100% par année sauf en 1986. Pour donner une idée plus claire des sommets inflationnistes atteints, on a vu en 1985 des taux d'inflation atteindre 1000% (Lancha, 2003, p. 255).

2.2.2 Démocratie syndicale et difficulté de concertation

Suite à plusieurs années de répression, le retour de la démocratie signifia la restauration des libertés syndicales, dont le droit de grève. Malgré le scandale du pacte syndical-militaire, l'ensemble du mouvement syndical demeura d'allégeance péroniste bien que divisé en son sein⁹² (Bunel, 1991). D'une part, la lutte commune contre l'État pendant les années de dictature, motivée par des considérations politiques et idéologiques, avait consolidé l'identité péroniste à l'intérieur du mouvement syndical. D'autre part, Bunel (1991) souligne que les radicaux n'offraient pas aux travailleurs d'alternatives à la capacité rassembleuse et mobilisatrice du PJ. À cela, ajoutons que suite aux accusations d'Alfonsín concernant la complicité de certains syndicats péronistes avec les militaires, le mouvement syndical péroniste entrevoyait difficilement la possibilité d'une réconciliation et d'une concertation sociale et politique avec les radicaux. En ne les appuyant pas, ces derniers limitaient du même coup leur potentiel d'action déjà réduit par l'état pitoyable de l'économie et les changements structurels vécus par l'industrie. Déconcerté par l'introduction d'un gouvernement radical à la tête du pays, le mouvement syndical péroniste dut s'adapter à cette situation inédite. De l'avis de Godio (2000, t. 2), il le fit en développant un double rôle : celui de contestataire principal des politiques d'Alfonsín et celui de substitut du PJ en crise.

2.2.3 Le syndicalisme : un mouvement contestataire et substitut du Parti justicialiste

Lors des années 80, les syndicats menèrent de nombreuses luttes de nature usuelle (augmentation salariale, dénonciation de licenciements, non-paiement de salaires dus, etc.) et se mobilisèrent autour des grands projets radicaux qui revisitaient certains acquis syndicaux. Ces mobilisations créèrent de véritables polémiques, notamment autour de la récupération de

⁹² À cette époque, une partie de la *CGT Brasil* s'opposait au caractère collaborateur d'un secteur de la CGT Azopardo. Plus tard, suite à la réunification de la CGT et aux élections syndicales de 1984-1985, les divisions s'opèrent entre les orthodoxes, les réformateurs et une partie du syndicalisme péroniste axée sur le dialogue avec l'État.

la négociation collective⁹³ et des œuvres sociales⁹⁴ ainsi que sur la loi Mucci et celle portant sur les associations syndicales⁹⁵.

Par ailleurs, c'est le projet de loi Mucci qui déclencha la contestation du mouvement syndical à l'encontre du gouvernement ainsi que la réunification de la CGT (janvier 1984). Pour les syndicalistes péronistes, ce projet constituait une ingérence dans les processus électoraux institués par le péronisme. Non seulement il lésait les droits syndicaux dans la détermination de ses propres modalités électorales, mais il remettait en question son pouvoir décisionnel. Ce projet de loi fut un échec pour Alfonsín puisque l'Organisation internationale du travail (OIT) et les syndicalistes péronistes réussirent à faire en sorte que les syndicats puissent convoquer eux-mêmes les élections « *selon les anciens statuts de chaque organisation.* » (Godio, 2000, t. 2, p. 1160)

Aussi, ils dérogeaient de ces champs classiques de lutte et de leur rôle « *d'entité représentative des travailleurs* » pour mener des batailles à caractère plus social et politique (Godio, 2000, t. 2, p. 1161). Outre la lutte contre le chômage, Godio (2000, t. 2, p. 1158) mentionne à ce titre le rôle mobilisateur des syndicats pour « *la réactivation de l'appareil productif; l'élimination de l'indexation des dettes hypothécaires; [...]; l'éclaircissement de la disparition de milliers de citoyens dont la majorité était constituée de travailleurs; [...]; la répudiation du FMI* », etc.

⁹³ Afin de ne pas déstabiliser les effets prévus par le Plan Austral, le gouvernement radical refusait de restituer aux syndicats leur droit à la négociation collective régit par la loi 14.250 qui régula la détermination des rémunérations. Le régime militaire s'était octroyé le monopole de ce privilège par le décret 21.307 (Godio, 2000, t. 2).

⁹⁴ La gestion des œuvres sociales par les syndicats leur octroyait un élément de pouvoir non-négligeable qu'ils n'entendaient pas perdre et pour lequel ils menèrent une dure lutte au gouvernement radical. Ils gagnèrent leur cause à la fin de 1988 (Bunel, 1991).

⁹⁵ Une loi fut adoptée à la fin de 1987-1988 rétablissant les dysfonctionnements imposés lors de la dictature au niveau syndical. Elle régule les relations professionnelles en général.

Favorisées par la détérioration de la situation économique, les grèves et les mobilisations sociales traduisirent et canalisèrent le mécontentement des travailleurs. Les années Alfonsín comptèrent près de « 4000 grèves sectorielles ou d'entreprises (67% dans le secteur public) » (Godio, 2000, t. 2, p. 1183) ainsi que 13 grèves générales, toutes organisées par la CGT sous l'égide du secrétaire général Saul Ubaldini, figure symbolisant la contestation et associée au péronisme. Cette farouche résistance aux politiques économiques, sociales et syndicales fut à l'occasion appuyée par des employeurs, des mouvements de gauche et des droits humains ainsi que par quelques représentants du Parti justicialiste.

Bien que ces grèves générales aient des implications politiques en visant la déroute des radicaux⁹⁶, l'objectif premier demeurait la consolidation du pouvoir de négociation avec l'État qui continuait d'être son principal partenaire de négociation tant qu'il interférait auprès du secteur patronal pour les demandes syndicales. Or, à partir de 1985, et ce, malgré les diverses tentatives émanant de l'État, la concertation entre les différents partis devint quasi inexistante. Leurs relations toujours empreintes de confrontation, notamment au niveau idéologique, ne faisaient que s'envenimer. Dans le cadre d'une économie au bord du marasme, chaque protagoniste luttait pour ses propres avantages au niveau de la distribution du revenu. Cette attitude générale ne put mener à un consensus quant à un projet socio-économique national commun, laissant ainsi la porte grande ouverte à l'action et au développement des grands groupes économiques (Godio, 2000, t. 2).

Néanmoins, la récupération du pouvoir de négociation des syndicats, optimisée par la réunification de la centrale ainsi que par la domination de dirigeants et représentants péronistes sur la plate-forme syndicale suite aux élections syndicales de 1984-1985, permit quelques victoires syndicales. La loi Mucci, l'intégration des œuvres sociales à un plan de santé national, la loi sur la négociation collective : tous sont des projets radicaux qui tournèrent à l'avantage des syndicalistes péronistes ou du moins, qui furent appliqués d'une

⁹⁶ Bunel (1991) constate que le mouvement syndical était beaucoup plus conciliant lorsqu'il s'agissait de ne pas nuire aux péronistes. Un exemple de cette affirmation est le refus des syndicats de déclencher des grèves générales pendant la campagne électorale de Menem en 1989.

façon qui leur convienne. Malgré les divers changements opérés dans le monde syndical à cette époque, aucun ne s'est éloigné du modèle péroniste.

En dépit de ces quelques succès syndicaux, les auteurs consultés soulignent que les grèves n'eurent pas les répercussions escomptées. D'abord parce qu'elles ne firent guère progresser les conditions de travail de la population active et puis parce qu'elles n'empêchèrent pas l'adoption des politiques économiques prévues par le gouvernement (Bunel, 1991).

La constance de l'opposition syndicale aux politiques gouvernementales servit principalement à consolider le mouvement syndical péroniste et à renforcer son pouvoir politique. En effet, la présence du mouvement syndical en tant que mouvement d'opposition aux politiques d'Alfonsín lui octroya un rôle de substitut du Parti justicialiste, ce dernier étant alors complètement désorganisé et disloqué par les années de dictature. Ce repère péroniste contribua à la recomposition politique du parti. Malgré ses dissensions internes, ce dernier eut un certain succès lors des élections des gouverneurs provinciaux et du renouvellement partiel du Congrès en 1987, pour culminer aux élections présidentielles de 1989 avec la nomination de Menem à la tête du pays.

2.2.4 Crise de la bureaucratie syndicale

La préparation de cette élection ne se fit pas sans heurt tant pour le Parti justicialiste que pour la CGT. Les années 1988-1989 furent un véritable brouhaha politique interne. Au sein du PJ, les luttes entre le courant des rénovateurs péronistes et le bloc des orthodoxes et des rénovateurs dissidents menèrent à la victoire de ces derniers représentés par l'équipe Menem-Duhalde (Godio, 2000, t. 2). Ce triomphe affecta la structure syndicale de la CGT, en partie parce qu'elle occasionna une véritable course pour la direction du mouvement syndical péroniste. Plusieurs groupes se disputaient non seulement la direction de la centrale,

mais aussi un repositionnement stratégique qui augmenterait l'importance de leur rôle au sein de la CGT.

Au niveau syndical, l'équipe Menem-Duhalde était appuyée par Luis Barrionuevo, leader du *Movimiento Sindical Menem Presidente* (MSMP). La victoire de l'équipe Menem-Duhalde positionna avantageusement le MSMP qui devint un protagoniste toujours plus important à la Table syndicale. Quant à Saúl Ubaldini, figure charismatique et emblématique de la lutte syndicale des années 80, il fut invité à rejoindre le MSMP, ce qui impliquait qu'il laisse à Menem l'espace politique qu'il avait peu à peu conquis en se substituant au PJ lors des dernières années. Il préféra rejeter la proposition et mettre sur pieds un mouvement autonome à l'intérieur de la CGT. Dorénavant, tous devaient se positionner par rapport aux politiques de Menem. Cela engendra une spirale de conflits notamment au niveau de la stratégie d'action face au plan économique et du moyen à employer pour instaurer une stabilité politique. Dans cette perspective, Godio (2000, t. 2, p. 1183) avance que « *la discussion et les disputes autour d'un nouveau modèle syndical qui devraient surgir comme résultat des expériences des cinq dernières années commençaient à s'installer et à se définir dans les lignes du syndicalisme péroniste.* »

Dans le cadre d'une ouverture démocratique propice aux changements, le syndicalisme des années 1980 resta figé dans son rôle de contestation des politiques alfonsinistes et préféra se concentrer sur la consolidation du péronisme en se faisant le porte-étendard politique de ce dernier. Cet axe politique ferma définitivement la porte aux innovations syndicales qui auraient pu servir sa base. De plus, l'arrivée de Menem comme candidat péroniste aux élections présidentielles de 1989 provoqua une redéfinition des rapports de force à l'intérieur même de la direction syndicale de la CGT. Les dirigeants durent alors se positionner par rapport aux politiques économiques et politiques du candidat, ce qui occasionna de nombreux conflits internes.

Les syndicats allaient être éprouvés durement par les mesures qu'allait prendre Menem au courant de la prochaine décennie. Afin de mieux comprendre les changements qui allaient s'opérer, il importe d'avoir une vue d'ensemble sur quelques-unes des caractéristiques du syndicalisme traditionnel tel qu'il se développa entre le gouvernement Perón et le début des années 1990.

Le quatrième épisode historique sur lequel ce deuxième chapitre s'est attardé porte sur la période couvrant le retour à la démocratie en 1983 jusqu'aux élections présidentielles menant le PJ au pouvoir en 1989. Nous retenons principalement que la CGT, très active et militante, s'étant donnée comme mission politique de s'opposer au Parti radical, est redevenue la principale représentante du mouvement justicialiste. De même, il est important de retenir que le retour au pouvoir du Parti péroniste en 1989 a causé un repositionnement des rapports de force à l'intérieur de la centrale, chaque dirigeant syndical devant se prononcer sur les politiques du nouveau gouvernement.

2.3 Quelques points de repère sur le syndicalisme argentin traditionnel

Le syndicalisme argentin comporte son lot de particularités et il peut être difficile de s'y retrouver. Or, il est primordial de saisir ces quelques spécificités structurelles si nous voulons comprendre l'évolution du syndicalisme argentin contemporain. Voici de façon non exhaustive quelques traits qui ont caractérisé la structure et le fonctionnement du syndicalisme traditionnel depuis Juan Perón. Afin de tracer ce portrait, le travail magistral de Jean Bunel est un passage obligé, car il est l'une des seules œuvres publiée en langue française portant sur le fonctionnement de ce syndicalisme.

2.3.1 La négociation collective et la convention collective

La base du syndicalisme argentin contemporain s'est en majeure partie instituée en 1953 au travers la loi 14.250 (*Convenios colectivos de trabajo (CCT)*), loi qui resta par ailleurs la référence obligée lors des législations subséquentes se rapportant au système de relations professionnelles. La CCT régle les ententes collectives de travail et le processus de négociation collective. Bien qu'en dernier lieu, l'État se réserve la faculté d'approuver et de valider juridiquement l'accord collectif préétabli par les parties, la loi concéda aux syndicats et aux employeurs un libre arbitre à l'intérieur du mécanisme de négociation collective (Bunel, 1991). Cette loi prend toute son importance lorsqu'on considère que la convention collective détermine les droits et responsabilités des parties ainsi que les conditions d'emploi des travailleurs. Tel que Novick et Tomada (2001, p. 4) le mentionnent, la convention collective « *régule la stratégie d'action et constitue la partie centrale du système des relations de travail.* »

Par ailleurs, Bunel (1991) constate que la mise en œuvre de cette loi a peu prévalu depuis son adoption. En effet, les régimes militaires ont souvent suspendu le droit à la négociation collective et les gouvernements démocratiques subséquents ne l'ont pas toujours restauré en raison de considérations économiques et politiques. Bunel (1991, p. 101) l'explique :

Soit parce que l'urgence de la crise économique ou politique donnait la préférence à des pactes sociaux liant étroitement l'État, le patronat et les syndicats, soit par méfiance d'une procédure qui générerait l'inflation et accentuait les déséquilibres économiques au lieu d'assurer une régulation satisfaisante des salaires et des prix.

Tel a été le cas dans les années 80 sous le gouvernement d'Alfonsín. Il n'en reste pas moins que durant ces périodes de suspension, la négociation syndicale n'a pas cessé d'exister, continuant d'opérer subrepticement et parallèlement.

2.3.2 La *personería gremial*

La notion de *personería gremial* a été instaurée depuis l'époque péroniste (1944-1945). Pour un syndicat, détenir la *personería gremial* signifie qu'il a déposé à l'administration du travail gouvernementale un dossier témoignant de sa volonté de former un syndicat, qu'il a été sélectionné selon plusieurs normes juridiques régulant la formation syndicale, qu'il a été accrédité légalement par l'État et enfin, qu'il détient plusieurs avantages légaux. Ces privilèges accordent entre autres au syndicat la reconnaissance légale de son statut, le pouvoir de négocier sa convention collective, d'administrer les œuvres sociales, de faire usage du droit de grève et de prélever les cotisations des travailleurs directement sur leur paie (Bunel, 1991; Cortina, 2003). Tous les syndicats n'ont pas ce statut de *personería gremial*, certains sont simplement inscrits et ne peuvent donc pas bénéficier de ces prérogatives.

2.3.3 Un syndicalisme de branche

Traditionnellement, le syndicalisme s'est structuré par secteur d'activité, espace où sont négociées au niveau national les conventions collectives entre le syndicat ayant la *personería gremial* et un entrepreneur ou encore un groupe patronal représentant la branche d'activité. Chaque branche ne peut être représentée que par un seul syndicat national, sélectionné selon l'importance de sa représentativité (Novick et Tomada, 2001). Bien que la négociation collective soit centralisée, le syndicalisme demeure une réalité importante à l'intérieur même de l'entreprise notamment par l'entremise des délégués syndicaux, des commissions internes et de la présence de la convention collective adoptée au sein du secteur d'activité (Bunel, 1991).

2.3.4 L'unicité syndicale

Les syndicats de branche tels que le syndicat des métallos, de l'alimentation, du textile ou du commerce, se sont traditionnellement regroupés au sein d'une seule centrale nationale, la CGT. Malgré le grand pouvoir que permet la structure de la centrale unique notamment au niveau de la négociation avec l'État, chaque syndicat conserve sa propre autonomie (Novick et Tomada, 2001; Bunel, 1991). C'est pour cette raison que l'unicité syndicale n'a pas empêché la cohabitation de diverses orientations, parfois antagoniques, liées en partie aux positions et stratégies à adopter par rapport au péronisme. Tout comme nous l'avons vu précédemment, ces tensions internes furent à plusieurs reprises à l'origine de divisions stratégiques et spatiales de la centrale (Godio, 2000, t. 2; Novick et Tomada, 2001). Bunel (1991, p. 130) estime que « toute tentative de démocratisation, modernisation ou décentralisation du syndicalisme est toujours considérée comme une volonté de briser l'unité organisationnelle, expression de l'unité populaire. »

2.3.5 Les œuvres sociales

Entre la fin des années 1950 et 1969⁹⁷, certains syndicats intégrèrent aux conventions collectives négociées un fonds permettant de parer et de prodiguer des soins aux travailleurs ayant développé des maladies liées au secteur de travail de ladite convention. Ce n'est qu'en 1970, suite à l'application de la législation en vigueur, que tous les syndicats accrédités eurent la responsabilité de gérer des œuvres sociales (Bunel, 1991). L'initiative d'attribuer cette responsabilité aux syndicats avait pour objectif de donner un sens à l'idée symbolique de solidarité devant émerger de la nation et de faire du syndicat un acteur collectif contribuant au mieux-être des travailleurs (Novick et Tomada, 2001).

⁹⁷ Godio prétend que dès les années 1930, certains syndicats avaient entamé des programmes assistant socialement les syndiqués (UOM, UF et LF) (Godio, 2000, t. 1).

En plus d'un rôle de prévention des risques de santé reliés au travail, les œuvres sociales, principaux piliers de la sécurité sociale, permettent aux syndicats de donner accès aux membres et à leur famille à des soins de santé et à des bénéfices sociaux (Strega, 2000). En ce qui concerne les bénéfices sociaux, Bunel (1991, p. 95) réfère à : « les vacances bon marché dans les hôtels du syndicat, la réservation des clubs de loisirs et de sports aux syndiqués, la distribution de vêtements et de matériel scolaire à leurs enfants lors de la rentrée des classes, la distribution de jouets lors de la fête des enfants, etc. » Mais en définitive, le gain le plus important pour le travailleur reste l'assistance médicale qui couvre les traitements médicaux et les frais engendrés par les médicaments.

C'est précisément cet aspect qui engendra l'importante association entre le syndicalisme et les œuvres sociales bien qu'elles soient attachées également à d'autres institutions provinciales, à des entreprises privées ou encore à l'Institut national de Sécurité sociale pour les retraités (Novick et Tomada, 2001). Bunel (1991) prétend même que l'existence des œuvres sociales influe à la hausse le taux de syndicalisation. Malgré le système de santé gratuit instauré par l'État, les provinces ou les municipalités et l'existence d'un système privé parallèle, l'utilisation des services des œuvres sociales est une solution adoptée fréquemment par les travailleurs, puisqu'ils semblent découragés par les défaillances du système de santé publique et par les coûts engendrés par le système privé (Bunel, 1991).

L'ensemble du système des œuvres sociales subsiste grâce à un double financement. En plus d'être subventionné par la contribution des employeurs versant 6% de la masse salariale, les membres d'un syndicat ayant la *personería gremial* doivent obligatoirement y participer par le biais d'un prélèvement mensuel sur leur rémunération brute variant entre 1% et 3%. Cette retenue est intégrée à leur cotisation syndicale. De l'ensemble de la somme amassée par les deux parties, 10% est ensuite redistribué dans le système de santé publique. Précisons également que tout le système des œuvres sociales est chapeauté par l'Institut national des Oeuvres sociales, institution fondée par les militaires (Bunel, 1991). Il est important de souligner la portée du pouvoir que cette gestion de ressources financières confère aux syndicats. De telles ressources génèrent obligatoirement une bureaucratie

syndicale d'où émanent les nombreuses allusions de corruption attribuées aux dirigeants syndicaux.

2.3.6 La politisation des syndicats

Contrairement à l'idée qu'inspire le rôle du syndicalisme à priori, c'est-à-dire une fonction première de défense et d'amélioration des conditions de travail des membres, le syndicalisme argentin, porté par les considérations soutenant l'identité péroniste, partit dans une croisade à caractère politique. Le principal interlocuteur des syndicats devint l'État plutôt que le patronat. En outre, l'objectif central de cette croisade politique est d'établir une relation étroite avec l'État péroniste et le mouvement justicialiste, laquelle lui permet de tirer profit de ces liens pour tenter d'intégrer des dirigeants syndicaux à des postes gouvernementaux clés (ministres, députés, etc.).

Selon les syndicats argentins liés au péronisme, ces stratégies confèrent au syndicalisme une certaine influence au niveau de la sphère décisionnelle augmentant ainsi son pouvoir institutionnel et son pouvoir de négociation. De même, entretenir une relation étroite avec l'État est une meilleure garantie pour le respect de la convention collective. Les syndicats sont convaincus que c'est à partir de cet espace de pouvoir que peuvent être résolues les questions socio-économiques. Ces dernières étant reléguées au second plan, il s'avère que le syndicalisme eut peu d'influence sur l'emploi, les conditions générales de travail et encore moins sur la question salariale (Bunel, 1991).

Il est indéniable que le lien étroit entre le syndicalisme argentin et le Parti justicialiste a contribué à la politisation de l'action syndicale. Au cours de l'histoire, la CGT s'est impliquée de façon sporadique sur la scène économique argentine et dans les diverses intrigues politiques, souvent afin d'appuyer le Parti justicialiste. Comme nous l'avons vu, le syndicalisme a même joué un rôle de substitut politique du péronisme, notamment lors des

périodes de proscription du péronisme, mais aussi lorsque le Parti justicialiste n'était pas au pouvoir comme lors de la période du gouvernement d'Alfonsín.

En ce sens, Jean Bunel (1991, p. 14) définit le syndicalisme argentin « comme un acteur politique spécialisé dans la gestion des intérêts économiques et sociaux des salariés. » Il associe le syndicalisme argentin au corporatisme politique. Selon lui (1991, p.15), le corporatisme politique « c'est la figure d'une action syndicale qui ne peut être pensée hors de son incorporation à un parti et à l'État et qui vise à soumettre tout le sens de l'action partisane et étatique à une logique syndicale. »

Cette relation d'interdépendance peut traduire un certain manque d'autonomie syndicale avant tout parce que la démarche et les visées politiques investies ont plus d'importance que la satisfaction des besoins des travailleurs. Il reste que malgré son attachement à l'action politique et le reproche commun selon lequel le syndicat serait un instrument étatique d'asservissement des salariés, Bunel (1991) précise qu'à l'exception des gouvernements de Perón, le syndicalisme ne fut pas subordonné à l'État car ses représentants ont toujours tenu à préserver leur indépendance par rapport aux divers gouvernements, surtout lorsqu'ils n'étaient pas péronistes.

Malgré l'évolution de l'identité péroniste depuis son éclosion, le syndicalisme de la CGT est resté attaché aux personnages emblématiques de Perón et d'Evita et au Parti justicialiste. La centrale continue d'entretenir une relation toute particulière avec le gouvernement péroniste actuel, bien que depuis son essor le péronisme ait pris diverses formes. La littérature concernant le péronisme est foisonnante et constitue à ce jour, la source d'un débat qui ne cesse d'être actuel. Le péronisme reste un thème incontournable pour saisir le syndicalisme d'aujourd'hui.

Bref, il est primordial de saisir la portée et l'enracinement de ces traditions pour comprendre comment elles limitèrent les possibilités d'innovations syndicales de la part de la base et à quel point elles seront bousculées par les changements de la décennie qui suivra. La période qui sera analysée dans le prochain chapitre, celle allant de 1989 jusqu'à nos jours, constitue indéniablement une phase de l'histoire des plus significatives pour la redéfinition des perspectives du syndicalisme argentin. Nous y aborderons les divers changements survenus non seulement au niveau du contexte général et des traditions syndicales, mais aussi au niveau du rôle d'acteur social des organisations syndicales.

En résumé, entre l'éveil de la conscience ouvrière et la redéfinition des rapports de forces à l'intérieur de la CGT lors de l'élection présidentielle de 1989, nous distinguons 4 grandes phases distinctes dans l'histoire du syndicalisme argentin. Cette vue d'ensemble sur les méandres du syndicalisme argentin permet de rendre compte de ses principaux traits. Plus précisément, elle permet de comprendre les origines du syndicalisme argentin, ses influences, sa nature, sa structure organisationnelle, son lien intime avec la politique et avec l'État, ses luttes, la solidité de ses traditions (unicité syndicale, œuvres sociales, syndicalisme de branche, combativité, collaboration avec l'État, etc.) ainsi que ses paradoxes. Plus encore, elle permet de saisir comment le mouvement syndical fut l'un des protagonistes sociaux les plus importants au pays jusqu'en 1989 et comment il s'est consolidé en agent de pouvoir socio-économique et politique. Bref, ce chapitre démontre l'ampleur de l'influence du syndicalisme dans la vie argentine.

CHAPITRE III

TRANSFORMATIONS DE LA CONJONCTURE ENTOURANT LE SYNDICALISME

Les années quatre-vingt-dix et le début du 21^e siècle furent la scène de transformations majeures en Argentine. Cette période de l'histoire comporte indéniablement des éléments sur lesquels nous devons nous pencher afin de cerner, non seulement les changements opérés dans la dynamique syndicale, mais plus largement, comment se sont mises en place les conditions pour une redéfinition des représentations de l'action collective.

Dans cette optique, ce troisième chapitre portera sur le contexte dans lequel ces avatars ont émergé. Nous aborderons d'abord l'ensemble des politiques nationales et des réformes mises en œuvre par Menem et ses successeurs tant au niveau économique qu'au niveau de la législation du travail. Ensuite, nous relaterons plusieurs des répercussions de ces mesures sur le marché du travail ainsi que les diverses crises auxquelles furent confrontés les acteurs sociaux.

3.1 Accentuation du modèle néolibéral sous Menem

Le candidat péroniste Carlos Menem a été élu le 14 mai 1989 avec 47% des suffrages (Lancha, 2003). Devant être à tête de la République jusqu'en décembre 1989, Raúl Alfonsín, président argentin depuis 1983, renonça au pouvoir dès juillet et laissa Menem prendre les rênes d'un pays abandonné à une sévère récession économique. L'hyperinflation et le fort endettement extérieur avaient implanté des conditions sociales peu reluisantes générant des

tensions sociales importantes. Bunel (1991, p. 46) précise qu'en 1989 « la production industrielle, le niveau des salaires et les richesses générées par le pays restent inférieures à ce qu'ils étaient au début des années 70. Avec la seule exception de l'année 1986, l'inflation n'a jamais été inférieure à 100% par an depuis 1975. »

Afin de répondre au malaise social prédominant, Menem, en tant que candidat péroniste, utilisa lors de sa campagne électorale des discours empreints de valeurs justicialistes (défense du patrimoine national, justice sociale, etc.), de critiques envers les décisions unilatérales du FMI et la concentration de capitaux extérieurs et nationaux (Armony, 2004). De plus, il s'engagea à modifier les structures de production et à hausser les salaires. Godio (2000, t. 2) soutient que c'est ainsi que Menem réussit à s'allier la plupart des travailleurs et des grands entrepreneurs.

Toutefois, suite à son élection, le président Menem substitua la nature de son discours en une argumentation néolibérale aux antipodes des attentes de son électorat et des valeurs du péronisme traditionnel, vantant les mérites des lois du marché, de l'entreprise privée et de la dérégulation pour restaurer l'économie. Les principaux objectifs de la consolidation de la sphère économique sont la réduction de l'endettement, l'enraiment de l'hyperinflation et l'amélioration de la compétitivité du pays sur le marché international.

Non seulement le tournant néolibéral draconien emprunté par Menem était étroitement lié à un processus plus général de globalisation des marchés⁹⁸, mais il était la condition *sine qua non* exigée par certains bailleurs de fonds, le FMI et la BM en tête, en échange de sommes importantes qui devaient permettre le redressement de la situation économique nationale. Bien que ce tournant ne soit que l'approfondissement des mesures

⁹⁸ Ce dernier est marqué par diverses tendances qui lui sont inhérentes. Parmi celles-ci, mentionnons l'ouverture de l'économie, l'internationalisation des marchés et des économies, la position et le rôle croissant sur le marché international de firmes multinationales et de la mobilité des flux de capitaux qu'elles engendrent se traduisant par la hausse des investissements directs à l'étranger, l'augmentation de la concurrence, la re-localisation de l'activité productive à l'étranger, le foisonnement d'innovations technologiques, etc. (Novick et Tomada, 2001).

néolibérales entérinées antérieurement par d'autres régimes⁹⁹ (Fajn, 2003; Duarte, 2001), Menem poussa le modèle à son paroxysme, de façon univoque, sans paradoxe ni retour en arrière possible. En effet, selon les termes de Menem même, les réformes allaient être appliquées « *sans anesthésie ni parachute* ». (Teubal et Rodríguez, 2001, p. 66)

3.1.1 Réformes néolibérales drastiques

C'est ainsi que sous les conseils de son ministre de l'économie Domingo Cavallo¹⁰⁰ en place depuis 1991, l'Argentine, tout comme d'autres pays d'Amérique du Sud l'avaient auparavant expérimenté, entama une restructuration de son économie par un programme d'ajustement structurel piloté par le FMI et la BM. Ces mesures de réajustement impliquaient la mise en œuvre de grandes réformes au niveau de la structure même de l'État (réforme de la fiscalité, de la santé, de l'enseignement, etc.). Ces réformes préconisaient entre autres le désengagement de l'État des sphères sociales (santé, éducation), la diminution des dépenses publiques¹⁰¹, un important processus de privatisations des entreprises publiques nationales et provinciales, une ouverture de l'économie vers l'extérieur, un plan de convertibilité¹⁰² ainsi qu'une dérégulation du marché (dont le marché du travail).

⁹⁹ Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Onganía (1966-1970) et surtout le régime de la dictature de 1976 ont entériné le processus de transition vers des conditions favorables aux politiques néolibérales par la diminution du rôle étatique dans certaines sphères économiques (également favorisée dans les années 80 par les crises fiscales et le fort endettement extérieur des années de dictature), l'affaiblissement des politiques protectionnistes, la concentration du capital, la dérégulation, l'ouverture des marchés, etc. Ces pratiques encouragèrent l'émergence dans les années 1980 d'importants groupes d'intérêts financiers qui influencèrent à leur tour la détermination des politiques économiques à tendance néolibérale des années ultérieures (Duarte, 2001; Murillo, 1996; Teubal et Rodríguez, 2001).

¹⁰⁰ Ce dernier fut président de la Banque centrale sous la dictature militaire.

¹⁰¹ Parmi les coupures effectuées, certaines des charges concernant la santé, l'éducation et les infrastructures furent transmises aux provinces (Lancha, 2003). Notons également le gel des salaires et des programmes sociaux.

¹⁰² La principale stratégie mise de l'avant pour contrer l'inflation et éviter une dévaluation de la monnaie fut, sous l'instigation de Domingo Cavallo, la sanction en mars 1991 de la loi de la convertibilité (loi 23.928). Cette dernière établit l'équivalence entre le peso et le dollar américain. Cette dollarisation de l'économie implique que le pays perde le pouvoir décisionnel sur sa propre politique monétaire. À titre d'exemple, Novick et Tomada (2001) rappellent que les prix et les salaires ne peuvent être réalignés en fonction des indices d'évolution du coût de la vie.

Près d'un mois après l'arrivée au pouvoir de Menem, soit en août 1989, la loi de réforme de l'État et d'urgence administrative (23.696/89) fut sanctionnée¹⁰³. Entre autres mesures, elle mit en place des dispositifs à court et moyen terme pour propulser le mécanisme de privatisation des entreprises publiques nationales et provinciales. Avant même que ces privatisations aient débuté, une seconde loi (23.697/89) nommée loi d'urgence économique fut créée, afin d'améliorer l'efficacité, la productivité et la rentabilité du système économique¹⁰⁴.

En matière d'emploi, cette dernière eut pour répercussions dès 1991 non seulement la suspension de nouvelles embauches dans les entreprises étatiques, mais également une rationalisation massive des postes de travail dans ces mêmes établissements¹⁰⁵ en privilégiant les retraits volontaires¹⁰⁶ (Duarte, 2001). Le retrait volontaire implique l'abandon du poste de travail en échange d'une indemnisation¹⁰⁷. Au niveau étatique, outre les licenciements, la poursuite de la diminution des dépenses publiques mena à des baisses de salaires des fonctionnaires et à des coupures dans leurs pensions de retraite (Ortemberg, 2003).

¹⁰³ Parmi ses différentes applications, la loi innova en prévoyant un Régime de propriété participative qui permettait aux travailleurs d'acheter des actions de type « C » de l'entreprise à privatiser (Strega, 2000).

¹⁰⁴ Outre ce qui touche à l'emploi, cette loi coupa plusieurs des subventions destinées à la promotion industrielle à l'étranger ainsi que tout autre bénéfice ou exemption au secteur privé (à l'exception de certaines industries stratégiques telles que l'industrie automobile qui reçut des appuis particuliers dans le cadre du Marché commun du Sud (MERCOSUR)). En plus de mettre sur le même pied le capital national et étranger, la loi suspendit les mesures promouvant les produits nationaux sur le marché interne tel que le régime d'achat national, les mesures de promotion de l'intérieur, etc. (Duarte, 2001; Teubal et Rodríguez, 2001). Bref, aucune stratégie ne semble avoir été prise en compte pour encourager l'industrie nationale.

¹⁰⁵ Afin d'illustrer l'ampleur du processus de rationalisation, Duarte (2001, p. 7) mentionne « *qu'en 1985, l'emploi dans les entreprises étatiques représentait 36,11% de l'emploi total du secteur public, en 1992, il représentait 21,35% alors qu'en 1997, seulement 6,50% [...]. La réduction calculée sur le total de l'emploi des entreprises de services publics est de presque 70% entre 1985 (100%) et 1998 (31,7%).* »

¹⁰⁶ Duarte (2001) indique que 86 274 postes de travail furent libérés dans les entreprises publiques grâce au programme de retraits volontaires subventionné en partie par l'entreprise, l'État et la BM. L'auteur constate donc que la moitié de l'ensemble des postes de travail coupés dans le secteur public entre 1991 et 1993 est attribuable aux retraits volontaires.

¹⁰⁷ Selon Duarte (2001, p. 14), le travailleur recevait en moyenne 20 000\$ US. Entre 1992 et 1993, 1 299, 5 millions de dollars US furent distribués en indemnisation.

Les privatisations allaient se concrétiser principalement entre 1992 et 1993. Ainsi, des pans stratégiques de l'économie argentine et du patrimoine étatique furent privatisés : le pétrole (YPF), les mines, le téléphone (Entel), la poste, l'eau, l'électricité, les autoroutes, les chemins de fer, les compagnies aériennes (Aerolíneas Argentinas), etc. Vendues pour la plupart aux étrangers notamment aux Nord-américains ou aux Espagnols, ces nouvelles entreprises actualisèrent leurs installations en important de nouvelles technologies et des stratégies différentes de gestion, restreignant et réduisant du même coup le nombre de postes de travail disponibles. Duarte (2001) ajoute que suite au processus de privatisation et de rationalisation, certaines entreprises en profitèrent pour modifier quelques-unes des conditions de travail de leurs travailleurs par une baisse des salaires et un accroissement du nombre d'heures quotidiennes travaillées.

3.1.2 Dérégulation du travail

S'inscrivant dans la lignée des objectifs généraux de compétitivité, de rationalisation, de rentabilité, mais aussi de résolution des problèmes de chômage et de précarisation d'emploi, flexibiliser les normes du travail établies depuis l'époque de Perón et par la loi de Contrat du travail et des statuts professionnels (LCT) établit en 1974 fut le nouveau leitmotiv de Menem en matière de travail (Cortina, 2003; Novick et Tomada, 2001). Selon le gouvernement menemiste, l'establishment économique, les institutions internationales et certains secteurs syndicaux, la sanction de nouvelles lois et les modifications de décrets permettaient d'ajuster la législation du travail aux aléas et aux nouveaux besoins du marché orienté vers le néolibéralisme éliminant ainsi les rigidités institutionnelles régissant le système du travail (Murillo, 1996).

Cette complète « *renovation de la législation du travail* » (Cortina, 2003, p. 15) tant au niveau du contrat de travail individuel et collectif qu'au niveau des œuvres sociales, affecta durement le monde du travail (l'emploi, les relations de travail, le syndicalisme), en partie parce que les réformes étaient orientées vers l'intérêt des employeurs (Novick et Tomada, 2001). Entre 1989 et 2000, Fajn (2003) recense près de 23 lois lésant les intérêts

des travailleurs. Pensons notamment au décret de 1990 limitant le droit à la grève dans les services publics¹⁰⁸ ainsi qu'au décret 1334/91 ajustant les augmentations salariales à la productivité du travail. Peu de secteurs (une quinzaine) se virent attribuer des augmentations salariales (commerce, textile par exemple) notamment à cause de la conjoncture économique, mais aussi parce qu'il s'avéra difficile dans de nombreux cas de déterminer ou de vérifier les augmentations de productivité comme dans le secteur de l'éducation (Bosoer et González, 1999). Il faut également mentionner que la combinaison de l'augmentation de la productivité et de la diminution des postes de travail eut pour conséquence une hausse des heures quotidiennes travaillées. En ce sens, les conditions de travail se détériorèrent.

Bien qu'il y eut de nombreuses réformes en matière de travail, dont la privatisation du système des pensions de retraite¹⁰⁹, la nouvelle législation sur la loi des accidents de travail ainsi que les lois d'urgence économique et de réforme de l'État qui eurent des effets importants sur l'emploi, nous nous concentrerons sur trois des thèmes qui touchèrent plus particulièrement les syndicats soient la flexibilisation du contrat individuel de travail, la décentralisation de la négociation collective et la dérégulation des œuvres sociales.

3.1.2.1 Flexibilisation du contrat individuel de travail

La mise sur pied de telles réformes notamment celle concernant les privatisations et les rationalisations au niveau de l'emploi nécessitait un plan d'action pour prévenir ou contrer les problèmes de chômage et de travail au noir. En ce sens, la loi 23.696/89 inclut une clause visant l'insertion d'un programme d'urgence d'emploi (Bosoer et González, 1999; Duarte, 2001). Ce dernier se concrétisa par la sanction en novembre 1991 de la loi nationale de

¹⁰⁸ Pour le gouvernement, cette loi constituait une garantie pour ceux qui investissaient dans les entreprises en voie d'être privatisées, surtout par rapport à celles ayant de forts syndicats (Bosoer et González, 1999).

¹⁰⁹ En effet, l'Argentine passa en 1994 d'un régime par répartition à un système de capitalisation. Zacharie (2003, p. 78) explique la différence entre ces deux systèmes : « Le système de retraite par répartition est basé sur la solidarité intergénérationnelle garantie par l'État : les salariés cotisent pour financer la retraite des pensionnés. Le système de retraite par capitalisation est basé sur l'épargne individuelle : les salariés cotisent dans un fonds de pension qui investit sur les marchés internationaux et est chargé de leur verser leur retraite à la fin de leur carrière. » La privatisation du système de retraites représenta comme Quenan (2003, p. 37-38) le souligne, « un important manque à gagner pour les finances publiques. »

l'emploi (LNE-24.013). Afin de favoriser la création de postes de travail, cette loi instaura notamment des pratiques atypiques au niveau des modalités d'embauche et de licenciement des travailleurs.

Élaborée et gérée par un ensemble de protagonistes aux intérêts contradictoires, cette loi fut très débattue. D'un côté, on prétendait que l'assouplissement des modalités d'embauche et de licenciement donnerait la chance aux employeurs de créer des emplois. De l'autre, on avançait que ces nouvelles pratiques créaient une certaine forme d'instabilité et d'insécurité pour les travailleurs qui, défavorisés par leur nouveau contrat de travail, étaient victimes d'un plus grand roulement de personnel dans les entreprises. Seul le bilan sembla faire consensus : la loi constituait un point de rupture significatif dans le système de travail mis traditionnellement en œuvre en Argentine (Bosoer et González, 1999; Cortina, 2003; Novick et Tomada, 2001). Bien que sa difficile mise en application et son utilisation limitée ne lui permirent pas d'être l'outil qui allait réformer la législation du travail ni de résoudre l'imbroglio relié aux problématiques du chômage et de la précarisation du travail, ces conclusions démontrèrent l'urgence de mettre de l'avant une politique d'emploi efficace et de créer un débat alors inexistant en la matière dans l'histoire argentine (Strega, 2000; Cortina, 2003; Duarte, 2001).

Ce débat fut alimenté et amplifié lorsque les effets néfastes des privatisations et de certaines politiques économiques commencèrent à se faire sentir en 1993 et qu'un nouveau projet de réforme du travail approfondissant la flexibilisation de celui-ci fut annoncé en mai de la même année par Menem devant le Congrès. Cette réforme du travail fut tellement contestée, notamment par certains secteurs syndicaux, que le débat se poursuivit jusqu'en 1998. En effet, bien que les syndicats aient formulé leurs attentes par rapport à la dérogation des normes de la LNE concernant le contrat de travail lors de l'Accord Marco pour l'emploi, la compétitivité et l'équité sociale en 1994¹¹⁰, le projet de 1993 ne se concrétisa qu'en 1998

¹¹⁰ L'Accord Marco pour l'emploi, la productivité et l'équité sociale est ratifié en juillet 1994. Cet accord institutionnalisait les négociations concernant le projet de la réforme du travail autour d'une commission tripartite (gouvernement, syndicats cégétistes, entreprises regroupées au sein du groupe des 8). Cet accord permit entre autres des avancées sur les négociations des projets de loi des accidents du travail et de dérégulation des œuvres

par le biais de la loi 25.013. Argumentant qu'au lieu de générer des postes de travail¹¹¹, les nouvelles modalités de travail imposées par la LNE et la loi de la promotion de l'emploi concernant le contrat individuel de travail précarisaient la stabilité de l'emploi, la CGT réussit à s'entendre avec le gouvernement qui commençait à s'affaiblir politiquement (Bosoer et González, 1999; Novick et Tomada, 2001; Strega, 2000). Malgré cette dérogation, les changements apportés par la loi 25.013 au niveau de l'embauche et du licenciement ne modifièrent pas les modalités déjà instituées par la Loi de Contrat de travail et des statuts professionnels (LCT). Selon Strega (2000), il est difficile de connaître l'incidence exacte de ces lois sur le taux de chômage.

Entre temps, en 1995, les lois 24.267 régulant le statut de la petite et de la moyenne entreprise et 24.465 dite loi de promotion de l'emploi, furent sanctionnées afin d'améliorer l'application de la LNE notamment au niveau des clauses liées à l'embauche. Il reste que la plupart des lois en matière de travail sanctionnées sous Menem favorisèrent en partie les employeurs au détriment des travailleurs (Cortina, 2003).

Dans cette perspective, l'arrivée de Fernando De la Rúa au pouvoir suscita de grands espoirs. Contrairement aux attentes des travailleurs et des syndicats, plusieurs lois défavorisant les travailleurs furent sanctionnées. Nous pensons particulièrement à la loi de réforme du travail (25.250) adoptée en avril 2000¹¹². Selon Novick et Tomada (2001, p. 8), cette loi « *s'inscrit dans le même agenda de flexibilisation, reprenant et approfondissant la modification de trois aspects qui étaient essentiels au régime de travail argentin [...]* ». En

sociales, mais aussi le recul du projet de la réforme du travail. Selon Matsushita (1999), le gouvernement proposa cette stratégie de concertation sociale afin d'éviter la formation d'un front commun d'opposition syndicale.

¹¹¹ Le gouvernement et les institutions internationales persistaient à vouloir démontrer que la réforme pouvait contrer le problème du chômage en argumentant que des conditions de travail plus flexibles attireraient les investisseurs, ce qui devait générer plus de postes de travail.

¹¹² Selon Lancha (2003, p. 283), la sanction de cette loi fut le commencement de la fin du gouvernement allianciste puisque le scandale qu'elle généra en août 2000 eut des « conséquences [...] sociales mais aussi politiques. » En effet, il semble que cette loi fut sanctionnée grâce à l'achat des votes d'une dizaine de sénateurs majoritairement péronistes. Le ministre du Travail, Alberto Flamarique fut directement impliqué dans le scandale. Devant le refus de De la Rúa de sanctionner les contrevenants et d'accorder du crédit à cette histoire de corruption, le vice-président Carlos Álvarez démissionna. Ce scandale divisa l'Alliance entre le radicalisme et le Front du pays solidaire (FREPASO) (Fernández, 2002).

lien avec le contrat individuel de travail, cette loi augmenta la période de probation jusqu'à une période d'un an, précarisant ainsi la situation des travailleurs (Cortina, 2003). La période de probation ne fut rétablie à trois mois que lorsque cette loi fut dérogée et remplacée en mars 2004 par la loi 25.877 sanctionnée par le gouvernement Kirchner (Grisolia, s.d.).

3.1.2.2 Décentralisation de la négociation collective

Comme nous l'avons mentionné dans le deuxième chapitre, traditionnellement la négociation collective s'est régulée au niveau national entre une association patronale d'un secteur d'activité et le seul syndicat représentant cette branche. Cette tradition dominait la scène syndicale avant d'être renversée au début des années 90 par la nouvelle législation qui, inspirée par les thèmes dominant l'ensemble de l'œuvre de Menem (flexibiliser le système et réduire les coûts de travail), opéra une décentralisation de la négociation collective. Cette dernière sous-tendait la réorientation de la négociation collective à l'intérieur de chaque entreprise plutôt qu'au niveau de la branche d'activité (Cortina, 2003; Marshall et Perelman, 2002; Murillo, 1996).

L'argumentation des entreprises et de l'État en faveur de la décentralisation de la négociation collective se déploya en deux temps. D'une part, ils prétendaient que les privatisations et les changements dans le processus productif avaient engendré des spécificités au niveau de l'entreprise dont la négociation collective régulée au niveau du secteur d'activité ne pouvait rendre compte. Comme le soulignent Novick et Tomada (2001, p. 16),

la tendance à réaliser les négociations dans le milieu de l'entreprise fut une des dynamiques les plus claires de la période (1991-1999) et ce comportement fut assez homogène pour presque tous les secteurs. Sur les 1598 accords signés dans la période 1991-1999, dans la première période 1991-1994, 62,5% était par branche ou activité, dans le second laps 1995-1999, 76,6% était par entreprise et seulement 23,3% l'était par branche ou activité.

Ils précisent que la négociation collective par entreprise s'effectua principalement dans les entreprises privatisées et celles ayant reçu des investissements directs étrangers.

D'autre part, ils avançaient que *l'ultra-activité*¹¹³ des accords inhérente à la négociation collective par branche d'activité favorisait les organisations syndicales en ce qui concerne la fixation des clauses salariales et des conditions de travail. *L'ultra-activité*, perçue comme un carcan rigide et un frein au libre développement du marché fut un élément que la décentralisation de la négociation collective tendait à supprimer (Bunel, 1991; Marshall et Perelman, 2002; Murillo, 1996). En 1995, *l'ultra-activité* fut éliminée dans les PME, puis elle fut totalement éradiquée par la loi 25.250/2000 de De la Rúa pour être réhabilitée en 2004 par le gouvernement Kirchner (loi 25.877).

Marshall et Perelman (2002, p. 11-12) indiquent que « *les nouvelles régulations convergèrent vers l'affaiblissement du pouvoir syndical et l'émergence de nouvelles formes d'organisation du travail.* » Elles précisent que ces changements ne sont pas nécessairement dus à la seule décentralisation de la négociation collective. Dans cette perspective, Murillo (1996, p. 153) attribue cette détérioration de la « *capacité de négociation des syndicats* » aux privatisations et de façon plus générale, à l'ouverture des marchés économiques.

3.1.2.3 Dérégulation du système des œuvres sociales

S'articulant au système de sécurité sociale, les œuvres sociales ne se portaient guère mieux que l'ensemble du dispositif de santé à l'arrivée de Menem au pouvoir. Les œuvres sociales se trouvaient alors fragilisées par le régime militaire de 1976-1983, par l'atténuation du rôle et du budget étatique dans le secteur de la santé ainsi que par une mauvaise gestion des instruments les régulant. C'est dans ce cadre que le système des œuvres sociales fut sujet à être encadré par la loi. Une commission fut d'abord mise sur pied par la loi 23 696/89 afin d'évaluer les possibilités de rétablissement du système et les moyens à déployer à cette fin.

¹¹³ *L'ultra-activité* implique que tant qu'une nouvelle convention collective n'est pas signée, les conditions déterminées préalablement par l'ancien accord doivent subsister.

Cette opération ne remporta pas de succès significatif (Strega, 2000). Un projet de réforme des œuvres sociales fut proposé en janvier 1992 (Bosoer et González, 1999). Bien que la dérégulation des œuvres sociales ne fut effective qu'en 1997, tout fut mis en œuvre dès 1991 pour orienter les décrets en ce sens afin de favoriser l'investissement privé dans le secteur de la santé (Novick et Tomada, 2001).

C'est ainsi que les syndiqués furent autorisés à choisir annuellement l'œuvre sociale avec laquelle ils voulaient transiger (Novick et Tomada, 2001). La nouveauté de cette décision fut qu'elle instaura un principe de concurrence entre les diverses œuvres sociales syndicales¹¹⁴, mais aussi avec les entreprises de médecine privées¹¹⁵. Pour permettre aux entreprises d'affronter la concurrence, un programme de reconversion des œuvres sociales financé par la BM fut mis sur pied par le ministère de la Santé. Les fonds accordés par ce programme permirent la privatisation de bon nombre d'œuvres sociales. Quant à la concurrence, elle engendra la fusion, la restructuration et la dissolution de plusieurs autres (Strega, 2000). Afin de rester dans la compétition, les œuvres sociales syndicales existantes n'eurent pas d'autre choix que de lutter pour garantir la qualité des services offerts à leurs membres. De même, ce processus engendra une rupture non seulement au niveau du monopole syndical dans la santé, mais également avec l'idée première de solidarité.

Certaines caractéristiques des années 90 ne firent qu'accentuer le désastre organisationnel de ces institutions. Novick et Tomada (2001) réfèrent entre autres à certaines politiques d'ajustement fiscal et à la hausse des tarifs liés à la santé. Murillo (1996) mentionne également la diminution des apports patronaux aux œuvres sociales mise en œuvre par un décret en 1994 et en 1998. De même, la baisse des salaires, l'augmentation du chômage et du travail au noir impliquent une réduction importante des cotisations des syndiqués servant le système de santé. Novick et Tomada (2001, p. 18) soulignent que ces éléments affectèrent la « *redistribution sociale exercée par l'État.* » Peñalva (2003, p. 99)

¹¹⁴ Selon Novick et Tomada (2001, p. 18), « *En 1996, il y avait près de 300 œuvres sociales nationales, desquelles près de 200 étaient syndicales, qui couvraient presque un quart de la population (22,8%) [...].* »

¹¹⁵ Certaines de ces dernières existent depuis une vingtaine d'années afin de combler les besoins des personnes exclues des milieux de travail syndiqués : femmes restées à la maison, travailleurs autonomes, etc. (Strega, 2000).

renchérit en précisant que « la perte de moyens de financement [des œuvres sociales] est estimée à 3 milliards de dollars par an - de 1994 à 1999 [...]»

3.2 Multiplicité et diversité des crises

Bien que déjà en cours de transformation, la façon de prendre des décisions, ainsi que les structures économiques, du marché de l'emploi et du système de sécurité sociale, entre autres, fut fortement affectée par l'effet conjugué de l'ensemble des réformes et politiques nationales mises en œuvre, des tendances récessives de l'économie nationale et de l'intégration accélérée du pays au processus de mondialisation.

3.2.1 Débâcles économiques

Selon les tenants de la théorie néo-classique libérale, l'ensemble des mesures du plan de réajustement devait de façon générale améliorer la compétitivité du pays sur le plan international. Dès le début de la décennie, la dollarisation de l'économie produisit à court terme les effets escomptés, c'est-à-dire qu'elle permit la diminution du processus inflationniste et relança l'activité économique¹¹⁶. De plus, l'important flux de capitaux des investissements étrangers, facilités par la libéralisation économique et financière ainsi que par la vente des entreprises publiques, renfloua les coffres de l'État de plusieurs milliards de dollars. Il permit également une certaine croissance économique, notamment par le biais de l'augmentation de la consommation et du crédit ainsi que par la réduction de la dette publique.

¹¹⁶ Selon des données parues dans *Le monde*, le 13 mai 1995 : « le taux d'inflation chute de 4512% en 1989 à 3,9% en 1994; la production augmente annuellement de 5 à 6% et le PNB double pratiquement de 1989 à 1995. » (Lancha, 2003, p. 260)

Certes, la stabilité et l'expansion économique que vécut le pays particulièrement entre 1991 et 1994, aux antipodes de la décennie antérieure, laissèrent certains croire à un miracle économique et firent déclarer au FMI que l'Argentine était un élève modèle. De plus, ce retournement de situation inédit réussit à convaincre les électeurs que le tournant néolibéral était peut-être en fin de compte la bonne voie à suivre et ils reconduirent Menem au pouvoir aux élections présidentielles de 1995¹¹⁷ (Armony, 2004). Néanmoins, dans les faits, la situation était contrastée. L'apparent rééquilibre de la situation économique à partir de 1991 cachait la fragilité des finances publiques. La balance commerciale négative qui résulta de cette période faste fut l'un des principaux facteurs contribuant à les détériorer radicalement.

Les investissements étrangers se concentrèrent essentiellement autour des multinationales et de quelques secteurs privilégiés de l'économie nationale¹¹⁸. Suite à la modernisation dans certains cas de leurs modes de production, ces derniers virent leur productivité et leur compétitivité s'accroître substantiellement en même temps que leurs profits¹¹⁹. Cependant, cette conjoncture est loin de représenter la réalité de l'ensemble de l'économie nationale, qui ne profita que d'une croissance ténue (Fajn, 2003). Cette dernière se fragilisa par ailleurs peu à peu (Bonnet, 2002). En effet, malgré la hausse de la productivité des secteurs traditionnels (industrie, agriculture), les exportations s'y rattachant¹²⁰, soumises aux fluctuations du marché international, furent peu rentables si nous tenons compte de l'ouverture des marchés.

¹¹⁷ Dans la course électorale contre José Bourdon du FREPASO, Menem remporta avec 50 % des suffrages (Lancha, 2003).

¹¹⁸ Parmi ces secteurs privilégiés, Bonnet (2002) mentionne l'industrie des fertilisants ainsi que les complexes huiliers et lactés.

¹¹⁹ Selon Sili (2003, p. 222), « La modernisation et les profits les plus importants se firent au bénéfice des fonds de pension (8 600 millions de dollars de commissions), des banques, des assurances, de l'immobilier, de la téléphonie, des péages routiers les plus utilisés, des centres commerciaux, des quartiers fermés et sécurisés : tous services majoritairement urbains financés sur la dette extérieure. » Il ajoute que « ce processus de développement de services financiers liés à la consommation ne produisit pas les ressources nécessaires au remboursement de la dette publique et privée. »

¹²⁰ Selon un document de travail du *Centro de Estudios para el Desarrollo* paru en août 2000 : « Entre 1989 et 1999, les exportations totales argentines augmentèrent de 88,7% [...]; la participation de l'industrie dans ces exportations, pour sa part, déclina légèrement (de 31% en 1989 à 28% en 1999). » (Bonnet, 2002, p. 68)

Malgré la perte de compétitivité des exportations argentines et les faibles revenus qu'elles rapportaient, le niveau des importations s'accrût massivement ¹²¹. D'une part, la libéralisation de l'économie et la dérégulation des marchés firent tomber les barrières aux importations. D'autre part, les PME ou même de grandes entreprises nationales, voulant concurrencer les bas prix des grandes transnationales, se mirent à importer une grande quantité de savoirs-faire (brevets), de technologies, d'infrastructures, etc. (Almeyra, 2004; Zacharie, 2003). Dans bien des cas, les entreprises ne purent survivre à de telles dépenses¹²². En ce sens, l'économie locale stagna et nombreuses furent les entreprises contraintes de fermer leurs portes.

Ce déséquilibre entre les importations et les exportations mena rapidement à une balance commerciale déficitaire. S'ajoutèrent à cela le paiement de redevances pour les brevets, l'absence de revenus due à la réforme du régime de retraite, une importante sortie de capitaux imputable au rapatriement des dividendes et des profits par les maisons-mères des grandes transnationales, les évasions fiscales, etc. Toutes ces raisons accrurent dangereusement le déficit budgétaire du pays qui se trouvait de plus en plus confronté au manque de capitaux et de liquidité. Dès le milieu de la décennie, l'endettement extérieur augmenta fortement. La situation économique et l'endettement du pays devinrent de plus en plus tributaire du financement extérieur et des flux de capitaux étrangers investissant dans l'économie nationale (Quenan, 2003; Salama, 2003; Zacharie, 2003).

Tendant ainsi à osciller selon le cours des marchés financiers, l'économie nationale, déjà instable, subit les contrecoups des crises financières internationales qui se chevauchèrent successivement à partir de 1995¹²³. La spéculation et les soubresauts vécus par le pays générèrent la méfiance des marchés financiers, ce qui occasionna à partir de 1997 une

¹²¹ Pour la même période, « [...] les importations augmentèrent de 526%» (Bonnet, 2002, p. 68).

¹²² Le coût des investissements influa à la hausse le prix du produit sur le marché, ce qui se répercuta sur les ventes (Fajn, 2003).

¹²³ Nous nous référons ici aux crises qui frappèrent le Mexique (fin décembre 1994), l'Asie (1997), la Russie (1998), le Brésil (1998-1999) et la Turquie (2000).

importante fuite des capitaux¹²⁴ affaiblissant les banques argentines et l'activité économique en général. C'est ainsi qu'à partir de juillet 1998, le pays entra dans une période de récession.

Dans ces conditions récessives, les primes de risque augmentèrent radicalement les taux des intérêts des emprunts. Cette hausse des taux d'intérêt ainsi que la surévaluation du peso par rapport au dollar triplèrent le niveau d'endettement du pays entre 1992 et 2000¹²⁵ (Zacharie, 2003, p. 77). Afin de réduire le déficit fiscal qui se creusait et d'arriver à échéance dans ses paiements, le pays sollicita de nouveaux prêts auprès des institutions financières internationales, lesquels lui furent accordés conditionnellement à l'octroi de nouvelles mesures d'austérité¹²⁶.

Malgré la situation économique et sociale vacillante ainsi que les fortes attentes populaires suite aux élections présidentielles d'octobre 1999¹²⁷, le nouveau président Fernando De la Rúa (1999-2001), appuyé par Domingo Cavallo, persévéra dans la lignée du modèle néolibéral en adoptant les mesures d'austérité recommandées, en les maintenant et même selon Fajn (2003), en les approfondissant. Bien que ces mesures visant le « déficit zéro » permirent une réduction du déficit fiscal de « 7 milliards cent millions à 4 milliards 7 cents millions » (Lancha, 2003, p. 283), elles accentuèrent la précarité de la situation et ne

¹²⁴ Ces quelques chiffres permettent de comprendre l'ampleur du phénomène. Selon Zacharie (2003, p. 78), « [...] la libéralisation financière a facilité une fuite massive des capitaux argentins hors du pays : entre 1993 et 2000, les résidents argentins ont placé 57 milliards de dollars à l'étranger. Si on ajoute les fuites frauduleuses et les sorties massives enregistrées au cours de 2001, l'estimation de la fuite des capitaux atteint 120 milliards de dollars en 10 ans. Ajoutés aux 38 milliards de déficit commercial, ces sorties n'ont pu être compensées par les entrées de 63 milliards de dollars de capitaux étrangers enregistrées durant la même période. »

¹²⁵ Les chiffres concernant la dette extérieure varient selon les sources et selon les facteurs pris en considération. Nous retiendrons pour l'exercice l'évaluation de Zacharie (2003, p. 78-79) qui évalue que la « [...] dette extérieure passe de 87 à 145 milliards de dollars entre 1995 et 2001. » La plupart des autres données semblent entrer approximativement dans ce créneau.

¹²⁶ Parmi ces mesures d'austérité, notons d'importantes coupures au niveau des dépenses publiques (politiques sociales, salaires de fonctionnaires, retraites, matériels reliés à la santé et à l'éducation, etc.), une majoration des impôts, l'approbation de lois flexibilisant le marché du travail, etc.

¹²⁷ La précarité du contexte économique et politique mena à une victoire du candidat de l'Alliance (coalition de l'UCR et du FREPASO) avec 48,5% des voix. Fernando De la Rúa fut porté au pouvoir le 10 décembre 1999. Il s'engagea à enrayer la corruption, à implanter la transparence au niveau des institutions et promit une amélioration de nature économique (Lancha, 2003).

parvinrent pas à régler la question du déficit ni celle du défaut de paiement (Teubal et Rodríguez, 2001).

L'endettement fulgurant, la crise de liquidité des banques¹²⁸, la dépression économique, la surévaluation du peso par rapport au dollar, le fort taux de chômage et la paupérisation de la population, bref, la perte totale de contrôle sur les finances publiques mena tranquillement, mais sûrement à un désastre économique et financier. Suite à l'imposition du *corralito*¹²⁹ institué au début du mois de décembre 2001 par le gouvernement de De la Rúa afin d'échapper à une banqueroute financière imminente (Armony, 2004), à la fuite de nombreuses banques ainsi qu'au refus du FMI d'octroyer d'autres prêts, l'enlisement économique et financier dégénéra en une crise¹³⁰ ouverte et multidimensionnelle (économique, sociale, politique, institutionnelle, syndicale).

3.2.2 Fragmentation de l'univers du travail

Au niveau du marché du travail, il faut mentionner que le fordisme et le taylorisme, assises organisationnelles et institutionnelles du marché et du travail jusqu'aux années 70, étaient déjà passablement altérés, laissant d'ores et déjà l'espace disponible à l'expansion du secteur tertiaire et à une réorganisation du travail motivée notamment par l'intégration du pays au processus de mondialisation (nouvelles techniques, délocalisations, etc.) (Novick et Tomada, 2001). Dans ce cadre, la dérégulation du marché devait stimuler l'emploi, augmenter la croissance et les salaires. Or, le constat des principaux auteurs n'est guère

¹²⁸ Plusieurs facteurs menèrent à la chute des réserves de change : retrait massif des dépôts par méfiance, fuite de capitaux, évasion fiscale, la population appauvrie épargne moins d'argent, les dettes sont plus difficilement remboursables, etc.

¹²⁹ Le *corralito* limita le montant d'argent que pouvaient retirer les concitoyens de leur compte bancaire. Cette mesure «[...] visait à enrayer les sorties massives de dépôts [...]» (Quenan, 2003, p. 39) Cette loi toucha directement les classes moyennes dans leur vie quotidienne et ces dernières y réagirent vivement. C'est à partir de ce moment, qu'elles apparurent dans les manifestations et les protestations (Armony, 2004; Ortemberg, 2003).

¹³⁰ La situation économique se corsa au début de 2002. Eduardo Duhalde, alors président intérimaire, abandonna la convertibilité, ce qui engendra une dévaluation majeure du peso. De plus, on assista à une reprise de l'inflation dans le cadre d'une récession et d'un manque de liquidité toujours plus acerbe. Selon Quenan (2003), on ne tenta de juguler la crise qu'à partir de mai et juin 2002.

réjouissant : augmentation du taux de chômage, de sous-occupation et du travail informel, détérioration des conditions de travail, précarisation de l'emploi, hausse de la pauvreté et de l'exclusion. Bref, les années quatre-vingt-dix furent celles d'un important morcellement du monde du travail.

Le pays fut en effet confronté à des taux inédits de chômage. Afin d'illustrer la situation, Novick et Tomada (2001, p. 11) précisent « *qu'en 1975, le taux de chômage était de 4%, à la fin des années 80, ce taux montait à 8,1% et à la fin des années 90, il atteignait 15% avec un point culminant en 1995 de 18,6% de chômage.* » Au plus fort, le taux de chômage avait plus que doublé par rapport à la fin des années 80.

La désindustrialisation et la réorientation de l'industrie vers les services peuvent expliquer en partie l'augmentation croissante du taux de chômage depuis la fin des années 70, mais ne justifie en rien la montée fulgurante des années 90 (Godio, 2000, t. 2). Selon Duarte (2001), cette dernière est partiellement attribuable lors de la période 1990-1993, aux politiques de rationalisation du personnel préalables et postérieures aux privatisations dans les entreprises étatiques (retraits volontaires, licenciements, retraites anticipées, etc.). Slutzky, Di Loreto et Rofman (2003) font remarquer que l'augmentation du nombre de chômeurs durant les années où l'économie fut fragilisée par les crises financières étrangères (1995-1999), est davantage attribuable aux coupures dans les entreprises privées (pour restreindre les coûts de production et améliorer la compétitivité) ainsi qu'à la fermeture de centaines de milliers d'entreprises (surtout des PME). Dans les années quatre-vingt-dix, le chômage en Argentine se caractérisa par deux éléments : l'augmentation de sa durée moyenne (6 mois et plus) (Slutzky, Di Loreto et Rofman, 2003) ainsi que son expansion auprès de nouvelles couches de la population (Peñalva, 2003) dont les classes moyennes qui tendirent par ailleurs à perdre leur statut.

Un autre point majeur relevé par la plupart des spécialistes est la précarisation des conditions de travail. Cette précarisation se manifeste sous plusieurs formes. D'une part, elle se traduit par une augmentation du travail atypique, c'est-à-dire beaucoup plus de

contractuels, de travailleurs autonomes et de sous-traitance. Elle sous-entend également davantage de sous-occupation soit plus de travailleurs à temps partiel. Armony (2004, p. 95) ajoute qu'en 1996, la croissance du sous-emploi touche 13,6% de la population active salariée.

Un phénomène significatif quant à la précarisation des conditions de travail est l'augmentation du travail informel. Le travail au noir, qui n'était au début qu'une pratique « *de survie occasionnelle* » (Novick et Tomada, 2001, p. 13), s'est transformé lors de la dernière décennie en véritable fléau. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : « *en 1975, on notait 17% de travailleurs au noir, en 1989, 27,2% et en 2000, 39% de la population argentine travaillait au noir.* » (Novick et Tomada, 2001, p. 11 et 12) De plus, ces travailleurs informels gagnent de moindres salaires.

Par ailleurs, le travail atypique implique la perte de certains avantages sociaux tels que l'indemnisation en cas de congédiement et l'attribution de gains annuels supplémentaires. De même, tout comme les travailleurs informels, ils ne bénéficient pas de la protection sociale (assurances couvrant les médicaments, les accidents, l'invalidité, pensions de vieillesse, etc.) normalement attribuée aux travailleurs et à leur famille. Selon *l'Instituto Nacional de Estadística y Censos* (INDEC), en 2002, 36,5% de la population argentine n'était pas couverte par une couverture médicale et « 67,2% de la population active se trouveraient exclus du régime de retraite. » (Peñalva, 2003, p. 99)

La précarisation des conditions de travail s'exprima également par la chute des salaires réels. Plusieurs causes sont invoquées dont la dévaluation (Fajn, 2003) et la non-distribution aux travailleurs des bénéfices engendrés par les entreprises (Duarte, 2001). Selon une étude comparative rapportée par Novick et Tomada (2001), les données démontrent que le revenu moyen en 1990 avait diminué de 51% par rapport à celui de 1974¹³¹. Lors de la comparaison 1974-1997, une réduction de 32% est relevée. Duarte (2001) précise que le salaire moyen

¹³¹ Il est important de souligner que la diminution la plus importante (45%) s'est effectuée durant la dernière dictature militaire (1976-1983) (Novick et Tomada, 2001, p. 13-14).

s'est accru dans la période 1993-1994 en raison de la récupération de l'économie par rapport à 1989-1990, mais qu'il s'est par la suite stabilisé jusqu'en 1998.

L'amalgame des éléments énumérés précédemment combiné à l'application de politiques néolibérales exacerbées (augmentation du coût de certains services dans le cadre des privatisations, coupures dans les dépenses publiques notamment auprès des programmes sociaux et des subventions gouvernementales accordées aux nécessiteux, réformes opérées au niveau de divers systèmes de sécurité sociale, dont les pensions et les œuvres sociales) paupérisa graduellement le pays. Il est difficile de fournir des données précises quant au degré exact de pauvreté et d'indigence pendant cette période en Argentine, car les chiffres varient grandement selon les sources et les facteurs pris en considération dans le calcul. En 2001-2002, sur une population totale d'environ 37 millions d'habitants, on évalue entre 14 millions et 21 millions d'Argentins détenant un revenu familial se situant au-dessous du coût du panier familial (évalué à 1200 pesos par mois). Parmi eux, entre 5 et 10 millions de personnes vivaient dans l'indigence, c'est-à-dire qu'ils subsistaient avec moins de 480 pesos par mois par famille. Au cours de la décennie, la situation fut particulièrement critique pour les retraités qui durent survivre avec les très faibles revenus de leur pension. De plus, particulièrement entre 2000 et 2002, on vit une forte proportion de la classe moyenne (composée de travailleurs qualifiés et professionnels, d'enseignants, travailleurs des PME, etc.) rejoindre les rangs des pauvres.

Indéniablement, la bipolarisation sociale s'accrut au niveau national, c'est-à-dire que l'écart dans la répartition des revenus des plus fortunés et des moins nantis s'accrut. D'après l'INDEC, en 2001, 10 % des plus riches de l'ensemble des Argentins détient 37,3% du revenu national alors que 10% des plus pauvres se contente de 1,3% du revenu, « soit un ratio de 28,7%; en 1991 ce ratio était de 16,7%. » (Peñalva, 2003, p. 99-100) Cette situation favorisa le développement de l'exclusion non seulement au niveau du marché du travail, mais aussi au niveau de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, etc. (Peñalva, 2003).

Bien sûr, certains programmes sociaux (dont les plans *Jefes y jefas de Hogar*) furent instaurés, mais il semble qu'ils n'eurent pas l'efficacité escomptée pour résoudre le problème du chômage (Duarte, 2001). Face au manque de ressources des plus démunis, un énorme réseau de solidarité fut créé notamment grâce à l'Église et aux associations sans but lucratif.

3.2.3 Crise politique et institutionnelle

Il est important de considérer certains des aspects politiques de la crise, car ils influencèrent de façon générale le comportement des mouvements sociaux et de la population civile face aux syndicats. Bien que cette crise fut accentuée par le passage de l'Alliance au pouvoir entre 1999 et 2001, il semble que des éléments antérieurs, semés entre autres par le passage de Menem, préparèrent le terrain de la « *fragmentation politique* » (Novaro, 2002, p. 339). Brièvement, on peut mentionner que des facteurs tels que les promesses électorales non tenues, le cadre généralisé de corruption¹³² politique et institutionnelle (Ortemberg, 2003), la division interne au sein de l'Alliance, leur mauvaise gestion des décisions et des stratégies (Novaro, 2002) face à une crise macroéconomique prenant de l'expansion, générèrent de grandes déceptions chez la population à l'égard des partis politiques.

En effet, l'attitude du gouvernement allianciste alimenta la perception que l'État ne prenait pas en compte les problèmes et demandes de la population. Les citoyens, indignés et mécontents, perdirent confiance dans le système politique et ses institutions et plus que jamais, les remirent en cause et les questionnèrent. De façon générale, gouvernement, partis

¹³² Les esclandres impliquant le gouvernement Menem et ses institutions ont commencé à éclater dans les médias en 1996. (Godio, 2000, t. 2) Son gouvernement fut soupçonné d'avoir détourné une bonne part des revenus provenant des privatisations (Ortemberg, 2003; Kalfon, 2003) et des fonds sociaux destinés aux plus démunis (Lancha, 2003) à des fins de corruption. Le président fut également entouré d'une aura d'immoralité plus générale. Celle-ci réfère notamment aux inquiétudes des citoyens relativement à une possible implication du gouvernement dans l'utilisation de l'argent provenant des milieux de la drogue et du commerce illégal d'armes. Institutionnellement, plusieurs aspects furent controversés et questionnés: grand nombre de décrets, membres corrompus de la Cour Suprême de Justice (Van Eeuwen, 2003), Congrès se pliant aux projets du pouvoir exécutif (Del Frade, 2004), implication de la police de la province de Buenos Aires dans l'affaire de l'assassinat du journaliste José Luis Cabezas (Godio, 2000, t. 2), etc. Bref, sous Menem, les Argentins assistèrent à un manque flagrant de probité. Ils furent encore plus déçus lorsqu'éclata l'affaire de l'achat des votes pour la loi de la réforme du travail sous De la Rúa puisque ce dernier avait mené une forte campagne anti-corruption.

politiques, système judiciaire, institutions, organisations syndicales, cliques patronales étaient discrédités et en perte de légitimité.

Le rejet massif de la politique et de l'ensemble des institutions par la population se traduisit de multiples façons. Il se concrétisa d'abord par une forte proportion de votes en blanc lors des élections législatives d'octobre 2001, par un retour en force des péronistes à la Chambre des députés et au Sénat lors de ces mêmes élections (Fernández, 2002, p. 10), et surtout, par les événements du 19 et 20 décembre 2001¹³³ où le mot d'ordre scandé par les citoyens fut « qu'ils s'en aillent tous » en faisant référence aux membres du gouvernement de De la Rúa qu'ils rejetaient. De fait, le 19 décembre au soir, Domingo Cavallo, ministre de l'Économie, donna sa démission qui fut suivie, dès le lendemain, de celle du président De la Rúa. À partir de ce moment, et ce, jusqu'à l'élection du péroniste Néstor Kirchner en 2003, on assista en très peu de temps à une succession impressionnante de présidents intérimaires¹³⁴, ce qui accentua la crise de gouvernabilité entamée en 2000 suite à la démission du vice-président Carlos Alvarez liée au scandale de l'achat de votes pour l'approbation de la loi de réforme du travail.

¹³³ Alors que le contexte économique et politique se dégradait, le mécontentement général dégénéra en véritable crise sociale. Afin de se prononcer officiellement sur la confusion et le chaos social environnant, le président De la Rúa déclara lors d'une allocution prononcée dans la nuit du 19 décembre, l'instauration d'un état de siège d'une durée d'un mois, prétendant devoir sévir envers les dissidents et les contestataires à l'origine des saccages et de l'agitation sociale (Lancha, 2003). Il n'en fallut pas plus pour que la population se précipite dans les rues de Buenos Aires et des autres grandes villes de l'Argentine (Gonzalez Aleman, 2003). A Buenos Aires, une foule imposante de manifestants frappant sur des casseroles et sur des instruments de cuisine, se rendit spontanément devant les scènes où s'étaient déjà déployés traditionnellement les principaux enjeux historiques en Argentine, c'est-à-dire la Place de Mai, l'Obélisque et la Place du Parlement (Ortemberg, 2003). Par ailleurs, des *cacerolazos* eurent également lieu dans la plupart des grandes villes argentines, les protestataires marchant cette fois jusqu'aux endroits représentant le pouvoir (Gabetta, 2003). Armony (2004, p. 149) précise que « les *cacerolazos*, quoique spontanés et généralement pacifiques, se sont avérés un moyen de contestation citoyenne extrêmement puissant, si bien qu'ils ont été un facteur décisif dans la chute du gouvernement de l'*Alianza*. » Cette pratique permet de clamer haut et fort la colère et l'injustice dont ils se sentent les victimes. Se tenir debout symbolise une revendication à la dignité et évite de rester le simple observateur d'une situation non souhaitée. Or dans le contexte d'un État assiégé, le *cacerolazo* traduit un « haut niveau de désobéissance civile ». (Gonzalez Aleman, 2003, p. 164) En ce sens, « le *cacerolazo* est [...] présenté comme étant l'expression de la véritable et authentique citoyenneté argentine, celle qui a la légitimité de s'exprimer, celle qui crée les événements historiques, dans la lignée de la tradition libérale argentine. » (Gonzalez Aleman, 2003, p. 161)

¹³⁴ Nous faisons référence à Ramón Puerta (2001), Adolfo Rodríguez Saá (2001-2002), Eduardo Camaño (2002), Eduardo Duhalde (2002-2003).

3.2.4 Modifications des représentations des formes de l'action collective

Historiquement, l'action collective s'est surtout définie autour des syndicats, qui outre les groupes de défenses de droits humains, formaient alors le principal mouvement social en Argentine. Nombreux sont ceux qui ont abordé et défini le syndicalisme comme le principal mouvement social du 20^e siècle. Malgré plusieurs théories, dont celles d'Alain Touraine (1980), d'Offe (1985) ou de Kochan (1988) qui considèrent que le syndicalisme ne constitue plus un mouvement social (Bellemare et al., 2004), nous l'envisagerons pour notre part comme tel. En effet, comme l'estiment Carrera et Cotarelo (2001), les formes de luttes syndicales telles que la grève existent toujours et malgré le recul du rôle du syndicalisme, elles ne furent pas remplacées par les manifestations des autres mouvements sociaux. De plus, selon ces auteurs (2001, p. 48), il ne faut pas sous-estimer « *l'importance qu'ont les salariés et l'organisation syndicale dans les protestations développées en Argentine.* » De fait, au fil du temps et selon le contexte, les organisations syndicales avaient pris à cœur plus que la simple défense des conditions de travail des travailleurs.

Or, dès le milieu des années 90 et surtout suite aux événements de 2001, on assista à une multiplication des « nouveaux » mouvements sociaux. Fernández (2002, p. 26) remarque que « [...] depuis les années 70 on n'avait pas vu s'édifier une telle quantité et qualité d'organisations de la société civile [...] ». Pensons aux *piqueteros*, aux mouvements d'entreprises récupérées, aux nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) à caractère social qui virent le jour durant cette période, au développement de réseaux locaux, aux assemblées de quartier, à l'accroissement des expériences de vie associatives (jardins communautaires, club de troc, coopératives, etc.), etc. Tel que l'auteur (Fernández, 2002, p. 26) le relève, presque toutes ces expériences visaient à « *dépasser les difficultés économiques.* »

Décus des syndicats, qui comme nous le verrons de façon plus détaillée dans le prochain chapitre, n'échappaient guère à la « délégitimation » généralisée des institutions, les participants à la mobilisation sociale se détachèrent progressivement de l'action syndicale

traditionnelle. Dans l'espoir de trouver des réponses à leurs aspirations et à leurs revendications, les protagonistes se tournèrent vers ces nouveaux espaces sociaux et politiques, favorisant ainsi le recul du rôle du syndicalisme sur la scène de la revendication et de la contestation (Zibechi, 2004; Fajn, 2003; Rebón, 2004).

Regroupés autour des « nouveaux mouvements sociaux », les intervenants expérimentèrent diverses formes et types d'action collective, élargissant ainsi le répertoire traditionnel d'actions collectives. En plus de l'importance des mobilisations et des protestations sociales, et plus spécifiquement de la participation massive de la classe moyenne paupérisée aux protestations¹³⁵, les auteurs remarquent une recrudescence de recherche d'autonomie dans l'organisation des mouvements sociaux par rapport à toute structure partisane ou syndicale, l'exploration des formes de démocratie semi-directe ou directe et des processus participatifs, la revalorisation de l'éducation populaire, etc.

Il est important de spécifier que certaines des pratiques sociales et politiques qui nous semblent de prime à bord inusitées, ne sont pas tant nouvelles que ressorties des « boulamites », utilisées plus massivement et différemment, avec d'autres objectifs de dénonciation ou de revendication. Par ailleurs, plusieurs des nouvelles pratiques furent inspirées ou même empruntées aux actions collectives normalement attachées aux syndicats. Outre le *piquete*, le cas des entreprises récupérées est un exemple patent.

¹³⁵ Une des particularités de l'histoire des mouvements sociaux en Argentine est le rassemblement populaire engagé comme contestation à l'ordre économique ou politique établi. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, la deuxième moitié du 20^e siècle fut témoin des rassemblements populaires initiés à l'intérieur de luttes politiques. Les Argentins ont une relation intime de contestation avec les sites historiques tels que la Place de Mai à Buenos Aires. Cet espace public, symbole de la lutte contre le pouvoir, reste définitivement un lieu où les manifestations de toutes sortes ont trouvé un sens au cours des vingt dernières années. L'occupation en masse de l'espace public par le peuple constitue une représentation culturelle de participation à la politique (Gonzalez Aleman, 2003). L'investissement des endroits publics par la population est donc une longue tradition en Argentine.

En effet, l'idée de former des coopératives¹³⁶ ou encore l'occupation d'une entreprise par ses travailleurs n'est pas nouvelle. Dans les cas d'occupation étant survenus entre 1958 et 1990, les auteurs dénotent le caractère isolé, offensif, idéologique et syndical de la pratique. L'occupation était alors principalement utilisée comme stratégie de négociation afin d'améliorer les conditions de travail ou pour protester contre des licenciements¹³⁷. De façon plus globale, l'occupation fut utilisée à des fins de revendications politiques auprès du gouvernement, comme ce fut le cas sous le règne de Cámpora et d'Isabel Perón. Or, lors des années quatre-vingt-dix, les occupations furent plus massives et clairement opérées à partir d'un mode défensif de survie et de préservation du poste de travail (Fajn, 2003; Almeyra, 2004; Magnani, 2003). Outre quelques exceptions, la démarche de l'occupation n'émane plus des syndicats.

Bref, en plus du détachement dans l'action collective aux syndicats et partis politiques, l'adoption de ces nouveaux comportements et l'existence de nouveaux référents symboliques firent en sorte que ces acteurs sociaux redéfinirent non seulement leurs représentations de l'action collective normalement associée à l'action syndicale traditionnelle mais aussi, dans plusieurs cas, de leur rôle de travailleur et de citoyen.

En résumé, les années quatre-vingt-dix furent le lieu d'importants changements sociétaux. L'intégration du pays au processus de la mondialisation, l'approfondissement du modèle néolibéral par l'entremise des nombreuses réformes structurelles et législatives opérées par Menem et ses successeurs ainsi que les tendances récessives de l'économie nationale transformèrent littéralement l'Argentine. Cet amalgame d'éléments mena entre autres à l'augmentation du chômage, du travail au noir et de la pauvreté ainsi qu'à la

¹³⁶ Datant de la fin du 19^e siècle (1884), les coopératives furent régulées par la loi (11.388) en 1936. Slutzky, Di Loreto et Rofman (2003) soulignent l'augmentation substantielle du nombre de coopératives de travail dans les années 90, nombre qui est estimé autour de 1200 vers la fin de la décennie. Les auteurs (2003, p. 8) ajoutent que « [...] cette donnée en elle-même n'est pas très représentative, dû à ce qu'elle inclut un nombre indéterminé de coopératives inactives. »

¹³⁷ Une des premières expériences d'occupation répertoriée par Magnani (2003) est celle d'un établissement de réfrigération (Lisandro de la Torre) en 1958. Néanmoins, la plupart des auteurs réfèrent aux expériences liées au Plan de lutte de Vador (occupations de moins de 24 heures, sans autogestion de la part des travailleurs) et plus tard, au syndicalisme de classe. Pour une histoire plus approfondie des entreprises sous contrôle ouvrier dans le monde et en Argentine, voir Magnani, 2003, p. 29 à 36.

précarisation des conditions de vie et de travail de nombreux Argentins. En plus de la fragilisation de l'économie et de la situation socio-économique de l'ensemble de la population, de quelques scandales et affaires scabreuses éclaboussant le gouvernement et de certaines institutions, l'inefficacité des réponses face aux demandes des citoyens mena peu à peu à une dérive multidimensionnelle. C'est ainsi que se généralisa une insatisfaction de la population à l'égard de l'ensemble des institutions (partis politiques, Cour de justice, syndicats, etc.) et que surgit un questionnement par rapport à leur rôle, un attachement à de nouveaux mouvements sociaux, l'adoption de nouveaux comportements ainsi que des solutions alternatives.

CHAPITRE IV

LE SYNDICALISME ARGENTIN FACE À LA CRISE GÉNÉRALISÉE

L'ensemble du corpus bibliographique référant aux transformations sociales opérées lors des années quatre-vingt-dix dénote, parallèlement à l'éclosion de nouveaux mouvements sociaux, un recul marqué du rôle du syndicalisme traditionnel par rapport à l'ensemble des organisations sociales dans les luttes politico-sociales réalisées alors. Comment ce recul peut-il s'expliquer? Que s'est-il passé? Nous tenterons de le comprendre d'abord en résumant les crises auxquelles le syndicalisme argentin fut confronté, puis en analysant de plus près les réactions et les réponses des principaux protagonistes syndicaux face à cette crise généralisée. Nous serons plus à même de comprendre les répercussions qu'eut la nature particulière du contexte argentin sur le syndicalisme.

4.1 Crise du syndicalisme argentin

Suite à l'analyse de l'ensemble des éléments et des événements survenus lors des années quatre-vingt-dix et au tout début du XXI^e siècle, nous constatons que le syndicalisme fut fortement ébranlé. Généré tant par des aspects liés aux transformations de l'économie et de l'organisation du travail à l'échelle mondiale¹³⁸ (Guillon, 2000; OIT, 1997) que par des aspects propres au contexte national, l'affaiblissement de l'identité syndicale et du pouvoir de

¹³⁸ Nous nous référons ici aux nouvelles technologies, à la recherche de l'augmentation de la productivité, à l'apparition des firmes multinationales, à la hausse de la compétitivité, à l'ouverture des marchés, aux privatisations, aux délocalisations d'entreprises, aux dynamiques de désindustrialisation et de tertiarisation, etc. De nombreux auteurs avancent la thèse que ces changements amènent une crise d'identité syndicale. Pour plus de détails sur cette question précise, se référer à l'ouvrage mentionné de Roland Guillon.

négociation des syndicats constituent les effets les plus criants de la crise multidimensionnelle à laquelle le syndicalisme argentin est confronté depuis quelques années.

Tel que Le Queux (2002, p. 277) le mentionne, de façon générale,

Nombreuses [...] sont les thèses qui insistent sur la « crise d'identité » du syndicalisme qui se trouverait aujourd'hui en déficit de représentativité sociale (Hyman 1997; Hege 2000). Ce changement de valeurs ou néo-individualisme, restructuration du marché du travail et nouvelles méthodes de gestion, incapacité des institutions syndicales à répondre à une main-d'œuvre de plus en plus hétérogène, etc. bien des facteurs d'érosion ont été mis à jour (Leisink et al. 1996; Gagnon 1998).

Une hypothèse évoquée par Lévesque, Murray et Le Queux (1998, p. 2) découlant de ces théories post-modernistes est que :

Les fondements des solidarités emblématiques de la formation des classes ouvrières, qui donnèrent lieu à l'émergence et à l'institutionnalisation des mouvements syndicaux de grande envergure, s'effriteraient devant la multiplication, l'affirmation et la « désimbrication » d'identités sociales dans une société de plus en plus souvent qualifiée de « postindustrielle » ou de « post-moderne ».

Sans aller plus loin dans ces réflexions et ce débat de nature plus générale, mais en les gardant à l'esprit, nous nous référerons aux analyses argentines consultées. Bien qu'elles tendent à confirmer cette dernière hypothèse sans toutefois clairement l'énoncer, elles se penchent avant tout sur les particularités nationales de la crise d'identité syndicale, qui est en fait très imbriquée à la perte du pouvoir de négociation des syndicats. Récapitulons donc l'état de la situation.

L'accélération de la transition vers un nouveau modèle de régulation des rapports sociaux se référant au néolibéralisme, menée par Menem et effectuée dans le cadre d'un processus déjà entamé de reconstruction économique et sociale visant l'intégration du pays

au processus de mondialisation, eut des répercussions majeures sur le mécanisme d'érosion du syndicalisme.

En effet, nous pensons particulièrement à la désagrégation de la structure de l'emploi qui, en affectant directement le nombre de membres et les ressources financières lui étant sous-jacentes, amoindrit radicalement la capacité de négociation des syndicats dans « *la politique économique et surtout en matière distributive* » (Novick et Tomada, 2001, p. 20-21). Selon Arturo Fernández (2005), « *avec la perte du salaire et des emplois qu'eut l'Argentine dans les dernières années, c'est presque un miracle que le syndicalisme argentin fonctionne encore.* »

Aussi, la situation précaire de l'emploi et l'imposant taux de chômage fragmentèrent la classe ouvrière, disciplinée par la peur de perdre son emploi. Les travailleurs furent également démobilisés par la subordination de tout un secteur syndical à l'État ainsi que par l'implantation de lois défavorisant les travailleurs notamment par la loi anti-grève¹³⁹ (Bosoer et González, 1999; Murillo, 1996).

De plus, non seulement l'instauration d'une législation en matière de travail changea le système de relations du travail, mais il désarticula les acquis et les traditions syndicales, heurtant ainsi les composantes de l'identité syndicale traditionnellement rattachée au péronisme (rapport au péronisme¹⁴⁰, à l'État, aux œuvres sociales, à la négociation collective, etc.), d'autant plus que ce dernier était profondément en crise.

¹³⁹ Un autre objectif de Menem dans le cadre de la réalisation de ces réformes était également d'affaiblir le pouvoir syndical. Ce dernier constituait selon l'État, un obstacle majeur. D'une part, par les coûts importants que les syndicats génèrent pour les entreprises et d'autre part, ils constituent une résistance à l'introduction de politiques de travail flexibles nécessaires à la consolidation des lois du marché.

¹⁴⁰ En ce qui concerne le péronisme, Svampa et Martuccelli (1997, p. 420) relatent que « [...] *le péronisme arrête d'être le principe d'articulation entre une identité ouvrière, un sentiment national et une conscience populaire. Chacun de ces éléments s'affaiblit et se dissocie des autres. L'identité ouvrière, relativement faible en Argentine, entre en crise avec la transformation du marché du travail et la précarisation des situations de vie.* » Spécifions toutefois que le péronisme est encore un aspect identitaire très important en Argentine.

Comme nous le verrons, les réformes et les attitudes de Menem allant à l'encontre des valeurs justicialistes accentuèrent la crise du péronisme déjà existante, ce qui se répercuta de plein fouet sur le syndicalisme péroniste occasionnant des divisions importantes à l'intérieur de la CGT. De plus, il y eut une importante diminution de la force du syndicalisme à l'intérieur du Parti péroniste¹⁴¹, diminuant ainsi la capacité de négociation des organisations syndicales.

Enfin, l'attitude corporative, passive et même collaboratrice des principaux secteurs syndicaux depuis 1989 face aux politiques gouvernementales nuisant au marché de l'emploi et aux intérêts des travailleurs approfondit substantiellement la crise de crédibilité des syndicalistes. De fait, leur crédibilité était déjà entachée entre autres par le comportement plus ou moins honnête d'une faction de la bureaucratie syndicale depuis l'époque de Perón ou du moins par la propagande qui s'en fit. Fernández (2005) relativise :

Je crois qu'il n'eut pas de grands cas de corruption dans le syndicalisme. Oui, il y a eu une campagne de presse dans ces derniers 30 ans pour miner la crédibilité des dirigeants syndicaux. C'est certain qu'il y eut des cas de corruption, mais ceux-là sont minoritaires et non pas majoritaires. [...] Il y a une attaque permanente contre le syndicalisme depuis 1970. Cela se base sur des faits réels, rien ne fut inventé, mais on a tiré profit de cela politiquement.

Il reste que les salariés eurent de plus en plus de difficulté à développer un sentiment d'appartenance envers un syndicalisme incapable de maintenir un niveau d'emploi et un salaire dignes, inapte à défendre les droits des travailleurs, à un syndicalisme identifié à la corruption, aux affaires avec le gouvernement, bref à un syndicalisme qui n'a plus les mêmes références symboliques que l'ensemble des travailleurs. Ils se questionnent sur l'utilité même du syndicalisme. Ce dernier fait donc face à une crise aiguë de représentativité et de légitimité. Les essais multipliés de la part de députés syndicaux ayant travaillé à ce que de nombreuses lois ne soient pas votées passent inaperçus (Novick, 2005).

¹⁴¹ Hiroshi Matsushita (1999, p. 171) fait remarquer que « [...] dans les élections de 1983, il y avait 35 députés d'origine syndicale sur un total de 111 députés péronistes. [...] le nombre de députés d'origine syndicale se réduisit drastiquement à 23 pour l'année 89, 19 pour l'année 91, 4 pour 95 sur un total de 131 députés péronistes. »

4.2 Évolution des réactions et réponses syndicales face à la crise généralisée

4.2.1 Ambivalence et retenue des réponses syndicales cégétistes

L'une des crises majeures à laquelle le syndicalisme argentin dut faire face suite aux élections présidentielles de 1989 fut la crise du syndicalisme péroniste. Cette dernière fut accentuée par l'orientation inattendue que prit Menem vers des politiques économiques néolibérales drastiques dont certaines allaient contre les intérêts des travailleurs. Contrastant vivement avec son discours de campagne pré-électorale et plus globalement avec l'idéologie justicialiste (défense des travailleurs, nationalisme, redistribution de la richesse, etc.), ce revirement ébranla et désorienta les syndicalistes péronistes qui furent dès lors confrontés à un dilemme reflétant clairement la crise du lien entre l'appareil syndical et l'État (Martuccelli et Svampa, 1997).

En effet, la première option des syndicalistes était d'utiliser leur pouvoir de négociation et leur légendaire force de résistance contre les réformes afin de protéger les intérêts des travailleurs, ce qui sous-entendait l'atténuation ou la disparition de leur rôle politique traditionnel dans les décisions gouvernementales ainsi que la renonciation à leur rôle de colonne vertébrale du mouvement justicialiste. La seconde option était la préservation d'une partie de leur pouvoir politique tout en concédant leur appui aux réformes nuisant non seulement aux travailleurs, mais au syndicalisme même (Martuccelli et Svampa, 1997).

Les syndicalistes péronistes durent se positionner par rapport à ce dilemme et par rapport aux politiques du nouveau dirigeant (Bosoer et González, 1999; Del Frade, 2004). Ce dilemme provoqua énormément de perplexité et d'ambivalence donnant lieu par ailleurs à des comportements paradoxaux, principalement à l'égard du rapport syndical à la politique et à l'État. En général, les auteurs dénotent trois types de réactions : collaboration, négociation et opposition dure. Ce lien à la politique et à l'État est primordial puisqu'il a une incidence sur

la relation des syndicats avec le président, sur le rapport de force au niveau de la négociation ainsi que sur l'action menée sur le terrain (Martuccelli et Svampa, 1997).

Dans les faits, cette prise de position créa dès 1989 d'importantes luttes internes au sein de la centrale syndicale. D'un côté se trouvait une ramification (la base d'appui syndical au menemisme représenté par Luis Barrionuevo (alimentation), dirigeant du MSMP) incapable de s'opposer à un président péroniste. En plus d'être près du gouvernement, ce secteur était très présent de par la redéfinition des rapports de force au sein de la direction syndicale de la CGT suite à la victoire de Menem¹⁴² (Bosoer et González, 1999; Godio, 2000, t. 2). De l'autre côté, Saúl Ubaldini, dirigeant de la centrale, était à la tête d'un groupe de syndicalistes péronistes orthodoxes pros gouvernementaux, mais qui ne pouvait cautionner l'application d'un programme économique néolibéral allant aussi loin dans ses réformes. Cela se traduisit par un désir d'autonomie politique à l'égard du Parti justicialiste. Ces divergences menèrent dès octobre 1989 à la scission de la centrale cégétiste¹⁴³ qui forma dès lors et ce jusqu'en 1992, la *CGT San Martín* et la *CGT Azopardo*.

La *CGT San Martín* aussi appelée CGT officielle constituait un secteur majoritaire en représentant la plupart des grands syndicats de l'industrie (automobile, pétrolière, minière, plastique, métallurgique, textile, sucrière, caoutchouc, chaussure, etc.) et des services (employés de la plupart des entreprises publiques privatisées, ferroviaire, assurance, construction, commerce, restaurateurs, téléphonie, etc.) Elle détenait la main-mise sur le système des œuvres sociales. Guerino Andreoni (du syndicat du commerce) et le mécanicien Raúl Amín furent successivement les secrétaires généraux de cette centrale. À l'intérieur même de la centrale, il existait divers niveaux d'appui au gouvernement. González et Bosoer (1999, p. 31) nomment ainsi ces 3 tendances : « *Les 15 (Sindicato de Mecánicos y Afines del*

¹⁴² Lorsque la Commission des pouvoirs se vota, Menem plaça certains de ses hommes aux postes clés tels que Jorge Triaca (ancien dirigeant syndical du secteur des plastiques) au ministère du Travail (1989-1991) et Luis Barrionuevo (syndicaliste à la tête du MSMP) à la direction de l'*Administración Nacional del Seguro de Salud* (ANSSAL) gérant les œuvres sociales. Les personnes proches d'Ubaldini perdirent le vote (Del Frade, 2004).

¹⁴³ Bien que la CGT se soit déjà divisée auparavant et que certaines factions se soient déjà opposées à un gouvernement péroniste (cas de Isabel Perón en 1975), c'était la première fois que la centrale se divisait durant un gouvernement péroniste (Godio, 2000, t. 2).

transporte Automotor (SMATA), santé publique et plastique), les ultramenemistes (restauration) et les andreonistes (Unión obrera de la construcción de la República Argentina (UOCRA), viande et commerce). » Quant à la *CGT Azopardo*, dirigée par Saúl Ubaldini, elle représentait des branches d'activités telles que celles des enseignants, des employés de l'État, des camionneurs, de l'alimentation, du domaine judiciaire et journalistique, de l'industrie chimique, métallurgique, du bois et des pétroles privés, etc. Plus critique et contestataire que la *CGT San Martín*, cette centrale tente de réorienter l'État vers son rôle péroniste classique (interventionniste, nationaliste, etc.) Néanmoins, on dénote diverses tendances à l'intérieur de la centrale : une ligne fidèle à Ubaldini, une tendance « néo-vandoriste » dirigée par Lorenzo Miguel de la UOM, et un courant plus contestataire (ATE, Confédération des travailleurs de l'éducation de la République argentine (CTERA) et les journalistes). Ubaldini démissionna de son poste de secrétaire général de la centrale en septembre 1991 suite à sa défaite électorale en tant que député et gouverneur (Bosoer et González, 1999).

Afin d'assurer le succès des réformes prévues, Menem avait besoin d'un syndicalisme qui allait soutenir ses politiques (Godio, 2000, t. 2). Tout au long de son premier mandat, il trouva cet appui au sein du secteur majoritaire du syndicalisme, c'est-à-dire d'abord au sein de la *CGT San Martín* et plus tard, dans le secteur officiel de la CGT réunifiée. Malgré certaines critiques et une recherche d'autonomie de quelques courants à l'intérieur même de ces secteurs, dans l'ensemble, les syndicats appartenant à ces centrales adoptèrent une attitude de collaboration avec l'État¹⁴⁴, faisant ainsi figure « *d'interlocuteur du gouvernement* » (Novick et Tomada, 2001, p. 10).

¹⁴⁴ Fernández (2002) ajoute que cette collaboration peut aussi se traduire par une subordination à l'État.

Concrètement, la complicité de certains secteurs syndicaux avec l'État se traduit par un appui électoral aux campagnes législatives (1991 et 1993) et présidentielles de 1995¹⁴⁵, par un soutien dans l'avancée de la réforme constitutionnelle¹⁴⁶, par leur participation à l'élaboration de politiques nuisant au marché de l'emploi, aux intérêts des travailleurs et au pouvoir syndical ainsi que par l'approbation verbale, législative¹⁴⁷ ou formelle (au travers de la signature de certains accords¹⁴⁸) de celles-ci (Bosoer et González, 1999). Aussi, cette collaboration se manifesta par le maintien d'une relative paix sociale, c'est-à-dire par une faible présence sur le terrain dans l'initiation de luttes syndicales. Cette attitude défensive dans la protection des droits et intérêts des travailleurs contre les réformes gouvernementales contrastait vivement avec les 13 grèves générales¹⁴⁹ des années 80.

Afin de justifier cet appui aux politiques néolibérales, les syndicats s'alignèrent sur l'argumentation gouvernementale et celle des institutions internationales. Ils prétextèrent d'abord que ces lois et décrets servaient la stabilisation de l'économie nécessaire aux luttes syndicales de nature salariale. Puis, lorsque les effets néfastes des privatisations et de certaines politiques économiques se firent sentir entre 1993 et 1995, les syndicats

¹⁴⁵ Plusieurs structures où étaient impliqués des syndicats furent créées afin d'appuyer la réélection de Menem dont le « *Consejo gremial del trabajo* » (1991) et la « *Convocatoria de trabajadores peronistas* » (1994) (Bosoer et González, 1999; Godio, 2000, t. 2).

¹⁴⁶ La réforme constitutionnelle consistait entre autres à établir le mandat présidentiel à 4 ans et une possibilité de réélection. Le mandat de six ans non renouvelable était alors en vigueur.

¹⁴⁷ Il existe de nombreux exemples d'appui ou de non-résistance de la part de la CGT officielle vis-à-vis la législation et certaines politiques gouvernementales. La *CGT San Martín* et plus tard la CGT officielle, appuyèrent le gouvernement entre autres dans les cas des privatisations, de la loi de l'emploi (24.013), de la limitation du droit de grève dans les entreprises publiques, du décret 1334, etc. (Bosoer et González, 1999).

¹⁴⁸ De nombreuses réformes telles que les retraits volontaires s'effectuèrent dans le cadre d'accords et de négociations avec les syndicats (Duarte, 2001; Fajn, 2003). Mentionnons un des plus importants, l'Accord *Marco* pour l'emploi, la productivité et l'équité sociale signé en 1994 (25 juillet).

¹⁴⁹ Il faut noter que Menem fit tout pour démanteler la résistance syndicale. Tout d'abord, au début, devant le refus d'Ubal dini d'intégrer l'équipe Menem, le président tenta, en vain, de l'éloigner par le biais de diverses tactiques (offre de divers postes de travail dont à l'ambassade d'Espagne et comme représentant argentin à l'OIT). Un autre exemple très révélateur est l'émission du décret limitant la grève dans les entreprises publiques (1990). Ce décret visait spécifiquement à contrecarrer la résistance syndicale lors des rationalisations dans les entreprises publiques et lors du processus de privatisations. Menem conserva une attitude intransigeante quant à l'irrévocabilité de ses politiques tout au long de ses deux mandats. Il a déjà décrété en faisant référence à la grève indéterminée de certaines sections ferroviaires en 1991 réagissant face aux privatisations : « *Ramal que para, ramal que cierra* », ce qui signifie plus ou moins « section qui entre en grève, section qui ferme » (Bosoer et González, 1999, p. 62-63). En effet, les grévistes avaient alors été suspendus et leur ligne de transport avait été fermée jusqu'à ce qu'elle soit privatisée.

légitimèrent leurs actes en prétendant que les politiques engagées¹⁵⁰ pouvaient contrer le problème du chômage en attirant de nouveaux investisseurs, ce qui générerait des postes de travail. De plus, les organisations syndicales défendirent leur participation aux tables de concertation par l'idée que tant qu'à se faire imposer des réformes, il valait mieux prendre part à leur élaboration (Bosoer et González, 1999).

Cette relation synergique entre le secteur officiel du syndicalisme péroniste et le gouvernement justicialiste peut s'expliquer par la combinaison de divers facteurs¹⁵¹, mais trouve en partie son origine dans la longue tradition de collaboration des classes instituée par Perón. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, tout un secteur du syndicalisme péroniste s'instaura comme représentant politique des politiques justicialistes portées par les gouvernements péronistes afin de légitimer le pouvoir qu'il avait lui-même mis en place et de préserver un certain pouvoir politique. La situation ne divergea pas à l'aube du 21^e siècle, tout un secteur du syndicalisme péroniste restait toujours aussi attaché à son lien au politique.

Ainsi, au-delà des diverses prises de position menant à la division de la CGT, il eut relativement peu de réactions face aux premières mesures mises en œuvre par le gouvernement menemiste¹⁵². Bien que les dirigeants syndicaux s'évertuaient à désactiver les conflits de travail, les premières réactions du mouvement ouvrier sur le terrain se traduisirent

¹⁵⁰ Notamment le projet de réforme du travail (augmentant la journée de travail, élargissant la période de probation à trois mois, etc.) présenté à la Chambre de députés en 1993.

¹⁵¹ Parmi les facteurs expliquant la participation du secteur syndical hégémonique à des changements aussi drastiques, mentionnons entre autres la volonté de reproduire l'élite syndicale bureaucratique et de l'entretenir, les liens d'amitié liant Menem à certains dirigeants syndicaux (Diego Ibáñez-pétrole par exemple), la manipulation déployée par le gouvernement et son attitude intransigeante, la volonté de garder la mainmise sur les œuvres sociales, le manque de stratégie face aux changements du modèle économique en cours et les difficultés pour s'y adapter, les possibilités de participation dans le processus de privatisations des entreprises publiques, la décision consciente de certains syndicalistes de passer à une nouvelle étape, etc.

¹⁵² Selon Bunel (1991), les toutes premières réactions sociales (*saqueos*, émeutes populaires, manifestations) furent liées principalement aux problèmes engendrés par l'hyperinflation et ne provenaient pas des milieux de travail, mais plutôt de certains secteurs appauvris de la population. Carrera et Cotarelo (2001, p. 45) ajoutent que ces réactions « [...] ne se dirigèrent pas contre l'État ou le gouvernement, se limitant à un choc entre particuliers, constituant à peine une « révolte » ».

par quelques grèves et mobilisations.¹⁵³ Ces dernières émergèrent principalement grâce aux secteurs les plus touchés par le plan de rationalisation de l'administration publique (employés de l'État, enseignants) et par les privatisations¹⁵⁴. Ils protestaient contre les licenciements, les diminutions de salaire, les retraits volontaires et pour la récupération de salaires non payés. Il s'avère que bon nombre de ces secteurs étaient représentés par la *CGT Azopardo*, principale instigatrice des mobilisations et des grèves qui eurent lieu pendant cette période. Avant d'être accompagnés par de fréquentes mobilisations de retraités vers le milieu de 1991 puis par des événements tels que l'émeute du 16 et 17 décembre à Santiago del Estero et à la Banda, ces « *essais de résistance furent encadrés par un isolement social.* » (Carrera et Cotarelo, 2001, p.45)

C'est la *CGT Azopardo*, plus pragmatique que la *CGT San Martín*, qui formula la plupart des critiques notamment envers la limitation du droit de grève, le décret 1334 ainsi qu'envers la loi nationale de l'emploi (24.013) (Bosoer et González, 1999). Tout un secteur à l'intérieur de la *CGT Azopardo*, plus négociateur, tenta de définir ses propres lignes d'action. Toutefois, le désir de préserver un espace de négociation n'est pas spécifique à un secteur de la *CGT Azopardo*. En effet, tel que l'énonce Godio (2000, t. 2, p. 1196), « [...] un important groupe de grands syndicats (*UOM, SMATA, Federación Argentina de Empleados de Comercio (FAECyT), Luz y Fuerza, Asociación Bancaria*)¹⁵⁵, bien qu'ils entretenaient une relation de coopération avec le menemisme, ne voulaient pas perdre leur autonomie pour la négociation. » Il ne faut pas oublier qu'un autre legs symbolique du péronisme et plus précisément de la collaboration des classes est la forte capacité de négociation du syndicalisme.

¹⁵³ Les conflits syndicaux furent relativement peu nombreux. Ils se développèrent principalement dans le secteur judiciaire, de l'enseignement et du transport (chauffeurs, aéronautique, ferroviaire, automobile). De même, il y eut quelques mobilisations organisées par la *CGT Azopardo* contre les privatisations, dont celles du 20 mars 1990 et du 15 novembre de la même année.

¹⁵⁴ Mais aussi à cause de la forte inflation (Godio, 2000, t. 2).

¹⁵⁵ Les syndicats appartenant à ce groupe sont communément appelés les « *gordos* » en Argentine, les « gros », car ils sont des syndicats puissants, représentant les travailleurs des grandes entreprises nationales ou étrangères et détiennent un fort pouvoir de négociation.

À cet égard, il faut savoir que l'espace de négociation servit notamment à la récolte d'intérêts privés (espaces privilégiés de participation dans le processus de privatisation de la sécurité sociale et d'entreprises publiques de leur branche d'activité¹⁵⁶) par un secteur syndical intéressé ayant agi dans une logique corporative et même parfois par l'entremise d'actes de corruption.

En outre, plusieurs auteurs prétendent que les concessions effectuées par la CGT par rapport aux réformes économiques et celles touchant à certains aspects individuels des droits des travailleurs furent stratégiques et visèrent la préservation du pouvoir de négociation afin de pouvoir lutter pour « *son statut dans le droit collectif* » (Novick et Tomada, 2001, p. 9-10) et pour la survie de certaines institutions syndicales centrales assurant ses aspects organisationnels. Sans savoir si tel était effectivement l'objectif prédéterminé des organisations syndicales, nul doute que la CGT se constitua en agente du pouvoir syndical classique en luttant principalement contre la dérégulation des œuvres sociales¹⁵⁷, pour le maintien de la clause *d'ultra-activité* et la décentralisation de la négociation collective.

¹⁵⁶ Cette réalité d'un secteur du syndicalisme (Lescano (*Luz y fuerza*), Cavalieri (commerce) et Gerardo Martínez (construction)) constituant le secteur hégémonique de la CGT, reflète le corporatisme politique de la CGT et l'articulation à une logique de syndicalisme d'entreprise (Del Frade, 2004). En effet, il faut savoir que certains syndicats se sont littéralement transformés en entreprises. Mentionnons l'exemple du syndicat *Luz y Fuerza* qui lors de la privatisation des services d'électricité constitua une entreprise offrant le service d'énergie électrique dans plusieurs villes et provinces dont à Entre Ríos. *Luz y Fuerza* devient donc à la fois l'employeur et l'organisation qui représente les droits du travailleur devant l'entreprise. Palomino (2005) qualifie cette situation de « *schizophrène et aberrante depuis le point de vue de la logique syndicale* ». Il ajoute que c'est un bon indicateur en ce qui touche la crise de la représentativité.

¹⁵⁷ La CGT défendit avec ardeur ce qui avait toujours été sa chasse gardée, soit le contrôle et la direction des œuvres sociales. Selon Strega, une perte de contrôle totale signifierait pour les syndicats ayant la *personería gremial* une redéfinition du rôle du syndicat et de sa structure. En effet, au cours des années, la représentation collective des organisations syndicales s'est axée presque exclusivement sur leur rôle de fournisseur de services grâce à l'accès aux œuvres sociales qu'elles offrent sous le prétexte de la solidarité. Pour les syndicats, la privatisation de la sécurité sociale impliquait une recherche de profit allant à l'encontre de cette valeur fraternelle puisqu'il y avait un risque que les entreprises de médecine privées laissent de côté les travailleurs ayant de plus faibles revenus ou encore étant plus à risque médicalement (Strega, 2000). D'autre part, l'accès aux œuvres sociales étant la principale raison incitant les travailleurs à adhérer aux syndicats, l'éventualité que les travailleurs choisissent librement leur œuvre sociale impliquait une diminution probable du nombre de membres et par conséquent, des ressources organisationnelles (Murillo, 1996). C'est en partie pourquoi la réforme des œuvres sociales fut tant contestée. Les critiques et les menaces de grèves (juillet 1992) menèrent à la mise de côté du projet. Les syndicats furent invités à présenter une proposition (janvier 1993) sur le thème des œuvres sociales. Les discussions pour y arriver précipitèrent le départ de Lescano qui fut remplacé à la direction générale par Naldo Brunelli (UOM). De même, ces pourparlers entraînèrent des divisions internes au sein de la CGT unifiée. C'est ainsi que la dérégulation ne put se concrétiser totalement (Bosser et González, 1999).

Il va sans dire que la décentralisation de la négociation collective fut un thème combattu par les syndicats, car ils percevaient la négociation collective au niveau de l'entreprise comme une menace à l'unité d'action et par le fait même, à l'avancée des conditions de travail des travailleurs. De même, ils avaient le sentiment que le délégué syndical, non appuyé par ses pairs, ne trouverait pas les ressources nécessaires pour affronter le patronat (Bunel, 1991). Bien que la présence syndicale au niveau politique ait empêché la concrétisation de plusieurs projets de réformes allant dans le sens de la décentralisation de la négociation collective (Marshall et Perelman, 2002), selon l'opinion de Novick et Tomada (2001, p. 17), les syndicats s'y sont opposés davantage dans le discours que dans la pratique puisqu'ils « *acceptent de nouvelles conditions et négocient selon des modes très différents du modèle typique antérieur.* » Parallèlement à la décentralisation de la négociation collective, Novick et Tomada (2001) remarquent que la question de l'emploi et son organisation suscite dorénavant un intérêt marqué lors des négociations alors qu'elles étaient auparavant orientées davantage sur les conditions de travail des travailleurs notamment salariales.

Selon Etchemendy et Palermo (Novick, 2001, p. 10), la capacité de vote et de négociation que réussirent à préserver les organisations syndicales dans la sphère politique notamment au niveau législatif relativisa « *le caractère décisionniste et unilatéral des gouvernements pour imposer les changements dans les institutions de travail* » Afin d'illustrer le propos, Novick et Tomada (2001, p. 11) ajoutent qu'au Congrès, seulement 40% des projets de réformes du travail furent sanctionnés comparativement à 90% des projets relatifs aux privatisations.

Il reste qu'au niveau du droit individuel, les travailleurs obtinrent peu. Ils gagnèrent quelques changements dans les projets originaux des réformes, l'ajout de décrets¹⁵⁸ venant en modifier d'autres ainsi que l'abrogation ou la remise à plus tard de la concrétisation de certaines réformes (réforme des œuvres sociales et loi de l'emploi 24.013). Sans plus. Hiroshi Matsushita (1999) justifie l'inaction syndicale par la difficulté d'agir sur tous les fronts devant la multiplication des projets de loi et l'imposition de décrets touchant le monde

¹⁵⁸ Donnons l'exemple du décret 470 (mars 1993) venant légèrement améliorer le décret 1334 sur la question du critère de productivité sans toutefois le supprimer.

du travail. Certes, les syndicats durent laisser tomber certains aspects dans les négociations afin d'accorder une priorité à d'autres, mais nous pouvons tout de même nous demander à quel point cet argument entra en ligne de compte dans l'élaboration de la stratégie syndicale.

Somme toute, la résistance ne dépassa pas les discours et les menaces de grèves. Dans les faits, les dirigeants syndicaux « azopardiens », toujours fortement liés au modèle syndical péroniste traditionnel, signèrent également des accords nuisant aux travailleurs (Bosoer et González, 1999; Novick et Tomada, 2001). Fernández (2002) signale que dans les années quatre-vingt-dix, la ligne entre les participationnistes et les négociateurs fut de moins en moins claire et définie; leurs rôles, leurs liens avec l'État et leurs comportements respectifs tendirent à se confondre les uns dans les autres. Nous pûmes d'ailleurs le constater avec la réunification de la *CGT San Martín* et *Azopardo* dans la CGT réunifiée¹⁵⁹, où une partie du secteur négociateur de la *CGT Azopardo* intégra les rangs de la CGT officielle en y adoptant « *son style syndical et politique* » (Fernández, 2002, p. 27). L'autre partie, quant à elle, intégra les rangs du Congrès des travailleurs argentins (CTA).

4.2.2 Apparition de nouveaux acteurs syndicaux et de pratiques syndicales innovatrices faisant figure de premières protestations face aux politiques menemistes

En mars 1991, une minorité plus combative de syndicats affiliés à la *CGT Azopardo*¹⁶⁰, représentant des secteurs plus particulièrement affectés par les réformes étatiques en cours, commença à critiquer ouvertement la centrale¹⁶¹. Après avoir tenté sans

¹⁵⁹ Vers la fin janvier 1992, la *CGT San Martín* vivait des divisions internes quant à la position à prendre sur le plan de réforme des œuvres sociales. D'un côté, tout un secteur (les syndicats étant organisés autour des œuvres sociales puissantes) dirigé par Cavalieri et Barrionuevo appuyait le gouvernement et de l'autre, Raúl Amín, alors secrétaire général de la centrale, critiquait fortement le projet. Cette situation favorisa la réunification des deux centrales, laquelle était par ailleurs en processus de réalisation officielle depuis l'automne 1991. Cette réunification s'officialisa le 26 mars 1992 sous la direction générale de Oscar Lescano (Luz y Fuerza) et sous la devise « *appui au gouvernement, mais avec justice sociale* » (Bosoer et González, 1999, p. 79). Les centrales unirent ainsi leurs forces dans ce qui fut l'une des principales batailles syndicales de la décennie, la lutte contre la dérégulation des œuvres sociales.

¹⁶⁰ Tels que l'ATE, la CTERA, le syndicat des journalistes, la UOM de *Villa Constitución*, etc.

¹⁶¹ Parmi les critiques adressées à la *CGT Azopardo*, ce regroupement syndical lui reprochait entre autres son asservissement au pouvoir politique et économique qui selon lui, se traduisait par un manque flagrant de

succès de la transformer de l'intérieur, cet axe syndical parvint, suite à plusieurs rencontres et discussions¹⁶², à la formation du Congrès des travailleurs argentins (CTA) lors de la rencontre du 14 novembre 1992 se tenant au *Parque Sarmiento* de Buenos Aires, puis à sa conversion en Centrale des travailleurs argentins (CTA) le 4 novembre 1996 lors du premier Congrès national de délégués ayant lieu au Luna Park (Del Frade, 2004). Entre 1992 et 2006, la CTA fut dirigée par Víctor De Gennaro.

En mai 1992, alors que se poursuivaient les discussions autour de l'élaboration de la CTA et que s'étaient réunifiées les deux CGT, une certaine forme d'opposition à l'égard des politiques gouvernementales, surtout en ce qui concerne la réforme du travail, s'éleva peu à peu à l'intérieur de la direction de la CGT. Mais, encore une fois, les menaces de luttes et de grèves ne furent jamais mises à exécution et aucune date ne fut mise de l'avant. La première grève générale convoquée par la CGT lors du gouvernement menemiste eut lieu le 9 novembre 1992, suite aux pressions des travailleurs qui perdaient massivement leur travail.

À partir de la présentation au Congrès de la réforme du travail en août 1993, on nota une croissance de l'opposition syndicale tant de la part de la CGT que de la CTA. De plus, la position critique de la CGT se renforça lorsque Naldo Brunelli (UOM San Nicolas) remplaça Lescano à la tête de la CGT suite aux divisions internes reliées aux stratégies à adopter par rapport aux projets de réformes (Bosoer et González, 1999).

combativité et de fermeté, mais aussi par des comportements tels que la mise en candidature d'Ubal dini pour la gouvernance de la province de Buenos Aires qui visait à contrecarrer les plans de Menem au niveau politique. Bref, selon Novick et Tomada (2001, p. 26), la *CGT Azopardo* «[...] dans le strictement syndical ne paraît pas se différencier suffisamment de la ligne de la CGT officielle en matière d'identité et de centralisation syndicale, malgré son discours plus critique. »

¹⁶² Mentionnons la rencontre de Burzaco en province de Buenos Aires le 17 décembre 1991, celle de Rosario en avril 1992 et de Corrientes en mai 1992. Ces rencontres étaient dirigées principalement par Víctor De Gennaro (ATE) et Mary Sánchez (CTERA) (Del Frade, 2004).

En dépit de cela, un secteur dissident émergea, questionnant l'inaction et l'appui à certaines politiques menemistes qui persistaient à l'intérieur de la structure syndicale unifiée. Le 1^{er} février 1994, ce secteur forma le Mouvement des travailleurs argentins (MTA)¹⁶³, aussi appelé CGT dissidente. Alors que la CGT officielle poursuivait ses tractations et continuait de se rapprocher du gouvernement surtout suite à l'élection d'Antonio Cassia (pétrolier) à la direction de la CGT officielle en mars 1994, le MTA adopta une attitude de confrontation à l'égard de la conduite de la CGT et des politiques socioéconomiques menemistes. Contrairement à la CTA, le MTA était toujours intégré à l'appareil syndical de la CGT puisque ses militants, de nature péroniste orthodoxe, caressaient le rêve de reconquérir la centrale depuis l'intérieur¹⁶⁴ (Fernández, 2002; Godio, 2000, t. 2).

À partir de 1994, les actions conjointes contre les politiques gouvernementales menées par les principaux vecteurs de confrontation, c'est-à-dire par le MTA et la CTA, consolidèrent l'espace d'opposition syndicale. Outre les grèves¹⁶⁵, ces groupes syndicaux « menèrent un véritable travail de terrain » (Zibechi, 2004, p. 20), utilisant des stratégies de mobilisations innovatrices ou du moins peu communes dans le milieu syndical telles que la Marche fédérale (1994)¹⁶⁶, des blocages de routes, des marmites populaires, l'appui à des

¹⁶³ Ce MTA regroupe plus de 15 organisations nationales. Son noyau dur est composé par des syndicats du transport. Le mouvement est dirigé par Hugo Moyano, dirigeant du syndicat des camionneurs (Unión General de Trabajadores del Transporte (UGTT)). La nature des secteurs que représente le MTA lui accorde un pouvoir de négociation important étant donné sa capacité à « paralyser le fonctionnement de l'économie nationale et du propre état national » (Godio, 2000, t. 2, p. 1229).

¹⁶⁴ Le MTA commença à placer ses pions à l'intérieur de la CGT suite au succès de la grève du 8 août 1996 qui consolida leur puissance, malgré leur faiblesse au niveau du nombre d'affiliés. En effet, Manuel Palacios (*Unión Tranviarios Automotor* (UTA)-métro), principal allié de Moyano, réussit à se positionner en tant que secrétaire général adjoint du nouveau secrétaire général Rodolfo Daer (alimentation) qui avait peu auparavant remplacé Gerardo Martínez (construction). Sans remettre en cause le pouvoir, Daer s'éloignait du menemisme et était disposé à représenter davantage les autres courants à l'intérieur de la centrale (Fernández, 2002).

¹⁶⁵ Entre 1989 et 1999, on relève 9 grèves générales : 9 novembre 1992 (CGT), 2 août 1994 (CTA, MTA), 21 avril 1995 (CTA, MTA), 6 septembre 1995 (CGT, CTA, MTA), 8 août 1996 (CGT, CTA, MTA), 26 et 27 septembre 1996 (CGT, MTA, CTA), 26 décembre 1996 (CGT, CTA, MTA), 14 août 1997 (CTA, MTA), 6 juillet 1999 (CTA). On en compte presque autant entre 2000 et décembre 2001 : 5 mai 2000, 9 juin 2000, 23 et 24 novembre 2000, 21 mars 2001, 8 juin 2001, 19 juillet 2001, 8 août 2001 (CTA), 20 décembre 2001 (Carrera et Cotarelo, 2001, p. 53).

¹⁶⁶ La première marche fédérale contre « la désagrégation sociale, productive et régionale du pays » (Godio, 2000, t. 2, p. 1201) eut lieu le 6 juillet 1994 et selon le quotidien *Clarín*, réunit plus de 50 000 personnes provenant de l'ensemble du pays (Bosser et González, 1999, p. 135). Cette marche fut appuyée par la CTA, le MTA, le Corriente Clasista Combativa (CCC) et divers partis politiques dont l'UCR et le *Frente Grande*.

pannes de courant, l'installation d'un chapiteau blanc (avril 1997) par la CTERA pour une période de près de deux ans devant le Congrès national afin de revendiquer des augmentations salariales et de protester contre les réformes de l'éducation et du travail proposées par le gouvernement¹⁶⁷, etc. (Novick et Tomada, 2001; Zibechi, 2004).

Ce qui est encore plus déterminant c'est que ces luttes, engendrées par une minorité syndicale¹⁶⁸ peu présente dans le secteur de l'industrie, du commerce et des services, servirent « d'immense parapluie à d'autres secteurs sociaux et politiques pour leurs propres initiatives. » (Zibechi, 2004, p. 119) C'est ainsi que s'articula et s'organisa progressivement une coalition regroupant une opposition de plus en plus critique face aux politiques gouvernementales. Cette opposition était composée de groupes de gauche, de *piqueteros*¹⁶⁹, d'autres organisations syndicales telles que le CCC¹⁷⁰ ainsi que les partis d'opposition politique (l'UCR et le *Frente Grande*).

¹⁶⁷ En s'érigeant en tant que « symbole de la résistance à la paupérisation et à l'appauvrissement d'une grande partie de la société argentine » (Godio, 2000, t. 2, p. 1230), cette tente blanche devint un carrefour important pour l'ensemble des mobilisations syndicales et pour l'opposition en général (retraités, partis politiques, organisations étudiantes, etc.). S'illusionnant sur le triomphe de l'Alliance, le chapiteau fut levé lorsque Fernando De la Rúa prit les commandes du pays en 1999.

¹⁶⁸ En date du 25 avril 2007, le site Internet de la centrale indiquait 1 170 412 affiliés (<http://www.cta.org.ar>). Au moment où notre travail de terrain a été effectué, entre février et juillet 2005, la CTA comprenait un peu plus de 1 100 000 membres. Godio (2005) évalue que près de 3,5 millions de membres adhèrent à la CGT.

¹⁶⁹ Face aux fermetures d'usines et aux licenciements massifs, les chômeurs sont les premiers acteurs sociaux à se regrouper et à s'organiser (Aguiton, 2003). Leur stratégie et leur forme particulière de protestation soit le blocage de routes ou de ponts, lieux où sont organisées diverses activités, leur octroya l'appellation de *piqueteros* en référence au *piquete*, ancienne tradition reliée aux grévistes du 19^e siècle. Ils commencèrent à former des mouvements *piqueteros* en tant que tel vers la « fin 1994- début 1995 à Neuquén et dans les villes ouvrières de la région industrielle de la province du Rio Negro. » (Chesnaïs et Divès, 2002, p. 144) Le phénomène s'étendit à la ville de Buenos Aires à partir de 1997 et se généralisa au niveau national en s'amplifiant au fur et à mesure que la crise socio-économique s'accroissait. Les *piqueteros* devinrent ainsi à partir de 2000, des protagonistes sociaux de premier plan avec lesquels le gouvernement eut à négocier principalement des subventions ou des plans d'aide aux chômeurs. Il existe plusieurs mouvements *piqueteros* (le *Polo Obrero (PO)*, le *Movimiento Teresa Rodríguez*, la *Coordinadora Aníbal Verón*, le *Movimiento sin Trabajo Teresa Vive (MST)*, etc.) ayant des degrés distincts d'autonomie et d'affiliation par rapport aux centrales ouvrières (CTA, CCC) ou aux partis politiques (*Polo Social*, *Patria Libre*, etc.) (Fernández, 2002). Un des éléments importants et porteurs de signification est que ces mouvements se sont articulés indépendamment de la structure syndicale de la principale centrale, la CGT (Ortemberg, 2003). Il reste que le savoir syndical n'est pas écarté. Plusieurs comités de *piqueteros* ont transposé l'expérience syndicale vécue par les chômeurs dans d'autres types de luttes telles que la lutte contre la pauvreté.

¹⁷⁰ La CCC est principalement un courant politique syndical émanant du *Partido Comunista Revolucionario Argentino (PCRA)* regroupant des travailleurs, des chômeurs, des retraités, etc. Revendiquant la lutte des classes, l'organisation renaît dans les années 80 et prend de l'expansion dans les années 90 (Fernández, 2002).

4.2.3 Consolidation progressive de la contestation de l'ensemble du mouvement syndical face à Menem

La CGT ne s'intégra pas spontanément ni complètement à ce bloc d'opposition. Malgré quelques actions ponctuelles, dont la grève générale déclarée en septembre 1995, la centrale poursuivait ses tentatives de concertation sociale notamment au travers sa participation au conseil tripartite de travail devant traiter la problématique du chômage en mars 1996. Il fallut attendre le deuxième semestre de 1996, particulièrement avec la grève du 8 août, pour que la CGT participe aux mobilisations antigouvernementales et fasse ainsi en sorte que l'ensemble des travailleurs se trouve dans « *l'épicentre de la politique* » (Godio, 2000, t. 2, p. 1210).

En effet, devant l'offensive gouvernementale au niveau de la flexibilisation du travail¹⁷¹, la montée du chômage et de la paupérisation, la récession économique, les scandales de corruption éclaboussant le gouvernement menemiste, l'alourdissement du climat social¹⁷², les mobilisations des autres secteurs sociaux incluant l'épiscopat¹⁷³, ainsi que devant la pression de ses membres, la CGT n'eut pas d'autre alternative. Au début, Rodolfo Daer (alimentation), nouveau dirigeant de la centrale depuis septembre, se prononça publiquement contre les effets des politiques économiques du gouvernement (chômage, flexibilisation du travail, etc.). Peu à peu, les critiques se dirigèrent vers le ministre de l'Économie Domingo Cavallo, puis en dernière instance vers Menem lui-même. Selon Godio (2000, t. 2, p. 1210), ce fut le « *commencement d'une étape de recul et d'affaiblissement du menemisme.* »

¹⁷¹ Strega (2000, p. 46) stipule que « *en dictant les décrets 1553/96, 1553/96 et 1555/96, il [le gouvernement] adopta une position d'affrontement avec le mouvement syndical.* »

¹⁷² Nous faisons référence aux affrontements ayant eu lieu entre 1996 et 1997 tels que les multiples *cortes de ruta* ayant dégénéré en soulèvements, notamment dans la province de Neuquén (Cutral-Có, Plaza Huincul) et dans le nord du pays (San Lorenzo, Cruz del Eje, Tartagal) (Carrera et Cotarelo, 2001; Godio, 2000, t. 2).

¹⁷³ Lorsque Menem commença à critiquer l'Église catholique en 1996-1997, cette dernière réagit en soulevant l'aggravation du problème de la pauvreté et en commençant à participer aux mobilisations. Le militantisme de l'Église contre des projets de Menem donna aux travailleurs et aux secteurs syndicaux de la CTA et du MTA des munitions pour justifier leur propre participation (Godio, 2000, t. 2).

Carrera et Cotarelo (2001) avancent que la participation de la CGT eut une incidence sur le ralentissement de la concrétisation de certaines politiques de flexibilisation du travail¹⁷⁴.

Par ailleurs, malgré l'existence et la persévérance d'un groupe syndical cherchant le dialogue avec le gouvernement (secteur ultramenemiste), les rapports de force établis depuis la première élection de Menem à l'intérieur de la centrale se transformèrent, laissant progressivement la place aux « *gordos* ». Ces derniers cherchaient à prendre leurs distances par rapport au gouvernement et au Parti péroniste (Godio, 2000, t. 2).

Carrera et Cotarelo (2001, p. 47) signalent qu' « *à la fin de 1996, avec la fracture dans les cadres syndicaux et le croissant isolement des grèves générales et après les cortes de mai 1997, le moment ascendant des luttes populaires arriva à sa fin.* » La croissante hétérogénéité de la classe ouvrière (travailleurs syndiqués, travailleurs au noir, chômeurs, etc.) contribua à disloquer la cohésion du mouvement ouvrier dans ses actions revendicatives et protestataires. C'est ainsi que les luttes spécifiques aux travailleurs syndiqués furent de plus en plus isolées, estompées par la vivacité et l'originalité des luttes des chômeurs qui par ailleurs, s'organisaient de mieux en mieux (Piva, 2001; Carrera et Cotarelo, 2001).

Au début de la campagne électorale de 1997, la CTA et le MTA, tous deux des protagonistes importants dans le bloc de protestation face aux politiques menemistes, confluèrent sur le terrain de l'opposition politique à Menem. Néanmoins, les centrales suivirent un parcours différent. La CTA appuya l'Alliance¹⁷⁵ alors que la CGT majoritaire et le MTA favorisèrent en partie l'autre candidat du PJ, Eduardo Duhalde (Fernández, 2002).

¹⁷⁴ Elles furent retardées jusqu'en 1999 avant d'être appliquées par le gouvernement allianciste.

¹⁷⁵ Mary Sánchez de la CTERA (CTA) fut députée au sein du gouvernement de l'Alliance. Marcos Novaro (2005) nous rappelle que « *le syndicat des enseignants était quasi une des organisations de base de l'organisation partisane* ». Cependant, une fois au pouvoir, l'Alliance n'offrit pas beaucoup de charges publiques aux syndicalistes qui restèrent ainsi en dehors de la gestion. Selon l'auteur, cela permit à la centrale de maintenir son autonomie et de passer rapidement à l'opposition lorsqu'elle le crut nécessaire.

Le triomphe de l'Alliance calma temporairement les luttes. Dans un bref bilan, Fernández (2002, p. 19) rappelle que :

[...] le gouvernement allianciste n'eut pas une politique de travail et/ou syndicale qui ouvre des possibilités de coopération avec les syndicalistes plus enclins à la négociation; on n'a pas envisagé une amélioration du système des relations de travail au travers d'un quelconque processus de concertation; on a imposé une réforme des normes relatives à la réglementation référant à la protection des travailleurs, qui blanchit la flexibilisation imposée dans les années 90, mais signifia un échec symbolique du syndicalisme [...].

Ainsi, le dialogue de collaboration entre la CTA et l'Alliance cessa (Novaro, 2005). La situation politico-sociale se détériora rapidement lorsque les déceptions et frustrations générées par les comportements du Parti engendrèrent la multiplication des démonstrations de contestation. En effet, Carrera et Cotarelo (2001) constatent que dès la fin de 1999 jusqu'en août 2001, on assista à une nouvelle recrudescence de l'activité de la classe ouvrière (travailleurs actifs, chômeurs) et des mobilisations sociales qui dégénérent parfois en véritables affrontements sociaux¹⁷⁶. Il semble que l'ensemble des contestataires ait trouvé un terrain commun pour unir leurs forces. En outre, l'approfondissement du modèle néolibéral tant contesté et l'approbation de la réforme du travail (d'autant plus qu'elle était associée à des relents de corruption) sont quelques-uns des éléments qui alimentèrent l'activisme et l'opposition de tous les secteurs syndicaux (CTA, CGT officielle, MTA)¹⁷⁷. Le processus de mobilisation et de protestation sociale s'accrut vertigineusement lors des quelques mois précédant la crise et plus encore dès la deuxième semaine de décembre 2001, période où se déroulèrent les très médiatisés *saqueos*¹⁷⁸ (Ortemberg, 2003; Gonzalez Aleman, 2003; Beinstein, 2003).

¹⁷⁶ Les conflits sociaux partant des blocages de routes et de rues commencèrent à se généraliser à l'échelle nationale et à se rapprocher du centre de Buenos Aires. Il y eut plusieurs événements marquants dont la prise du pont *General Belgrano* (Corrientes- novembre 2000) et *General Mosconi* (Salta- juin 2001) (Carrera et Cotarelo, 2001).

¹⁷⁷ Avant de briser temporairement ses liens avec la CGT officielle en 2000 et de se faire appeler CGT dissidente, le MTA fit front commun avec elle, s'en rapprocha au point de quasi s'y intégrer, notamment parce que le secteur participationniste avait renforcé ses positions critiques (Fernández, 2002).

¹⁷⁸ Ces pillages furent opérés dans la plupart des provinces argentines et aux alentours de la capitale. Insatisfaite par l'absence de réponse face à leurs revendications liées au besoin de se nourrir, la population la moins nantie, réunie en manifestation, prit d'assaut de façon spontanée les commerces et les épiceries (Gonzalez Aleman, 2003; Gabetta, 2003).

L'un des principaux reproches adressés aux syndicats et surtout à la CGT fut sa faible participation dans l'insurrection de décembre 2001. En effet, alors que la majorité de la population sortait dans les rues pour manifester son mécontentement, que les travailleurs syndiqués participaient au *cacerolazo* en tant que simples citoyens, la CGT ne déclara la grève que le 20 décembre à 18h00 et ce jusqu'à la destitution du président De la Rúa.

4.3 Quelques expériences de renouveau syndical

L'analyse précédente démontre clairement qu'en général, le syndicalisme traditionnel argentin, en restant dans ses structures et ses stratégies antérieures, non seulement n'a pas su prévenir la crise du syndicalisme qui s'annonçait et comprendre les changements survenus, mais n'a pas su s'adapter aux nouvelles réalités par la suite. Fernández (2005) nous confirme cette tendance :

Le syndicalisme argentin, tout comme la classe politique, commit l'erreur de ne pas comprendre que les changements technologiques des années 80 signifiaient une grande modification dans le processus de travail impliquant une réadaptation non seulement de la situation de travail, mais aussi des structures syndicales. Je crois que partout dans le monde, il y eut une réaction lente du syndicalisme face à cela, mais beaucoup plus en Argentine. Jusqu'aux années 90, il n'eut pas de perception claire que la vieille société industrielle était terminée.

Il reste que c'est une chose de parler du syndicalisme et une autre de parler des syndicats ou des expériences particulières. Novick (2005) souligne « *qu'il faut sortir des visions trop générales et aussi manichéennes.* » Ainsi, pour rendre compte de la réalité syndicale, il faut aussi souligner la multitude de réactions et réponses syndicales engendrées par les nouvelles réalités ainsi que par l'attitude d'inertie du syndicalisme traditionnel. Comme le mentionne Novaro (2005) :

Par rapport au début des années 90, le monde syndical est aujourd'hui un monde pluriel, en partie à cause des réformes, de la crise du péronisme, de la vigueur des autres alternatives politiques et des tendances qui ont mûries à l'intérieur même du monde

syndical telles que la recherche d'autonomie et la formation d'un nouvel activisme syndical au niveau des entreprises et des secteurs. [...] Le monde syndical [...] est un monde où il y a beaucoup de mouvement.

Ainsi, plusieurs des réponses syndicales furent originales dans leur combativité, dans leur recherche d'autonomie, dans les stratégies utilisées, dans les actions posées, etc. Ces acteurs syndicaux, plus ouverts au débat et aux changements, tentèrent chacun à leur façon, un renouveau syndical. Dans cette section, nous présentons trois cas qui diffèrent du syndicalisme traditionnel, soit le cas des délégués syndicaux du secteur du métro de Buenos Aires, celui d'un secteur local de la UOM se détachant des positions du syndicat national en appuyant les travailleurs d'entreprises récupérées ainsi que le cas de la CTA. Cet examen de cas concrets est suivi d'une réflexion sur les possibilités réelles de changement du syndicalisme argentin.

4.3.1 Cas des délégués syndicaux du secteur du métro

Depuis le début du 21^e siècle, les travailleurs du métro se sont fait remarquer par la nature de leurs combats et par leur combativité. Cet activisme est surtout attribué à un corps de délégués à l'interne qui s'oppose au syndicat national, l'*Unión de Tranviarios Automotor* (UTA). Le syndicat est affilié à la CGT et est dirigé par Juan Manuel Palacios, qui est, rappelons-le, le principal allié de Hugo Moyano, le secrétaire général actuel de la CGT.

Certes, cette opposition d'un corps de délégués ou d'une commission interne au syndicat national n'est pas un phénomène nouveau. Historiquement, dans d'autres secteurs tels que la téléphonie ou au sein même du secteur du métro, il y a toujours eu des courants d'opposition aux directions nationales. Nous présentons ici les réactions et les luttes du secteur du métro via l'interprétation de Roberto Pianelli, délégué syndical militant depuis presque 5 ans pour le comité syndical s'opposant au Conseil directif de l'UTA.

Le métro fut une entreprise publique des années 1940 à 1994, année où il passa aux mains du concessionnaire Metrovías. Ce passage occasionna plusieurs grands changements, dont une diminution de plus de la moitié des employés (3600 à 1400), un ajustement à la baisse des salaires des nouveaux travailleurs ainsi que l’allongement de la journée de travail qui passa de 6 heures à 8 heures. Ces nouvelles conditions de travail imposées par l’entreprise furent renouvelées lors de l’accord collectif signé à la fin de 1994 par la conduction syndicale en place. Selon les termes de Pianelli (2005), cette dernière pouvait être qualifiée de « *bureaucratique* », « *prise dans la logique péroniste de collaboration des classes* », « *mafieuse* » et « *pro-patronale* ».

Malgré une telle conduction syndicale, une première action collective fut réalisée en 1997 contre le congédiement d’un travailleur : les 5 lignes du métro furent paralysées. Le travailleur fut réincorporé à l’établissement. À partir de ce moment, cette technique fut adoptée automatiquement à chaque tentative de l’entreprise de licencier un travailleur et selon Pianelli (2005), cette démarche réussit à freiner les congédiements. À partir de ce succès, un débat fut entamé pour évaluer quels étaient les autres problèmes à affronter et afin d’établir la nécessité de reconquérir les « acquis » perdus avec la concession de l’entreprise. Pianelli (2005) nous raconte que le pas en avant fut impossible dû à la conduction bureaucratique du syndicat.

C’est en 1998, lors de la négociation d’un accord collectif encourageant la flexibilisation des conditions de travail, que divers groupuscules d’activistes clandestins qui agissaient alors chacun de leur côté pour impulser des actions contre les congédiements, commencèrent à se regrouper et à se coordonner dans un front unique afin de tenter de désarmer la conduction syndicale existante. Bien que l’accord soit signé tel quel, il servit à ce que se coordonnent les forces de l’opposition et que s’organise une stratégie pour gagner les prochaines élections où les délégués sont élus par secteur, par atelier et par ligne de métro.

En 2000, lors du renouvellement des élus, l'opposition à la bureaucratie obtint la majorité au comité syndical de l'entreprise. À partir de ce moment, le corps de délégués réussit à « *s'institutionnaliser* » (Pianelli, 2005). Il maintint des réunions hebdomadaires permanentes, publia des communiqués et eut ses propres initiatives, indépendamment du syndicat. Selon Pianelli (2005), « *c'était comme si on était un syndicat à l'intérieur d'un autre* ». Leurs pratiques et leur orientation étaient effectivement complètement différentes de celles émanant du syndicat. Par la loi, ce dernier est le seul habilité à déclarer la grève, à signer les conventions collectives et les accords avec l'entreprise. Les actions réciproques de ces deux entités créèrent donc de lourdes tensions.

Il y eut par la suite plusieurs grandes batailles générées et gagnées par le corps de délégués. Pianelli (2005) fait d'abord référence à la lutte contre la précarisation des salaires et des conditions de travail. Son groupe réussit à ce que les entreprises contractuelles qui s'intégraient aux ateliers puissent bénéficier de la convention collective existante. Aussi, il mentionne la lutte contre l'élimination de certains secteurs de travail. Dans ce cas, suite à un vote, les travailleurs effectuèrent une grève d'une heure qui n'était pas appuyée par l'UTA. Cette action engendra le congédiement de 200 travailleurs et mena au mécanisme de conciliation obligatoire imposée par le ministère du Travail. Le syndicat refusait l'intégration du corps de délégués à la discussion. Après s'être imposé, ce dernier gagna le conflit point par point. Selon Pianelli (2005), le succès de cette lutte fut déterminant, car ce fut une victoire sur la bureaucratie et surtout, la preuve vis-à-vis des travailleurs de la capacité du corps de délégués à les protéger.

Dès 2000-2001, le corps de délégués commença à discuter le thème du retour à la journée de travail de six heures. Suite à une campagne d'information et de sensibilisation menée auprès des travailleurs sur les risques pour la santé qu'engendraient leurs conditions de travail, les délégués entamèrent une campagne plus vaste ayant comme devise : « *sécurité pour les usagers, santé pour les travailleurs et plus de postes de travail* » (Pianelli, 2005). Concrètement, ils portèrent deux projets de loi à la législature de Buenos Aires pour le retour de la journée de six heures. Suite à de nombreuses actions et mesures de force, une loi fut

votée, mais une commission d'étude fut imposée afin de vérifier l'état d'insalubrité des lieux de travail. Un an plus tard, c'est-à-dire en septembre 2003, le gouvernement ratifia une résolution sur l'insalubrité sonore de certains secteurs du métro. Cela signifiait pour les employés travaillant sous terre une diminution de la journée de travail de huit heures à six heures. Il fallut attendre décembre 2003 pour que la loi soit totalement mise en application par l'entreprise.

Ce n'est qu'en avril 2004 que la loi fut modifiée pour inclure tous les travailleurs du métro, y compris les vendeurs de billets et les travailleurs des ateliers de surface. En effet, le corps de délégués réagit fortement suite à un accord entre l'entreprise et l'UTA qui stipulait l'intégration de machines distributrices de billets en échange du non-licenciement d'employés ainsi que le retour à la journée de six heures pour plus d'employés, mais pas pour tous. Suite à une grève de quatre jours, le corps de délégués fut invité à une réunion où participaient le gouvernement, l'entreprise et l'UTA. Ce fut une autre grande victoire, car non seulement ils participèrent aux négociations, mais ils obtinrent la réintégration d'une centaine d'employés qui avaient été congédiés suite à la grève ainsi que la journée de six heures pour tous sans exception. La question des machines distributrices allait être discutée plus tard dans une commission où serait intégré le corps de délégués (Aizpeolea, 2004).

Suite à la signature en juillet 2004 d'un accord salarial entre l'entreprise et l'UTA, le corps de délégués, insatisfait, impulsa une grève. Selon Pianelli (2005), l'entreprise comprit à ce moment qu'elle devait transiger avec le corps de délégués plutôt qu'avec le syndicat avec qui les accords ne pouvaient pas toujours être garantis.

Afin de considérer la question de la recomposition salariale, les 21 délégués représentant autour de 2000 travailleurs formèrent des commissions avec l'élection d'une cinquantaine de délégués élus par secteur et par roulement. Ces derniers participèrent à l'élaboration de la proposition salariale et du plan de luttes par le biais des discussions et des décisions prises en assemblée les lundis soirs à l'Hôtel Bauen. C'est en novembre 2004 que fut formulée une demande d'augmentation salariale de 53%, une requête de restitution du

paiement des heures effectuées de nuit ainsi que la reconnaissance de l'ancienneté. Suite à une série de sept grèves, ils signèrent un accord leur reconnaissant les heures de nuit et le 2% par année d'ancienneté. Quant à la question salariale, elle fut négociée directement avec le corps de délégués lors d'une commission paritaire remise à janvier 2005.

Dans un contexte où l'ensemble des travailleurs gagne peu et où il y a encore un fort taux de chômage, la question des augmentations salariales des travailleurs de métro, relativement bien payés (autour de 1500-1600 pesos par mois), devint rapidement une question d'ordre public. D'un côté, l'entreprise alléguait que les travailleurs du métro gagnaient déjà beaucoup et qu'il lui était impossible d'accorder cette augmentation, car cela générerait des demandes d'augmentation salariale de toute part. De l'autre côté, les travailleurs organisèrent une conférence de presse et divulguèrent les données relatives à l'entreprise (sa productivité depuis 1994, les chiffres sur l'augmentation des passagers et des tarifs, etc.), leurs propres salaires ainsi que ceux de quelques personnes détenant des postes clés au sein de l'entreprise. Pianelli (2005) résume l'essentiel de leur discours ainsi :

Cela ne nous fait pas honte de gagner plus de 1000 pesos alors qu'il y a des gens qui en gagnent 300. Ce qui nous fait honte, c'est que ces gens gagnent 300 pesos. Ce que Metrovías fait, elle parle à l'ensemble des travailleurs et leur dit qu'un travailleur n'a pas le droit de recevoir un salaire égal ou meilleur que celui du panier familial qui tourne autour de 1700 pesos pendant que les fonctionnaires comme le porte-parole de la compagnie [...] gagne 25 000 pesos et que le vice-président gagne 45 000 pesos par mois. Ce fut une bombe. L'opinion publique s'inclina violemment de notre côté et la discussion commença.

Pour le délégué interrogé, une des nouveautés est que cette lutte n'est pas que salariale. Elle est une lutte contre la précarité du travail. En ce sens, la bataille a un sens plus large et politique, car elle comprend un contenu qui aborde des aspects qui ne concernent pas uniquement les syndicats. Par ailleurs, la combativité et l'argumentation du corps de délégués porta ses fruits, car les travailleurs, en plus d'obtenir l'appui de l'opinion publique, reçurent une augmentation salariale de 42%.

Plusieurs éléments distinguent les travailleurs du métro de Buenos Aires des cas relevés dans les années soixante et soixante-dix où les conceptions syndicales s'opposaient à leur syndicat officiel. Parmi ces éléments, Palomino (2005) souligne la pluralité idéologico-politique de la nouvelle direction du comité syndical. Contrairement à la tradition d'homogénéité idéologique péroniste prévalant normalement au sein des commissions internes¹⁷⁹, les représentants des travailleurs au comité syndical du métro de Buenos Aires proviennent de différents horizons. Certains sont péronistes, trotskistes ou même socialistes. C'est un phénomène que Palomino (2005) observe surtout depuis la crise de décembre 2001 et dont il constate aussi la présence dans le secteur de la téléphonie.

Par ailleurs, cette pluralité idéologique et politique augmente considérablement la représentation des minorités syndicales dans le corps directif. Palomino (2005) fait observer que cela représente un indicateur significatif de démocratisation à l'intérieur de l'organisation syndicale. Ajoutons que le fait de discuter et de débattre en assemblée avec un plus grand nombre de travailleurs démontre également une ouverture vers une praxis améliorée de la démocratie. Palomino (2005) remarque néanmoins que le processus de démocratisation apparaissant dans quelques-uns des espaces syndicaux est souvent associé à une dynamique de conflit entre la base et la direction du syndicat national. Par ailleurs, la situation des travailleurs de métro peut laisser présager que des expériences comme celle-là, à condition que la section soit combative, pourraient être encouragées par la décentralisation de la négociation collective.

Aussi, Pianelli (2005) mentionne le développement et la consolidation de la solidarité intersyndicale. Dans l'entrevue, il fait référence aux discussions sur des stratégies d'action qu'ils ont partagé avec d'autres secteurs comme celui de la téléphonie ou de la santé. Il mentionne également la grève de solidarité qu'ils ont effectuée avec les travailleurs de LAFSA. Selon lui, « *cela faisait 50 ans qu'il n'y avait pas eu une grève de solidarité.* »

¹⁷⁹ Selon Palomino (2005), la plupart des commissions internes ont tendance à contrôler le mécanisme des élections en présentant une liste unique et en éliminant les concurrents.

Ce militant syndical croit également que les événements du 19 et 20 décembre 2001 stimulèrent la participation des travailleurs ainsi qu'un processus d'appui mutuel entre les syndicats et certains secteurs sociaux. Par exemple, le corps de délégués, accompagné de plusieurs travailleurs, certaines assemblées de quartier et organisations de chômeurs organisèrent conjointement une série d'activités et de discussions donnant plus de poids à chacune de leur revendication. Palomino (2005) précise qu'en 2002-2003, les syndicats ont profité des mobilisations sociales pour installer leurs revendications à l'intérieur de l'entreprise. Selon lui, les conflits syndicaux faisaient écho aux demandes qui s'exprimaient publiquement dans la société. Il spécifie cependant que ce n'était plus le cas dès 2004, moment où « *les syndicats ont implanté des revendications plus spécifiques à la production et au travail. [...] Les conflits se réfèrent alors à une logique syndicale qui fonctionnait par elle-même.* »

4.3.2 La UOM Quilmes et les entreprises récupérées

Parmi les expériences innovatrices et traduisant une adaptation de certains secteurs du syndicalisme aux nouvelles réalités du marché, nous retrouvons l'expérience de la UOM Quilmes. Cette section syndicale appuie des travailleurs qui se retrouvent hors de la structure classique d'organisation du travail, dans ce cas-ci, les travailleurs d'entreprises récupérées.

D'abord, qu'entendons-nous par entreprises récupérées¹⁸⁰ ? Il s'agit principalement de PME du secteur de l'industrie (métallurgique, alimentaire, de l'imprimerie, etc.)¹⁸¹, situées en partie dans les banlieues entourant les grands centres urbains¹⁸². Malgré la diversité des expériences et des trajectoires, la récupération de l'entreprise réfère dans la plupart des cas à cette situation typique : suite aux difficultés économiques vécues par l'entreprise¹⁸³ ou à son abandon par le propriétaire ainsi que devant la peur de se retrouver dans une situation de chômage et de marginalisation, une partie de ses travailleurs¹⁸⁴, au travers des accords préétablis ou encore par le biais de luttes, forment une entité légale, prennent le contrôle de l'établissement privé et recherchent le cadre juridique leur permettant de poursuivre légalement l'activité productive de façon autogérée avec de nouvelles techniques d'organisation et de gestion.

¹⁸⁰ Il existe plusieurs appellations désignant ce phénomène : entreprises occupées, autogérées, reconverties, etc. En ce qui nous concerne, nous utiliserons le terme « entreprises récupérées » car c'est le plus fréquemment utilisé. Dans le panorama actuel, on estime entre 170 et 200 le nombre d'entreprises récupérées en Argentine. Ces établissements impliquent plus d'une dizaine de milliers de travailleurs. Le phénomène tel qu'on le connaît aujourd'hui est apparu de façon moins isolée et éparse lorsque la récession économique s'est accentuée vers 1998-1999, avant de s'intensifier en 2001-2002. Il y a eu plusieurs cas isolés au milieu des années 80 et au début des années 90 tels que la formation de la coopérative General Mosconi (métallurgique) en 1987, celle de Campichuelo en 1992 et celle de la coopérative Cooptrafiya (Yaguané) en 1996. Plusieurs entreprises servirent d'exemple et impulsèrent un élan au cycle actuel. Pensons à la métallurgique IMPA, établissement ayant réussi avec succès, et à Unión y Fuerza qui fut, en décembre 2000, la première entreprise à réussir le processus judiciaire d'expropriation temporaire (Magnani, 2003; Rebón, 2004).

¹⁸¹ L'étude de Rebón (2004, p. 51) démontre que 76% des entreprises récupérées relèvent du secteur de l'industrie, le reste se situant dans les services comme des cliniques et des écoles privées. Selon l'auteur, ce haut pourcentage peut s'expliquer par le fait que le monde industriel fut plus fortement ébranlé par les changements d'ordre économique, mais aussi parce que les travailleurs des industries ont une forte tradition de lutte et d'organisation syndicale.

¹⁸² Slutzky, Di Loreto et Rofman (2003, p.12) précisent que « *près de la moitié des nouvelles coopératives autogérées sont situées dans la banlieue de Buenos Aires, principalement dans les parties de La Matanza, Avellaneda et Lanús; un peu moins de 10% dans la Capitale et le reste dans diverses provinces : Santa Fe, Córdoba, La Pampa, etc. [...].* »

¹⁸³ Outre les fermetures d'entreprises et les nombreux cas de faillites, la dégradation de la situation vécue par les entreprises s'est traduite par une nette augmentation des dettes, des coupures dans les principaux services, un équipement obsolète, une détérioration des relations de travail au travers de conflits portant sur les salaires et avantages sociaux non payés ou précarisés, sur des suspensions et licenciements, sur la diminution des heures de travail, etc. (Slutzky, Di Loreto et Rofman, 2003; Fajn, 2003). Par ailleurs, les entrepreneurs profitèrent largement de la nouvelle flexibilisation des normes du travail et bénéficièrent d'une certaine impunité face à l'infraction de plusieurs lois en matière de travail.

¹⁸⁴ En moyenne, plus de la moitié des employés des entreprises en difficulté ne s'est pas impliquée dans le processus de récupération (Almeyra, 2004; Rebón, 2004) notamment par scepticisme face au projet et à cause de la peur d'être pris en faute par le patron ou l'État (Allegrone, 2003).

Or, l'idée de récupérer l'entreprise n'allait pas de soi. Les travailleurs se tournèrent préalablement vers des solutions plus typiques pour tenter de résoudre leurs problèmes, dont le recours à leur syndicat (Davolos et Perelman, 2003). Dans les faits, peu d'organisations syndicales répondirent à l'appel des travailleurs. Celles qui le firent luttèrent pour la préservation des postes de travail, pour la récupération des salaires et avantages sociaux et même pour le recouvrement de l'indemnisation associée à la fermeture de l'entreprise. La majorité des syndicats préféra récupérer les dettes contractées par l'entreprise envers l'œuvre sociale syndicale. Certains d'entre eux plaidèrent en faveur de la faillite ou de la fermeture de l'entreprise. D'autres, de mèche avec les employeurs, contribuèrent même à déclarer une fausse faillite¹⁸⁵.

Devant l'inefficacité généralisée des organisations syndicales et l'impunité dont continuaient de jouir les entrepreneurs, nombreux sont les travailleurs qui se résignèrent à la situation (Fajn, 2003 ; Almeyra, 2004). Cependant, d'autres, influencés par divers facteurs¹⁸⁶, décidèrent d'entamer le processus de récupération.

Une fois l'entreprise récupérée, les travailleurs, suite au sentiment d'abandon ressenti lors du conflit avec le patronat, refusèrent de réintégrer le syndicat dont ils conservent une image fort négative (Barasatian, 2005). Il reste que, ce n'est pas parce que les syndicats ne se trouvent plus sur le plancher de l'établissement que leur influence ne s'y fait plus sentir. Malgré les travailleurs, certaines des pratiques et des stratégies de luttes syndicales sont

¹⁸⁵ Parmi les cas de faillites, nombreux sont ceux qui furent frauduleux. Agissant en toute impunité, les entrepreneurs eurent l'aide de plusieurs complices dont les « *syndics, la magistrature, des créanciers fictifs et dans quelques cas avec les syndicats mêmes.* » (Fajn, 2003, p. 36)

¹⁸⁶ Bien qu'ils menèrent les uns à la résignation, le constat d'injustice face à la lésion des droits des travailleurs, à l'impunité des employeurs et l'inefficacité des institutions ainsi que le sentiment d'insécurité vécu face au phénomène du chômage, de la marginalisation et des faibles possibilités de se recycler, déstabilisèrent les autres. Ces derniers atteignirent leur seuil de tolérance par rapport au discours et à la situation en cours. Les limites de l'action collective traditionnelle et la « délégitimation » des institutions favorisèrent une distanciation progressive des travailleurs par rapport à ces dernières et à ses points de référence habituels, stimulant ainsi l'amorce d'une réflexion questionnant l'ordre établi et les idées reçues. Peu à peu, les travailleurs sortirent de leur isolement, se tournèrent vers les autres pour discuter, explorer et débattre de voies alternatives allant au-delà des « *paradigmes de l'entreprise traditionnelle* » (Sancha, 2001, p. 66) et de la pensée unique néolibérale. Ensuite, ils passèrent à la réalisation d'une action commune.

reproduites, portées par ceux qui avaient une trajectoire syndicale plus active (Davolos et Perelman, 2003).

Comment réagirent les organisations syndicales ayant appuyé les travailleurs dans leurs revendications lors du conflit avec les employeurs devant cette forme inhabituelle d'action collective ? Dans 62% des cas, les syndicats les abandonnèrent lorsque l'axe du conflit se déplaça vers la récupération (Fajn, 2003, p. 88-89). Parmi les motifs justifiant cet abandon, les syndicats prétendirent que le processus de récupération d'une entreprise n'était pas une stratégie traditionnelle ou encore que la formation d'une coopérative de la part de leurs membres éliminait une partie des apports financiers au syndicat.

L'appui apporté par les syndicats aux entreprises en processus de récupération varia selon les syndicats, les branches d'activités et même selon les sections syndicales d'une même organisation. Certaines entreprises ne bénéficièrent que d'un soutien partiel de la part de leur syndicat. À titre d'exemple, l'organisation syndicale encouragea temporairement l'entreprise dans le besoin en continuant de lui fournir l'œuvre sociale ou en participant aux manifestations avec les travailleurs. Dans ce type de cas, les entreprises récupérées ont tendance à entretenir de bonnes relations avec leur ancien syndicat même si ce n'est que de façon sporadique (Fajn, 2003). Le type et l'intensité de l'appui syndical reçu par les entreprises lors du conflit précédent la récupération et pendant celle-ci furent déterminant quant aux relations que les travailleurs d'entreprises récupérées développèrent avec les syndicats.

Dans ces conditions, les syndicats ayant appuyé les entreprises récupérées du début jusqu'à la fin se démarquent distinctement. Très peu d'entreprises reçurent un appui total des organisations syndicales. Plusieurs exemples ont été relevés dans la littérature dont les cas de Zanón¹⁸⁷, du frigorifique Yaguané ainsi que de certaines entreprises de l'industrie graphique

¹⁸⁷ Le cas de Zanón est particulier. Au départ, lors des premiers conflits, le syndicat était de connivence avec le patronat. Les travailleurs ne reçurent l'appui syndical que lorsqu'ils récupérèrent la commission interne de l'usine, puis la direction du Syndicat des ouvriers et employés céramistes de Neuquén (SOECN) (Picchetti et Xiques, 2003 ; Davolos et Perelman, 2003).

et métallurgique (Polimec, La Vaskonia). À notre connaissance, l'article de référence en la matière a été écrit par Patricia Davolos et Laura Perelman. Ce texte concerne plus particulièrement le cas de la UOM Quilmes, située dans la banlieue sud de Buenos Aires et qui constitue une région où beaucoup d'entreprises ferment leurs portes. Elle est une des rares sections syndicales de la UOM, affiliées à la CGT, à avoir appuyé la récupération des entreprises avant, pendant et après le processus de récupération, et ce, malgré que l'idée ne soit pas partagée par la bureaucratie du syndicat au niveau national.

La UOM Quilmes se distingua des autres sections de la UOM en créant le *Consortio Metalmeccánica de la Zona Sur*, appuyant ainsi le processus de récupération d'une douzaine d'entreprises (Polimec, MVH, Unión y Fuerza, Los Constituyentes, etc.) dont plusieurs qui n'appartenaient pas au secteur d'activité qu'elle représentait¹⁸⁸. Suite à l'inclusion de ces autres secteurs d'activités de la région qui avaient été abandonnés par leurs propres syndicats, l'association devint le *Consortio de la Zona Sur* (Soñez, 2005).

Cette aide aux travailleurs se situant hors du système de travail traditionnel s'est traduite par l'offre de ressources physiques, politiques et relationnelles. Ainsi, outre l'octroi de nourriture et d'espèces dans les moments plus difficiles, le soutien technique dans de nouveaux apprentissages, la collaboration pour des recherches, l'offre temporaire pour le travailleur et sa famille d'accéder gratuitement à l'œuvre sociale et l'accès aux services d'un avocat afin de pouvoir contrecarrer les subterfuges légaux utilisés par les pouvoirs publics, les délégués et représentants syndicaux ont assuré une présence lors des actions d'occupation, de revendication, de négociation et d'articulation avec certains secteurs de l'État (force de l'ordre, justice, etc.). Une fois l'entreprise récupérée, la section syndicale a même tenté de s'insérer dans l'organisation et la gestion de l'entreprise, mais elle s'est retirée lorsqu'elle a compris que cela causait des affrontements entre les travailleurs et le syndicat, ce dernier détenant une image reliée au rôle patronal (Davolos et Perelman, 2003).

¹⁸⁸ Parmi les coopératives n'étant pas du secteur de la métallurgie, mentionnons la *Cooperativa Miniplast* du secteur du plastique. Il y eut aussi des coopératives provenant du secteur chimique, du bois, etc.

Pour les travailleurs d'entreprises récupérées, la syndicalisation apporte un soutien complémentaire. En plus de bénéficier d'un accès à l'œuvre sociale syndicale et à diverses ressources physiques et organisationnelles, les travailleurs sont intégrés à l'intérieur d'un réseau plus large que celui des entreprises récupérées. En effet, leur participation aux diverses rencontres et activités syndicales brise l'isolement en favorisant les liens avec les représentants syndicaux locaux et les autres travailleurs salariés.

Le partage de leurs expériences et de leurs savoir-faire réciproques comporte plusieurs avantages. Almeida (2005) mentionne que le travailleur d'entreprise récupérée peut, de par son expérience de l'ensemble du processus de production, communiquer aux syndiqués n'ayant pas toujours accès à toutes les informations, de multiples renseignements sur les méthodes de contrôle de gestion, sur la structure de commercialisation, etc. Cela permet aux syndiqués d'avoir une vue d'ensemble et peut les aider dans la négociation de leur nouvel accord collectif, dans l'élaboration de politiques nationales ou de politiques communes à un secteur d'activité.

De plus, cela permet aux travailleurs d'entreprises récupérées de comprendre l'impact symbolique de leurs actions sur l'ensemble de la société. Les auteurs ne parlent pas d'un « impact direct dans les demandes et conditions de travail des salariés » (Fajn, 2003, p. 214). Bien que l'objectif des travailleurs, en récupérant leur entreprise, ne soit pas au départ de réformer le monde du travail, ni de changer les idéologies, mais bien de sauvegarder leur poste de travail, l'espace qu'ils ouvrent engendre « *un éventail de nouvelles possibilités dans les milieux tant économiques qu'organisationnels [...]* » (Fajn, 2003, p. 148-149). Ainsi, ces expériences initient la réflexion, provoquent des discussions entre les acteurs sociaux et des débats sur les standards du monde du travail. Par ailleurs, il serait intéressant d'investiguer à quel point les travailleurs font le lien entre l'expérience des entreprises récupérées et une application possible de certains aspects au niveau syndical.

Selon Magnani (2003), ces discussions et les liens entre ces expériences et les organisations mettront progressivement en place certaines des conditions nécessaires au changement social. Rebón (2004, p. 104) croit quant à lui, qu'un « *changement dans la culture ouvrière commence à se former* » notamment en ce que la récupération fasse désormais partie du répertoire de lutte des travailleurs. En effet, pour les travailleurs salariés dont l'entreprise éprouve des difficultés économiques, ces échanges constituent une mine d'informations pouvant servir à leur propre démarche de récupération. Enfin, le partage des expériences entre les syndiqués et les travailleurs d'entreprises récupérées permet à l'ensemble des travailleurs d'élargir leurs repères d'identification collective (Davolos et Perelman, 2003).

À certains égards, nous pourrions dire, comme nous le fait remarquer Barasatian (2005), que le syndicat ici a joué plus ou moins le même rôle que les mouvements d'entreprises récupérées. Ces derniers sont nés de la solidarité vécue entre les travailleurs vivant l'expérience de récupération. Il existe plusieurs mouvements dont le *Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas* (MNER), le *Movimiento Nacional de Fábricas Recuperadas por los Trabajadores* (MNFRT), la *Federación Nacional de Cooperativas de Trabajo y Empresas Reconvertidas* (FENCOOTER), etc. Ils se distinguent les uns des autres par l'origine des entreprises, leur mode de fonctionnement, leur conception de ce qu'implique la récupération d'entreprise au niveau politique, etc. Par exemple, contrairement au MNFRT, le MNER est un mouvement plus politique et radical, dont l'objectif plus global, suite à la récupération des postes de travail, est d'approfondir la critique de la société et d'éveiller sa conscience (Magnani, 2003 ; Rebón, 2004).

Au-delà des brouilles et divergences politiques de ces mouvements, l'essence même de la formation de ces derniers est de permettre aux entreprises récupérées ou en voie de l'être, l'accès à un réseau brisant l'isolement et leur fournissant une banque de ressources matérielles (prêts, subventions, etc.), organisationnelles (stratégies de lutte, coordination d'actions communes, etc.) et relationnelles (diffusion de l'information, assistance technique et juridique, etc.) pour toutes les étapes de la récupération afin qu'elles puissent survivre,

partager leurs expériences, se consolider et détenir un pouvoir politique dans les revendications faites aux instances publiques (loi nationale d'expropriation, changement dans la loi de faillite, appui financier, etc.).

Barasatian (2005) croit cependant que les mouvements d'entreprises récupérées sont allés plus loin dans leurs fonctions, car selon elle, ils se préoccupent d'un ensemble de problèmes et non pas a priori que des thèmes de couverture sociale ou de retraite. Ils ont un rôle de revendication de l'ensemble des demandes.

Pourtant, plusieurs auteurs prétendent que malgré l'importance du soutien qu'ont apporté ces mouvements aux entreprises dans les premiers moments de lutte et le lien symbolique qui les relie, nous ne pouvons déterminer leur degré d'identification et d'implication au mouvement lorsqu'elles se seront consolidées notamment parce que les entreprises sont nombreuses à vouloir garder leur autonomie (Magnani, 2003 ; Rebón, 2004). De plus, les travailleurs ne s'identifient pas toujours aux visées idéologiques et politiques du mouvement qui les a préalablement appuyés (Rebón, 2004). Fajn (2003, p. 78-79), suite à une étude allant dans ce sens, conclut que les entreprises récupérées, une fois leurs bases établies, se reconnaissent peu dans le mouvement social regroupant les entreprises récupérées. Plus spécifiquement, il mentionne que 30% du total des entreprises questionnées n'ont pas de lien avec les autres entreprises récupérées et que 53% conservent des contacts moindres et de faible intensité.

Étant donné l'existence de mouvements d'entreprises récupérées, qu'est-ce qui motiva cette section de la UOM à encourager les entreprises dans leur processus de récupération ? Davolos et Perelman (2003) entrevoient des raisons de nature idéologique et politique : s'assurer que les travailleurs préservent leur poste de travail et qu'ils restent affiliés à leur syndicat afin d'améliorer le rapport de force des syndiqués dans les négociations avec les juridictions étatiques et patronales. L'action en tant que telle aurait été favorisée par la relation particulière que la section entretenait avec ses entreprises surtout depuis la décentralisation de la négociation collective et des conflits au niveau de chaque

établissement. Soñez (2005) justifie l'inclusion d'autres secteurs d'activité par le fait que le syndicat soit « *solidaire et ouvert aux besoins des autres [...].* »

La section Quilmes de la UOM réussit tout un exploit. Elle porta et promut l'idée de réformer les statuts auprès des organes directifs du syndicat au niveau national. En 2004, elle réussit à ce que les statuts soient adaptés à une autre réalité que celle de l'entreprise ayant un patron et des ouvriers (Barasatian, 2005). Depuis ce jour, les travailleurs d'entreprises récupérées reliées à la métallurgie peuvent s'affilier, voter et être élus au même titre que les autres syndiqués, avec les mêmes droits et responsabilités (Rebón, 2004). Concrètement, la section a réussi à inclure des travailleurs « non-enregistrés » normalement ignorés par la CGT.

De même, tenter de changer les visions reste un travail perpétuel. Soñez (2005) précise :

Nous essayons de conscientiser les congrès, de changer les mentalités des autres délégués syndicaux des autres fabriques, des travailleurs pour qu'ils ne perçoivent pas les travailleurs d'entreprises récupérées comme des drôles d'oiseaux qui dérangent et qui font quelque chose d'illégal, comme a parfois voulu le laisser entendre la société d'emblée. [...] Tout cela aujourd'hui est en train de tomber, personne ne peut plus discuter contre le travail [...].

La UOM Quilmes, tout comme la UOM de la section de Matanza et plusieurs autres syndicats tels que le *Sindicato Gráfico de Córdoba* et de Mendoza, la CTA et des gens qui étaient de la commission interne du *Sindicato de la Carne* (reliée au frigorifique Maximo Paz entre autres) participent à plusieurs activités visant à faire connaître les entreprises récupérées. Ils ont par ailleurs participé à une Table de discussion des syndicats lors de l'exposition sur les entreprises récupérées ayant eu lieu en avril 2005. Cette Table visait justement à aborder les solutions pour changer les comportements des syndicats et aider davantage les entreprises récupérées. Barasatian (2005) ajoute que la présence à l'inauguration de cette exposition de Susana Rueda, représentante de la conduction tripartite de la CGT réunifiée est un fait à signaler. Elle dit : « *nous avons invité la CGT, mais on n'espérait pas qu'ils viennent [...].* »

Par ailleurs, un des principaux défis des syndicats ayant une volonté de changement est de convaincre les travailleurs d'entreprises récupérées qu'ils peuvent encore leur être utiles. Les travailleurs liés aux coopératives se perçoivent souvent comme propriétaires et nombreux sont ceux qui adoptent une attitude réfractaire par rapport aux syndicats. Ils se disent : « *Pourquoi voudrions-nous des syndicats alors que maintenant nous pouvons décider entre nous ? À quoi pourraient-ils nous servir maintenant que nous avons des mouvements d'entreprises récupérées qui comblent certains de nos besoins ?* » Selon Almeida (2005), bien que les processus d'autogestion déplacent la question du salaire, celui-ci disparaissant comme intermédiaire entre le patronat et les ouvriers, il subsiste plusieurs raisons de rester attaché aux syndicats. D'autant plus que la plupart des travailleurs d'entreprises autogérées se trouvent dans une situation de précarité, où le peu de ressources disponibles limitent les possibilités de protéger adéquatement leurs droits (Barasatian, 2005).

Dans ce contexte, l'objectif de la syndicalisation auprès de ces travailleurs ne se résume pas à maintenir une structure syndicale qualitativement différente de celle qui est connue, mais de redéfinir le rôle du syndicalisme et la définition du travailleur. Le syndicat est une organisation visant l'amélioration des conditions de vie, par le biais de l'organisation et l'obtention de droits publics et universels pour tous les travailleurs (Almeida, 2005). Selon lui, il faut avoir une vue d'ensemble, car le collectif des travailleurs inclut tous les types de travailleurs. Selon Pianelli (2005), « *depuis cet angle, le syndicat a toujours sa raison d'être, y compris dans la société plus progressive [...].* »

4.3.3 Le cas de la CTA

L'existence d'une centrale alternative indépendante de la CGT, des partis politiques¹⁸⁹, de l'État et des entreprises ainsi que sa reconnaissance informelle par le gouvernement¹⁹⁰ est une nouveauté majeure au pays. Elle vint rompre plusieurs des traditions syndicales instaurées par le modèle péroniste, dont celle d'unicité syndicale et celle d'une organisation syndicale corporative étroitement liée au gouvernement justicialiste. Cet éloignement du vieux modèle syndical constitua un changement significatif apportant pour plusieurs des espoirs au niveau de l'éthique syndicale (Del Frade, 2004 ; Palomino, 2005).

La CTA, bien que minoritaire, fut l'une des réponses les plus originales et positives à la crise syndicale. Elle s'érigea en tant que résistance alternative en tentant de créer un espace syndical dont l'objectif principal était de répondre aux nouveaux défis posés par le scénario mondial et national. Afin de rendre cet espace plus efficace¹⁹¹, la CTA tenta de changer le panorama syndical traditionnel en rénovant ses pratiques syndicales tant au niveau de la structure, de l'organisation, des stratégies que des luttes. En ce sens, Zibechi (2004, p. 119) avance que « la CTA est l'expérience la plus avancée du syndicalisme en Amérique latine après les défaites des années 60. »

Outre l'intensité de sa combativité et ses stratégies de luttes inédites, la CTA innova en tissant des liens importants avec des représentants des communautés, des ONG, des divers mouvements sociaux et syndicaux ainsi que du secteur patronal, notamment auprès des PME (Zibechi, 2004). À titre d'exemple, la communauté intellectuelle (professeurs, chercheurs, etc.) fut intégrée à la centrale et à certains syndicats affiliés afin de mettre sur pied des cours

¹⁸⁹ Nous pouvons affirmer que cette autonomie par rapport aux partis politiques est une prétention de la majorité de la centrale qui est constituée par des représentants d'allégeance péroniste sociale-chrétienne. La minorité est composée de partisans communistes et socialistes se rattachant à divers partis politiques.

¹⁹⁰ La centrale fut formellement reconnue par le gouvernement le 27 mai 1997 (Del Frade, 2004) dans le sens où elle fut inscrite en tant que centrale. Cette reconnaissance n'est rien de plus que le respect de son existence.

¹⁹¹ Selon Del Frade (2004), cette efficacité se traduit par la capacité de tenir compte des réalités vécues par les travailleurs, d'articuler et de traduire politiquement ces demandes, de rallier les travailleurs aux luttes dans un front commun, et enfin, de tenter de leur restituer un minimum de pouvoir dans le rapport de force avec le gouvernement et le capital.

pour la formation syndicale, un centre de recherche sur la réalité vécue par la société argentine, etc.

L'idée était de rester ouvert à la diversité des demandes, de tenir compte du travailleur « [...] comme « *citoyen* » indépendamment de sa condition de travail » (Novick et Tomada, 2001, p. 24) et d'établir des ponts de communication entre eux. Pensons à la création de la Fédération terre et logement (FTV) réunissant un important regroupement de chômeurs *piqueteros*, ainsi qu'à la création plus récente d'un espace pour les entreprises autogérées au travers de la *Federación de Trabajadores de la Industria y Afines* (FETIA) de la CTA offrant des outils d'accompagnement technique entre autres.

Les membres affiliés individuellement s'organisent de façon autogérée depuis leur quartier où ils établissent un lieu de réunion au travers des organismes comme le *Movimiento Barrial de Bonaerense*, le *Movimiento Barrial de Corrientes* ou le *Movimiento Tupac Amaru* situé à Jujuy. Le rôle de la centrale est alors de « *partager des expériences et des conseils* » (González, 2005).

Cette attitude d'inclusion permet ainsi d'incorporer des secteurs auparavant ignorés par le syndicalisme traditionnel (travailleurs informels et autonomes, travailleurs des coopératives de travail, chômeurs, retraités, travailleuses du sexe¹⁹², etc.), de les considérer avec égalité et de faire front commun.

Concrètement, cette inclusion syndicale s'effectua par le biais d'un système inédit d'adhésion individuelle moyennant une cotisation symbolique de un peso par année. Tel que l'évoquent Novick et Tomada (2001, p. 23), il s'agit davantage d'une « *option idéologique et politique qu'un instrument de négociation collective.* » Cependant, le changement dans la structure syndicale permettant aux membres (individu, section syndicale ou syndicat) de

¹⁹² Les travailleuses du sexe sont réunies au sein de AMMAR (*Asociación de Mujeres Meretrices de la Argentina*), association reliée au *Sindicato de trabajadores sexuales de la Argentina en acción por sus derechos* affilié à la CTA.

voter directement et secrètement pour leurs délégués locaux, régionaux et nationaux lors des élections favorisa la démocratisation interne du syndicat (Fernández, 2002; Zibechi, 2004 ; Palomino, 2005)

Cette façon de faire constitue un changement significatif dans la culture syndicale puisque dans le système de représentation de la CGT, l'unique pouvoir des travailleurs est de voter pour le délégué syndical de leur syndicat ou parfois même pour le dirigeant d'une section territoriale du syndicat. Ils ne choisissent pas le représentant au niveau national et encore moins les dirigeants de la centrale. Sauf dans le cas où il est lui-même délégué syndical, le travailleur n'a aucune possibilité de participer au niveau de la centrale (Palomino, 2005). Les membres de la CGT sont les organisations syndicales, les fédérations et non pas les travailleurs mêmes.

CHAPITRE V

SITUATION ACTUELLE DU SYNDICALISME ARGENTIN

5.1 Processus de reconsolidation du mouvement syndical suite à la crise de 2001

Les changements de gouvernements suscitèrent à chaque fois de grands espoirs dans le créneau syndical, que ce soit lors du gouvernement de Duhalde (2002) ou de Kirchner qui fut élu en avril 2003. En lien avec Duhalde, le secteur syndical fut rapidement déçu surtout par la détérioration de la situation économique. Comme le mentionne Fernández (2002, p. 22), « [...] ce fut le moment dans lequel l'ensemble du secteur cégétiste dissident appuya explicitement un plan économique alternatif à celui désiré par les organismes multilatéraux de crédit [...] ».

Suite à la crise globale de 2001, les syndicats restèrent de façon générale extrêmement passifs. Godio (2005) avance que les syndicats évitèrent les revendications salariales afin de « faciliter la sortie de la phase aiguë de la crise économique. » C'est un argument valable, mais une chose est certaine, le piètre état de la situation économique laissait peu de marge de manœuvre aux directions syndicales pour négocier avec le gouvernement. De plus, les travailleurs syndiqués, préoccupés par la facilité avec laquelle ils pouvaient être remplacés de leur poste de travail évitaient les demandes d'augmentation salariale et la protestation en général. De toute façon, entre 2002 et 2004, le centre de la scène de protestation fut massivement occupé par les mouvements de chômeurs qui

réclamaient des modalités de subventions. Ces demandes constituaient alors la préoccupation majeure du gouvernement¹⁹³.

En juillet 2004, alors que la situation économique s'améliorait¹⁹⁴ et que se confirmait le leadership du nouveau président¹⁹⁵, la CGT officielle et la CGT dissidente se réunifièrent dans un unique espace syndical péroniste afin de consolider leur capacité de négociation vis-à-vis du gouvernement. De l'avis de la centrale réunifiée, cela permettrait de faire avancer la cause des travailleurs et de récupérer le terrain perdu de la contestation. Contrairement à la dynamique prévalant dans les années quatre-vingt-dix, où les « *gordos* » exerçaient l'hégémonie dans la centrale, cette fois, Hugo Moyano se positionna en tant que secrétaire général de la CGT unifiée et réussit à dominer le devant de la scène syndicale malgré la présence de Susana Rueda et de José Luis Lingieri au Conseil directif de la centrale, collègues représentant d'autres tendances syndicales (Godio, 2004; Godio, 2005).

¹⁹³ On remarque que les *piqueteros* ont été victimes depuis d'une campagne de salissage émanant des médias et du gouvernement (« accusations [...] de clientélisme, d'assistancisme, de manipulation politique, etc. ») (Saint-Upéry et Geiger, 2006). Svampa (Saint-Upéry et Geiger, 2006) souligne que « ce qui caractérise le gouvernement de Kirchner, c'est une dynamique de judiciarisation de traitement de la protestation sociale, de diabolisation et de stigmatisation médiatique, politique et sociale des organisations *piqueteras*. Une diabolisation qui s'étend parfois à différentes formes de conflits syndicaux et en particulier ceux qui sont les plus visibles dans l'espace public. »

¹⁹⁴ Godio (2005) résume très bien la situation économique: « [...] entre 2003 et 2005, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté jusqu'à 9% annuellement, les exportations en 2005 [sic] ont monté de 8% en 2001 à 25% en 2005, la forte dette extérieure a été négociée avec succès (diminuant de 180 mille millions en 2002 à 130 mille millions en 2005) et le chômage ouvert (22% en 2002, 14% en 2005) et la pauvreté (de 50% de la population économiquement active (PEA) à 40%) ont diminué. »

¹⁹⁵ Kirchner a réussi à tempérer l'effervescence sociale. Dans un contexte où sévissait malgré la nette amélioration un haut taux de chômage et de pauvreté, il a obtenu le soutien de la plupart des mouvements sociaux par un discours de centre-gauche plutôt progressiste démontrant une volonté de répondre aux demandes sociales et par quelques actions à forte connotation symbolique (Saint-Upéry et Geiger, 2006; Marra, 2007). Parmi celles-ci, il a fait le ménage par rapport à la question de la justice dans le dossier de la dictature (abrogation des lois qui amnistiaient les militaires des atrocités commises lors du *Proceso*) et dans celui de la Cour suprême de justice (destitution des figures associées à la corruption). Au niveau économique, il a pris du recul par rapport aux institutions internationales, est parvenu à rééchelonner la dette et a tenu tête aux grandes entreprises privatisées. Cependant, son discours anti-néolibéral ne s'est pas accompagné d'une réorientation vers un changement de modèle de régulation des rapports sociaux.

Aussi, à partir de cette même période, il y eut une recrudescence des mobilisations syndicales et une revitalisation de la négociation collective, surtout au niveau de la CGT¹⁹⁶. Toutefois, Svampa (2007, p. 6) fait remarquer que « *les conflits les plus résonnants furent dirigés par des commissions internes, dans certains cas, en dehors de la direction des syndicats ou des centrales reconnues [...].* » Elle réfère notamment aux conflits ayant eu lieu dans les secteurs de la téléphonie, des transports (métro) et de la santé publique (hôpitaux).

Par ailleurs, soulignons que plusieurs de ces secteurs participèrent à la création en décembre 2005 du *Movimiento Intersindical Clasista* (MIC). Ce mouvement regroupe des représentants combatifs (délégués, militants, dirigeants, etc.) des diverses centrales et syndicats (métro, hôpital Garrahan, *Sindicato Ceramista de Neuquén*, etc.) mais aussi de certaines entreprises récupérées dont le BAUEN et du mouvement *piquetero*. Tout en y intégrant de nouvelles perspectives, le MIC cherche à renouer avec la tradition de lutte de classe des années 60-70. Le mouvement est donc fortement anti-patronal, anti-impérialiste et anti-bureaucratique. Cet espace de coordination est avant tout un lieu de partage des expériences visant l'élargissement de la solidarité et la consolidation d'une alternative politique.

5.2 Limites du renouveau syndical

Les analyses précédentes nous ont clairement démontré que le syndicalisme traditionnel ne s'est pas adapté aux nouvelles réalités de la dernière décennie du XX^e siècle. Nous avons également vu que divers secteurs ont réagi aux changements ainsi qu'à l'inertie syndicale habituelle. Or, nous pouvons nous questionner sur l'impact réel de ces expériences sur l'ensemble du monde syndical. Certes, les essais d'autonomie par rapport à l'idéologie traditionnelle, de démocratisation et d'élargissement de la base ainsi que l'existence de pluralité idéologico-politique au sein d'un même groupe de délégués syndicaux ont eu des

¹⁹⁶ La plupart des revendications syndicales concernent des augmentations salariales. Elles ont lieu principalement dans le secteur de l'industrie et de plus en plus dans le secteur public, notamment grâce à la combativité de la CTA (Godio, 2005; Godio, 2004).

répercussions directes et concrètes pour les travailleurs concernés, pour l'entreprise, la section syndicale ou même au niveau de la communauté locale. De même, la présence de la CTA et la rénovation de plusieurs des pratiques syndicales ont bousculé certaines traditions syndicales et des idées préconçues par rapport au syndicalisme.

Pourtant, selon les chercheurs consultés, il faut relativiser l'importance de ces expériences, car elles comportent d'importantes limites. D'une part, la nouveauté de ces innovations, le fait qu'elles soient encore en processus de développement ainsi que leur faible représentation dans l'ensemble de la scène syndicale les empêchent de transformer profondément le modèle syndical traditionnel. Comme le souligne Fernández (2005), « *on ne parle pas encore d'une nouvelle centrale qui se substituerait à la CGT.* »

D'autre part, l'évolution vers certaines formes et dynamiques de renouveau syndical surgies en réaction au syndicalisme traditionnel semble limitée par le fait que ces expériences continuent de s'inscrire dans un rapport de force traditionnel. En effet, les tendances lourdes du syndicalisme sont encore dominantes et se sont même consolidées sous le gouvernement péroniste de Kirchner en dépit qu'il soit plus progressiste. En effet, la CGT a réussi à maintenir son pouvoir en se réunifiant. Elle est toujours celle qui a le plus d'influence sur le mouvement ouvrier en détenant la majorité des syndicats par branche d'activité et demeure la principale interlocutrice du gouvernement vu son nombre imposant d'affiliés (Svampa, 2007; Godio, 2005). Non seulement il y a une certaine stabilité dans le modèle syndical qui demeure inchangé, mais « *il y a comme un retour à ce mouvement de coupes et d'alliance par en haut. [...] Les dirigeants syndicaux de la CGT sont toujours plus proches des négociations de coupes pour maintenir leur espace de pouvoir que vers le bas, en relation avec leurs représentants.* » (Novick, 2005)

Afin de démontrer que les innovations sont limitées par la logique syndicale traditionnelle et par les grands défis auxquels elles sont exposées, nous fournirons ici quelques exemples concernant la CTA, le cas selon nous le plus probant de voie syndicale alternative.

Comme nous l'avons vu, la CTA a fait un grand pas en avant en réussissant à structurer un débat et une réflexion sur le syndicalisme. La centrale détient un discours plus moderne et ouvert en ce qui concerne le programme, le modèle d'affiliation, sa définition du travailleur, ses relations avec les autres mouvements sociaux, etc. Aussi, Novick (2005) avance que « *c'est un syndicalisme plus associé au politique et au social que le vieux modèle de travail.* » Néanmoins, plusieurs observateurs mentionnent qu'il y a peu de différences entre la CTA et la CGT au niveau des pratiques et attitudes. L'opinion de Novick (2005) confirme ces observations:

En vérité, j'ai cru dans les années 90 que la CTA était une rénovation syndicale. Maintenant, j'ai mes doutes. Leur stratégie établit des visions plus ouvertes, plus démocratiques, plus pluralistes, mais il ne me paraît pas que ce soit ce qui se passe actuellement parce que la situation que traverse le syndicalisme est très complexe. En réalité, nous sommes dans un monde dans lequel dominant la technologie, l'innovation, la connaissance et non la force de travail dans le sens traditionnel. Donc la CTA perd le pouvoir non seulement au niveau idéologique par le thème du néolibéralisme mais par les nouveaux systèmes productifs. La CTA a des défis importants et comme ils sont très impliqués dans les vieux schémas, ils ont beaucoup de difficultés à les affronter. [...] Ils ne répondent pas plus aux nécessités des foyers argentins.

5.2.1 Au niveau du modèle de syndicat unique

Les spécialistes de la question reconnaissent que la CTA jouit d'une « *progressive reconnaissance formelle et informelle* » (Novick et Tomada, 2001, p. 20). En effet, il semble que le gouvernement Kirchner donne plus d'espace politique à la CTA au travers son incorporation dans certaines prises de décisions ainsi que par le biais de la bonne volonté des fonctionnaires (Novaro, 2005). Tout en appuyant ce point de vue, Palomino (2005) fait observer que lors de la convocation du *Consejo del Salario Mínimo, vital y móvil* par le ministre du Travail en 2004, les deux centrales furent invitées. Il ajoute que cette invitation fit presque figure « *d'institutionnalisation de la CTA comme une autre centrale* » et qu'elle constitua une « *espèce de reconnaissance qui va plus loin que le mécanisme légal* ».

Malgré cette nette amélioration, la centrale lutte toujours pour une pluralité syndicale et une meilleure démocratie en tentant d'obtenir la *personería gremial* qui lui a été refusée en 2005. Rappelons que la *personería gremial* constitue la forme ultime et totalisante de reconnaissance et lui permettrait de gérer des œuvres sociales, de percevoir des cotisations prélevées autrement que par dons, de représenter légalement les travailleurs dans une négociation collective, etc. La *personería gremial* établit théoriquement qu'il ne peut y avoir qu'un syndicat, donc qu'une seule centrale, par branche d'activité. En pratique, seule la CGT détient actuellement ce privilège.

Quant au changement de loi sur la *personería gremial*, la proposition de la CTA, qui a l'aval de l'OIT, est d'en modifier quatre points afin qu'elle puisse garantir l'activité syndicale. Comme nous l'explique González (2005), le premier aspect de modification est de pouvoir autoriser les inscriptions syndicales. Le deuxième point est de faire en sorte que lors d'un conflit, les travailleurs puissent être représentés par le syndicat de leur choix même s'il est simplement inscrit. Le troisième problème à régler est la question de la protection du dirigeant syndical qui est assurée seulement dans le cas où le syndicat détient la *personería*. C'est donc dire que le dirigeant d'un syndicat simplement inscrit peut être victime d'un congédiement à tout moment pour des raisons politiques syndicales, mettant ainsi en péril l'organisation syndicale. En effet, le congédiement du dirigeant décourage souvent les travailleurs qui s'impliquaient dans le processus ou qui en auraient eu le désir. Enfin, le dernier aspect à prendre en considération touche à la capacité d'organisation, c'est-à-dire évaluer la possibilité que les syndicats simplement inscrits puissent prélever la cotisation syndicale sur la paie afin de détenir des ressources pour pouvoir s'organiser.

Même si Kirchner a fait quelques pas pour appuyer la CTA, il n'y a pas eu de définition ni d'instrumentalisation de politiques publiques claires et actives pour changer cette tradition syndicale d'unicité syndicale. Par ailleurs, un article publié le 24 novembre 2007 mentionne que « À la CTA, ils reconnaissent que les indices paraissent défavorables pour leur demande, mais ainsi tous continuent d'espérer. » (Piqué, 2007) L'auteur ajoute :

« À la CTA, ils disent que si Kirchner n'arrive pas à leur donner la personería, la situation de Yasky et de Depreti resterait très affaiblie tant de l'intérieur que de l'extérieur. »

5.2.2 Au niveau de la relation avec le Parti justicialiste

Aussi, nous pourrions relativiser les prétentions de la CTA à l'autonomie face aux partis politiques. La centrale fut autonome face au gouvernement Menem et de De la Rúa malgré sa tentative de rapprochement avec le FREPASO avant qu'il ne la déçoive véritablement. De même, nous percevons, au travers les entrevues effectuées auprès de syndicalistes de la CTA, le désir d'une certaine faction de former leur propre organisation politique. De l'avis de Marcos Novaro (2005),

[...] un parti des travailleurs ne pourrait pas concurrencer avec le péronisme plus loin que certaines limites et par conséquent, il faudrait qu'il se convertisse dans un parti de coalition avec l'opposition. Maintenant, ce n'est pas clair si la CTA a une idée du secteur avec lequel elle pourrait s'allier.

Aussi, selon Godio (2001, t. 2, p. 1238),

[...] c'est prématuré de considérer ce processus éclectique vers l'autonomie syndicale comme destiné à créer une culture syndicale politique non-partisane (comme elle existe par exemple en Italie, en France et en Espagne, ou dans des secteurs syndicaux au Mexique), dû au fait que le pays est en processus de transformation, et par conséquent que peuvent surgir de nouvelles alternatives politiques avec une capacité renouvelée de convocation des secteurs du mouvement syndical.

Il semble que ce fut effectivement le cas avec le gouvernement Kirchner. Ce dernier, en ayant une attitude de réconciliation sociale typique au péronisme, notamment en répondant à une série de demandes de divers secteurs sociaux dont certains groupes de *piqueteros*¹⁹⁷, réussit à intégrer la CTA à la coalition kirchneriste (Novaro, 2005). En effet, tout comme la CGT, la CTA entretient de bonnes relations avec le gouvernement péroniste, surtout depuis

¹⁹⁷ Selon Fernández (2005), « les *piqueteros* qui manient la CTA sont péronistes de manière qu'ils soient assez éloignés de l'idée d'autonomie syndicale de la CTA ».

l'élection de Hugo Yasky (du secteur de l'enseignement) au secrétariat général en novembre 2006, ce dernier étant plus près de la politique officielle. Le double jeu de Kirchner maniant des stratégies modérées, c'est-à-dire le fait qu'il soit conciliant à divers égards envers la centrale et qu'à la fois, il ne réponde pas complètement à ses demandes, place la centrale dans une situation ambiguë. Dans ce contexte, il devient difficile pour la CTA de se positionner totalement du côté de l'opposition ou même en tant qu'alliée car bien qu'elle ait accès à un espace de négociation privilégié, il lui impose certaines limites (Novaro, 2005). Nous pouvons alors nous questionner : la position de la CTA près du gouvernement va-t-elle vraiment renforcer ses capacités de négociation ou va-t-elle plutôt l'affaiblir progressivement auprès de ses membres en la délégitimant? Tout cela reste à voir.

5.2.3 Au niveau de la démocratie

Un des plus grands défis des syndicats argentins est la démocratisation des organisations syndicales. Sur ce terrain, nous avons pu constater des avancées significatives. Pensons à la UOM Quilmes qui a permis l'inclusion des travailleurs d'entreprises récupérées, travailleurs normalement exclus de la structure syndicale traditionnelle. De même, le secteur du métro où la pluralité idéologico-politique des représentants des travailleurs ainsi que la consultation plus élargie en assemblée démontre une amélioration concrète en ce sens. Il reste que les plus voraces détracteurs répondront que ce n'est pas parce que des décisions sont prises en assemblée que le processus est plus démocratique, car il est possible de manipuler une assemblée.

Quant à la CTA, le fait que les membres puissent voter directement pour leurs représentants y compris au niveau national ainsi que la centrale ait élargi sa définition du travailleur en incluant les chômeurs, travailleuses du sexe, etc. est une démonstration probante de son désir de démocratie. Almeida (2005) de la CTA nuance cette position en nous faisant remarquer que :

Bien que la CTA soit très démocratique comparativement à la CGT, [...] les grands syndicats de la CTA sont [...] dans le vieux mécanisme de syndicat classique. [...] Ils ont une structure verticale assez enracinée. Ici, à la CTA, le secrétaire général est celui qui commande, qui a le dernier mot. Ce n'est pas l'assemblée ou les associés. Dans la centrale, il y a un débat sur cela, cela fait partie du travail qu'il y a à faire à l'interne. De plus, nous élisons un délégué de section ou de fabrique, et c'est lui qui s'occupe de tout. Le plus démocratique qu'il y a, c'est quand il vient et nous informe de ce qu'il fait, mais difficilement, il y a une consultation où on se dit : « Que faisons-nous? Quel est mon mandat? ». C'est très rare. En général, les délégués se regroupent et décident entre eux. Ils ont comme une attribution de percevoir ce que les compagnons de base veulent.

Ce type de réflexion permet un débat plus large sur la démocratie. Bien qu'imparfaites, ces avancées sont significatives.

5.2.4 Au niveau des relations avec les autres mouvements sociaux

Il semble y avoir eu, du moins dans le cas de la CTA et de certaines sections syndicales ou commissions internes, des rapprochements importants avec d'autres secteurs syndicaux et avec plusieurs mouvements sociaux. La solidarité entre les délégués du métro et de la téléphonie, les liens entre la CTA et les *piqueteros* ou encore l'appui de la UOM Quilmes envers les travailleurs d'entreprises récupérées sont quelques exemples de cela. Selon Novick (2005), malgré que nous puissions penser qu'il existe une solidarité entre les *piqueteros* et divers syndicats lorsqu'ils manifestent devant le ministère du Travail, « *en réalité, c'était parce qu'ils étaient tous là à la porte à crier. Il y a une énorme difficulté à construire un vrai mouvement social, articulé et qui réellement puisse aller en avançant.* » Soñez (2005) ajoute que tous se disputent leur portion de la tarte et se contentent d'accomplir leur rôle à l'intérieur de leur propre espace. Une alliance allant plus loin que des actions ponctuelles pourrait encourager le développement d'un espace commun permettant la discussion et la participation autour d'un projet collectif constructif. Cette association entre les mouvements sociaux comme objectif de renouveau syndical demeure un point important soulevé par les spécialistes interrogés.

Bien que toujours influencé par le schéma syndical traditionnel, l'ensemble de ces formes et dynamiques syndicales laisse une place de choix aux débats et à la réflexion, éléments essentiels pour un changement dans les logiques d'action habituelles. Selon Novaro (2005), les expériences de renouveau syndical vont « *à moyen ou à long terme être positives pour l'ensemble des syndicats* » car elles tentent d'ouvrir des brèches dans le modèle syndical.

Bref, l'examen de l'évolution du syndicalisme argentin établit notamment qu'il fait face à de grands défis. Plusieurs espaces syndicaux tentent d'explorer de nouvelles avenues contrairement à la CGT, qui comme nous l'avons vu, ne s'est pas adaptée aux nouvelles réalités dans le passé récent. Malgré que celle-ci, principal emblème du syndicalisme, ait récupéré une partie du terrain de la contestation dans une économie qui se rétablit progressivement, elle ne semble pas davantage déterminée à démontrer ni dans le discours, ni dans la pratique, une volonté de changer les structures et encore moins une tentative vers une quelconque ouverture à un débat sur l'adaptation syndicale aux transformations de la société. De même, la plupart des spécialistes interrogés prétendent que non seulement le syndicalisme traditionnel n'est pas prêt à construire un autre type de syndicalisme, mais qu'il joue un rôle pour limiter les changements en ce sens. Pensons notamment aux protestations de la centrale à l'OIT contre le changement de loi demandé par la CTA avec comme argumentation la sauvegarde de l'unité syndicale. De l'avis généralisé, les perspectives de la CGT comme acteur social déterminant dans la reconstruction du tissu social, politique et économique sont plutôt faibles.

5.3 Perspectives d'avenir du syndicalisme et changements proposés pour l'améliorer

En dépit de cela et à cause de cela, nombreux sont les protagonistes qui manifestent un désir de changement au niveau syndical. Nous présentons dans les quelques paragraphes à venir l'identification des besoins et des pistes de solutions relevées par nos interlocuteurs. Bien que ces derniers proviennent d'horizons différents, leur discours concordent vers les mêmes désirs pour l'avenir du syndicalisme. Il semble aussi, à quelques exceptions près, que

les changements demandés correspondent aux besoins identifiés par la théorie de renouveau syndical mentionnée en introduction.

Le thème venant en tête de lice est la réinstauration de la crédibilité, non pas tant des syndicats, mais des dirigeants syndicaux, surtout au niveau national. Novick (2005) relate les résultats d'une enquête réalisée en 2001, alors que se discutait une loi de flexibilisation du travail sous le gouvernement radical de De la Rúa. Cette étude démontre que pour l'opinion publique, le syndicat continue d'être une institution reconnue socialement, car non seulement il détient de fortes racines et une importante trajectoire historique, mais il est une institution sociale qui a la possibilité de défendre les intérêts collectifs beaucoup mieux que chacun d'entre nous individuellement.

Les dirigeants syndicaux sont donc ceux qui se trouvent directement visés par la méfiance de l'opinion publique. Fernández (2005) fait remarquer qu'actuellement *« les syndicalistes ont moins de crédibilité que les politiciens. C'est un signe de très grande faiblesse, [...] quoique cela ne veuille pas dire que les syndiqués abandonnent leurs syndicats. »* Comme le mentionne Soñez (2005), *« un nouveau dirigeant proposerait de nouvelles choses que les gens embarqueraient. »*

Une des solutions proposées est donc l'incorporation de nouveaux dirigeants syndicaux dans le système. Frondizi (2005) remarque que l'arrivée de nouveaux cadres syndicaux plus jeunes que la moyenne dans certains secteurs est une très bonne chose. Selon Fernández (2005), les *« nouveaux syndicalistes sont conscients que leur rôle est important et ils savent que les entreprises ne sont pas ce qu'elles étaient auparavant. Il n'y a pas de nostalgie pour un passé qui ne reviendra pas. »* Il nuance toutefois son point de vue en ajoutant que malgré les pratiques plus horizontales de ces jeunes syndicalistes, la démocratisation est limitée par la situation économique actuelle et le manque de ressources.

Or, l'intégration de nouveaux dirigeants touche également à un thème mentionné par tous en ce qui concerne les besoins de renouveau syndical : l'amélioration de la démocratie. L'arrivée de nouveaux dirigeants implique un changement dans la structure verticale classique et plus particulièrement au niveau des processus électoraux syndicaux. Soñez (2005) nous explique qu'il existe effectivement une « *coutume et une culture* » tant au niveau syndical, social que politique, où les dirigeants restent en place pendant des années (entre 15 et 30 ans), devenant ainsi des fonctionnaires et non plus des travailleurs. Selon lui, il est difficile de changer de dirigeants, car le système est structuré pour qu'ils restent en place pendant plusieurs années. Pensons aux nombreuses listes uniques d'élection et aux méthodes anti-démocratiques d'élimination des compétiteurs. Toujours selon le syndicaliste, il faudrait notamment implanter une « *réforme des statuts pour qu'ils soient plus ouverts, plus participatifs. [...] Le syndicaliste doit être un travailleur, qui ne peut être réélu plus de deux mandats et qui retourne à son poste de travail.* »

La recherche de démocratisation passe également par une plus grande participation de la base. À cette fin, Almeida (2005) propose d'aller puiser des éléments se trouvant dans les expériences pratiques d'autogestion. Par exemple, il propose de s'inspirer de leurs mécanismes d'information et de prise de décision en assemblée. Cette façon de faire encourage la participation d'un plus grand nombre de travailleurs. Selon son point de vue, « *ce n'est pas tant de faire des assemblées tous les jours pour prendre des décisions, mais que l'assemblée établisse des critères d'opération quotidienne respectés par tous et que s'il y a des modifications à faire, qu'elles se fassent au travers une nouvelle discussion ou une nouvelle assemblée.* » (Almeida, 2005)

Afin d'élargir la base de participation, les syndicalistes interrogés de la CTA mais aussi des spécialistes qui ne sont liés à aucune centrale proposent de redéfinir ce que nous entendons par le terme de travailleur, ce qui permettrait d'élargir la définition et d'intégrer plus de gens à la base. Selon González (2005), cet exercice serait fondamental, car il existe un très haut pourcentage de travailleurs en dehors du système productif. Pensons aux travailleurs autonomes, aux travailleurs informels, aux travailleurs de coopératives, aux

chômeurs, etc. Pour la CGT, un travailleur est un travailleur salarié « enregistré ». La réalité est que ces travailleurs constituent une minorité, tel que nous l'avons vu dans le troisième chapitre. La CTA tente d'inclure ces différents groupes, mais dans les faits, ce n'est pas toujours facile de par sa situation juridique entre autres. En plus de résoudre la question de la fragmentation des travailleurs, l'inclusion de différents types de travailleurs aux syndicats permettrait de régler en partie le problème de représentativité, car les organisations syndicales augmenteraient leur zone d'influence et de protection à l'ensemble des travailleurs.

Selon plusieurs, cette solution ne pourra être applicable que lorsque les principaux protagonistes auront une vue d'ensemble sur le panorama économique et social de la réalité actuelle. Cela implique le développement des connaissances tant chez les dirigeants syndicaux, chez les travailleurs que dans les centres d'étude traitant du syndicalisme. En ce qui concerne les syndicalistes, ils doivent pouvoir discuter et débattre des situations actuelles. Pour ce faire, ils doivent connaître les grandes mesures économiques et sociales régissant le monde et celles envisagées au niveau national. Ils doivent avoir conscience des conséquences des principaux enjeux tels que les accords de libre-échange, etc. Ils doivent approfondir les thèmes du chômage et du travail au noir, comprendre les nouvelles modalités de travail, les nouvelles technologies, etc. Pour ce qui est des travailleurs, il s'agit pour eux de mieux connaître leurs droits, les mécanismes de la négociation collective et même leur propre accord collectif, qui selon une étude pilote de Novick, est en grande partie méconnu par les travailleurs mêmes (Novick, 2005).

Dans cette perspective, il serait important de développer des outils et des lieux de formation qui permettraient d'investiguer de façon permanente et de faire un bon diagnostic de ce qui se passe dans le monde du travail et au niveau syndical. Aussi, ces espaces pourraient fournir des services d'information technique et des formations syndicales sur plusieurs thèmes, dont l'organisation du travail et les technologies. Novick (2005) considère qu'il y a « *quelques syndicats spécifiques qui ont réellement fait des choses intéressantes en matière de formation, en matière de certification des compétences.* » Elle donne l'exemple du syndicat des pâtisseries et du syndicat argentin de la télévision (SAT).

Ces idées d'avoir une meilleure vue d'ensemble et d'élargir la notion de ce que représente le travailleur font également partie du désir de nos interlocuteurs d'avoir une vision plus large du syndicalisme, de pousser plus loin le rôle de représentation et de défense des intérêts des travailleurs. Actuellement, la majorité des syndicats agissent dans une logique de lutte salariale et d'amélioration des conditions de travail, ce qui est légitime et essentiel étant donné la perte de valeur des salaires réels au cours des dernières années. Cependant, tel que nous le rappelle Novick (2005), cela ne construit rien. Il faut voir plus loin, notamment en considérant et comprenant que la préservation des postes de travail, au-delà d'octroyer un travail à un individu, « *est générateur de richesses pour le pays [...] et est un engagement pour la croissance du pays.* » (Barasatian, 2005) Les dirigeants syndicaux doivent « *commencer à se battre de nouveau pour le mouvement ouvrier* » (Soñez, 2005). Pour être efficaces, les revendications doivent aller au-delà des tâches immédiates et quotidiennes, les syndicats doivent avoir des projets, entamer des débats sur les perspectives d'avenir, voir comment ils peuvent participer et se positionner à l'égard des changements. Les organisations syndicales doivent sortir leurs luttes du cadre « *strictement syndical* » et se tourner vers des luttes contenant « *un profond contenu politique* » (Pianelli, 2005). La politique doit redevenir « *un instrument de changement social, et non pas un chemin qui conduise au pouvoir, à la corruption, à dire une chose et à en faire une autre.* » (Fronzizi, 2005) Par exemple, il faudrait entamer des luttes pour promouvoir des politiques nationales intervenant dans les « *entreprises afin de pouvoir réellement aider et contribuer à la solution* » (Barasatian, 2005).

Enfin, les personnes ressources rencontrées soulignent l'ampleur de la tâche à effectuer au niveau du changement des mentalités et des comportements des travailleurs par rapport au syndicalisme. En effet, de façon générale, il semble que les multiples transformations ayant eu lieu au niveau des réponses sociales face à la crise n'aient pas réussi à déstructurer les identités des travailleurs par rapport au syndicalisme. Les tendances lourdes du syndicalisme sont fortement ancrées dans la culture syndicale. Cette culture en est une de collaboration des classes, de non participation de la base. Cette dernière se contente d'aller voter pour son délégué syndical et continue d'identifier les syndicats aux services

sociaux qu'ils lui procurent. Cette attitude contribue largement à ce que les syndicats restent dans leurs logiques habituelles.

Selon Pianelli(2005), les travailleurs et leurs organisations syndicales doivent être maîtres de leur propre destin et doivent par conséquent être plus militants. Soñez (2005) insiste sur le fait que le syndicalisme doit avoir une attitude de confrontation et non plus seulement de revendication. Les syndicats ne peuvent se contenter d'être en bons termes avec tout le monde, « *le syndicalisme est né pour faire enrager les autres parce qu'il défend les intérêts des travailleurs. [...] Ce n'est pas normal que les augmentations salariales s'obtiennent par décret et non pas à cause de luttes menées par les travailleurs. [...] Le syndicalisme est synonyme de lutte* ». C'est pourquoi il faut insister sur le processus d'apprentissage social, sur l'intégration d'un nouveau répertoire d'action collective, sur les nouvelles façons de penser et de construire le monde syndical.

CONCLUSION

L'objectif de cette recherche documentaire était avant tout de comprendre l'évolution du syndicalisme argentin en regard des transformations sociétales des années quatre-vingt-dix. Étant donné la redéfinition de l'action collective effectuée par l'ensemble des mouvements sociaux surgis lors de cette période, il aurait été logique de supposer divers changements au niveau syndical. Néanmoins, nous avons soutenu lors de ce mémoire qu'à la lumière des fortes traditions syndicales, la plupart des secteurs syndicaux ne se sont pas adaptés aux nouvelles réalités.

D'abord, nous avons vu que les années 90 furent une époque charnière, car elles changèrent l'ensemble du paysage socio-économique argentin. S'insérant dans la poursuite du virage néolibéral entamé dans les années 70 et dans un objectif d'amélioration de la compétitivité du pays sur le plan international et de restructuration de l'économie nationale, l'application exacerbée de réformes néolibérales (ouverture de l'économie vers l'extérieur, désengagement de l'État des sphères sociales, diminution des dépenses publiques, processus de privatisations des entreprises publiques nationales et provinciales, plan de convertibilité, dérégulation du marché, etc.) eut des répercussions majeures sur l'ensemble des structures gérant la société (économie, santé, enseignement, structure du marché de l'emploi, syndicalisme, etc.).

Certes la situation socio-économique ainsi que la qualité des conditions de vie et de travail des citoyens n'étaient déjà pas très reluisantes en partie à cause des effets du virage à droite des années 70 (forte inflation, désindustrialisation, financiarisation, augmentation de l'endettement et de la dépendance envers les pays étrangers, etc.) et des plans d'austérité des années 80. Or, la tendance récessive de l'économie ainsi que les effets des politiques et

mesures entreprises lors des années 90 n'améliorèrent guère la situation. Une des principales conséquences de ces dernières fut l'accentuation de la fragmentation des structures de l'emploi. Le pays fut confronté à l'augmentation du taux de chômage, du travail informel et de la pauvreté, à la diminution des salaires réels ainsi qu'à la précarisation des conditions de vie et de travail de nombreux Argentins.

La combinaison de plusieurs facteurs, dont la détérioration de la situation socio-économique, les scandales politiques et ceux émanant de certaines institutions ainsi que l'insatisfaction des citoyens par rapport aux réponses gouvernementales et institutionnelles, mena à une crise multidimensionnelle (économique, politique, sociale, institutionnelle) de la société argentine. En réponse à cette crise, plusieurs secteurs de la population réagirent et commencèrent à questionner le rôle des principales institutions et des partis politiques. De même, ils tentèrent de répondre à leurs besoins et leurs attentes en s'organisant eux-mêmes autour de nouveaux mouvements sociaux. Pensons aux organisations de chômeurs, aux mouvements d'entreprises récupérées, à la formation d'assemblée de quartier, etc. Ils explorèrent ainsi des formes d'action collective différentes. La plupart de ces expériences comportaient des traits de recherche de démocratisation et d'autonomie envers les institutions et partis politiques. La mobilisation sociale se détacha donc progressivement des organisations syndicales.

Ce détachement de la mobilisation sociale par rapport aux syndicats constitua une rupture importante, car historiquement le mouvement syndical fut l'un des plus importants piliers de l'action collective. Né à la fin du 19^e siècle, le mouvement ouvrier surgit grâce aux idéologies anarchistes et socialistes véhiculées essentiellement par la forte population immigrante. Les luttes ouvrières émergèrent surtout en réaction aux pratiques abusives des employeurs et à l'ostracisme du gouvernement conservateur qui limitait alors la participation des immigrants à la vie politique du pays. Le mouvement syndical s'étendit à l'échelle nationale et commença à être reconnu en tant qu'acteur socio-politique à partir de l'élection de Yrigoyen, représentant de l'UCR en 1916. Ce parti favorisant la démocratisation sociale et politique et ayant une certaine ouverture face aux revendications ouvrières, les syndicats

intensifièrent leurs luttes et adaptèrent leurs stratégies à ce nouveau contexte. Malgré la naissance dans les années 30 de la CGT, principale centrale ouvrière réunifiant les diverses forces syndicales, le mouvement ouvrier fut scindé par les diverses influences idéologiques (socialiste, syndicaliste, communiste) jusqu'à la consolidation d'un syndicalisme national populaire évacuant en partie les cultures syndicales traditionnelles d'origine étrangère.

Bien qu'un sentiment national commençait à apparaître vers la fin des années 30 grâce au projet de consolidation d'une nation semi-industrielle, le syndicalisme ayant réussi à alimenter une fibre nationale et à rassembler l'ensemble de la population argentine fut cristallisé grâce à Juan Perón. Il réussit ce coup de maître en réprimant le syndicalisme de nature socialiste et communiste, mais aussi en répondant concrètement aux demandes des travailleurs, c'est-à-dire en faisant respecter la législation existante en matière de droits de travail ainsi qu'en instaurant des lois et des politiques sociales favorisant les travailleurs et les moins bien nantis. Le chef péroniste orientait ses politiques en fonction des valeurs de justice sociale, de souveraineté politique et d'indépendance économique. La plupart des bases et références symboliques de la société et du syndicalisme furent forgées durant le règne de Perón. L'ensemble de ces éléments alimenta un fort sentiment d'appartenance au péronisme d'autant plus que les organisations syndicales étaient les principales courroies de transmission du péronisme.

Les difficultés économiques et la répression étatique des périodes de dictatures qui suivirent le règne de Perón alimentèrent la nostalgie et l'idéalisation du péronisme, véritable expression des droits des travailleurs, de la construction d'une nation et de meilleures conditions de vie. De ce fait, les traditions syndicales et l'identité péroniste se consolidèrent. De 1955 à 1989, les travailleurs eurent des attentes par rapport à un retour de l'âge d'or de Perón, que même le retour de ce dernier au gouvernement en 1973 ne put satisfaire.

Dans cette perspective, la venue en 1989 de Menem, représentant du PJ, suscita de grandes attentes chez la plupart des secteurs sociaux et syndicaux. Or il s'avère qu'au niveau syndical, les principaux effets des réformes, de la fragilisation de l'économie et de l'attitude

générale du chef péroniste furent l'affaiblissement du pouvoir de négociation des syndicats et de l'identité syndicale. Ces facteurs bouleversèrent certaines des traditions syndicales, amplifiant ainsi la crise du syndicalisme.

Afin d'ajuster la législation en matière de travail aux aléas et aux besoins du marché, Menem décida de briser les rigidités institutionnelles régissant le marché du travail et le système de relations du travail. Pour ce faire, il entama la dérégulation des normes de travail établies depuis l'époque de Perón et par la loi de Contrat du travail et des statuts professionnels (LTC) établit en 1974. Ces réformes législatives furent, pour la plupart, orientées en faveur des intérêts des employeurs. Pensons au décret limitant le droit de grève des services publics, au décret ajustant l'augmentation des salaires à la productivité du travail, à la loi de flexibilisation du contrat individuel de travail (augmentant la période de probation, instaurant des pratiques atypiques au niveau des modalités d'embauche et de licenciement des travailleurs, etc.), à la décentralisation de la négociation collective et à la dérégulation des œuvres sociales. L'application de l'ensemble de ces législations fut un point de rupture significatif dans le système de travail mis traditionnellement en œuvre en Argentine, car elle désarticula plusieurs des acquis et traditions syndicales, heurtant ainsi les composantes de l'identité syndicale.

Un autre élément qui vint déstabiliser les troupes syndicales fut le revirement de discours de Menem suite à son élection. En appuyant des mesures et des politiques valorisant les lois du marché, l'entreprise privée et la dérégulation, il allait non seulement à l'encontre de son discours de campagne préélectorale, mais aussi à l'encontre des valeurs péronistes traditionnelles, approfondissant ainsi la crise du péronisme entamée depuis l'époque des dictatures. Les années de régimes militaires ont effectivement consolidé, d'abord par l'entremise du syndicalisme péroniste révolutionnaire, l'idée que les syndicats soient une ramification politique du PJ et qu'ils doivent jouer le rôle de porte-parole principal du mouvement péroniste. Durant toute cette période, alors que le PJ n'avait plus accès au pouvoir et même lors du gouvernement péroniste de 1973 et celui du gouvernement radical d'Alfonsín lors du retour à la démocratie en 1983, le mouvement syndical tenta une

réorganisation de la plate-forme politique péroniste. Ces tentatives de réorganisation firent émerger des positions idéologiques antagoniques quant aux positions et stratégies à adopter par rapport au péronisme (pros-Perón/vandoristes, gauche péroniste/bureaucratie syndicale, orthodoxes/rénovateurs). La diversité de ces positions occasionna du même coup de multiples divisions internes menant à une crise du péronisme à l'intérieur du mouvement syndical et à un manque de cohésion politique du PJ.

Le virage idéologique pris par Menem n'améliora guère la situation. Les syndicalistes, confrontés à un dilemme reflétant la crise du lien entre l'appareil syndical et l'État durent prendre position par rapport aux politiques du chef péroniste. Les protagonistes syndicaux devaient choisir entre poursuivre leur rôle politique traditionnel de colonne vertébrale du PJ et leur rôle de résistance face aux nouvelles réformes nuisant aux intérêts des travailleurs et des syndicats. Face à ces deux options, plusieurs clans se formèrent. Trois réactions surgirent : collaboration, négociation et opposition. Nous constatons qu'encore une fois, ces diverses attitudes sont reliées aux tendances lourdes du syndicalisme.

En ce qui concerne l'attitude de négociation et de collaboration des syndicats, nous parlons de tendances lourdes, car ce comportement n'était pas nouveau. Perón, usant de sa stratégie de collaboration des classes nécessaire à la réalisation de son projet d'industrialisation nationale intégra le syndicalisme à l'appareil d'État. Cela permit aux dirigeants syndicaux de participer à la sphère décisionnelle, leur conférant ainsi un pouvoir de dialogue et de négociation sans précédent avec l'État. Cela modifia la tradition d'autonomie syndicale prévalant avant son arrivée. De même, le renforcement de la structure de pouvoir du gouvernement instaura de fortes relations verticales. Les comportements de négociation et de collaboration des syndicats avec les régimes en place furent perpétués par divers secteurs du syndicalisme lors des périodes de dictature et de démocratie subséquentes.

Ces attitudes furent également celles adoptées par la majorité du syndicalisme lors des années 90. Cela se traduisit par la participation de certains secteurs syndicaux aux privatisations, par l'appui aux campagnes législatives et présidentielles de Menem, par le

maintien d'une relative paix sociale, par la lutte pour conserver son statut dans le droit collectif (au niveau des œuvres sociales par exemple) au détriment de la protection des droits individuels des travailleurs, ainsi que par une participation à l'élaboration de politiques gouvernementales nuisant au marché de l'emploi, aux droits des travailleurs et pouvoir syndical même. Cela augmenta la crise de crédibilité, de légitimité et de représentativité des syndicats. Il fallut attendre 2004-2005 pour apercevoir le processus de reconsolidation du mouvement syndical officiel au travers des mobilisations pour des augmentations salariales.

Par ailleurs, l'émergence d'un secteur d'opposition ne fut pas non plus une innovation. Il y eut au cours de l'histoire post-péroniste plusieurs cas de syndicalisme combatif créant des divisions dans la CGT. À cet égard, mentionnons l'apparition parfois clandestine du syndicalisme péroniste révolutionnaire en réaction aux offensives anti-péronistes, à la revitalisation du plan de lutte par les vandoristes, au syndicalisme de classe et aux péronistes de gauche résistant à l'inertie de la bureaucratie syndicale et à la répression des régimes militaires en place. En général, ces groupes de résistance favorisèrent la montée des luttes ouvrières notamment pour l'amélioration des conditions de travail et des salaires ainsi que pour la récupération de droits syndicaux perdus. Le syndicalisme de classe lutta également pour la démocratisation syndicale. La répression étatique envers ces secteurs combatifs mena parfois à d'importants cercles de violence qui marquèrent l'histoire.

Dans les années 90, la manifestation de mouvements plus combatifs tels que la *CGT Azopardo*, le MTA, la CTA ainsi que des commissions internes propres à certaines entreprises ou groupes syndicaux agissant indépendamment de leur direction syndicale émergèrent quant à eux pour diverses raisons. Ces secteurs syndicaux réagirent d'abord contre la perte de postes de travail, contre la réforme du travail et contre les politiques socio-économiques du gouvernement. Aussi, ils luttèrent contre l'immobilisme du syndicalisme officiel, contre les tentatives gouvernementales d'amoindrir l'influence syndicale, contre la fragmentation de la classe ouvrière et sa démobilisation, pour la préservation d'un espace de négociation, etc. Alors que la CGT officielle poursuivait ses tentatives de concertation sociale, le MTA et la CTA propulsèrent la consolidation progressive de la contestation de

l'ensemble du mouvement syndical face à Menem et plus tard contre les politiques de l'Alliance.

Même s'il faut relativiser l'activisme et l'impact de certains de ces secteurs notamment parce que la résistance ne dépassa pas les discours et les menaces de grèves ou encore parce qu'ils finirent par se rallier au syndicalisme officiel (cas de la *CGT Azopardo* et du MTA), plusieurs de ces secteurs (CTA, UOM Quilmes, comité syndical du métro) furent innovateurs. En effet, ils eurent le désir de rompre (parfois en partie) avec le modèle syndical péroniste, développèrent de nouvelles stratégies, réorientèrent l'action collective vers de nouvelles pratiques et tentèrent un renouveau syndical. Cet essai de redéfinir certains des présupposés du syndicalisme argentin se traduisit notamment par la recherche d'autonomie par rapport au gouvernement péroniste, par la solidarité intersyndicale et avec certains mouvements sociaux, par la recherche de la démocratisation au travers l'ouverture aux débats et aux changements, la pluralité syndicale, l'adaptation de statuts aux nouvelles réalités, le changement de la structure de vote par affiliation directe, etc.

Tous les spécialistes et acteurs syndicaux questionnés mentionnent que le syndicalisme argentin serait dû pour de profondes transformations. Ils suggèrent notamment l'incorporation de nouveaux dirigeants syndicaux, une plus grande participation de la base, une démocratisation du système syndical, la restauration de la crédibilité, le développement d'outils et de lieux de formation, l'importance d'acquérir une vue d'ensemble du panorama syndical et sociétal, etc.

Suite à l'analyse des traditions syndicales, des changements sociétaux, de la crise du syndicalisme argentin, des réponses syndicales qui en ont résultées ainsi que des perceptions des spécialistes et syndicalistes interrogés sur la situation actuelle, nous avons fini par comprendre et démêler les fils de l'évolution du syndicalisme à l'heure des transformations sociétales opérées dans les années 90.

Nous confirmons donc notre hypothèse de départ, c'est-à-dire qu'en dépit de la conjoncture actuelle de revitalisation de la vie socio-économique et politique, des avancées sociales (éclosion de nouveaux mouvements sociaux, adoption de nouveaux comportements, redéfinition de l'action collective), des propositions concrètes émises afin d'améliorer le syndicalisme et des expériences de renouveau syndical, leur faible représentation sur l'ensemble de la scène syndicale ainsi que le fait qu'elles continuent de s'inscrire dans un rapport de force où le syndicalisme traditionnel prédomine limitent les impacts et même la réalisation de certaines innovations syndicales quant au modèle syndical péroniste. Bref, de façon générale, les changements sociétaux eurent peu d'impacts positifs sur l'évolution du syndicalisme argentin.

Le désir de la CGT de conserver son pouvoir institutionnel et ses acquis, de continuer à s'inscrire dans la logique syndicale prévalant depuis Perón et d'éviter toute modification au système de régulation du syndicalisme laisse peu de place à l'adaptation du syndicalisme aux nouvelles réalités. L'instauration d'un espace syndical plus large ouvert aux changements et au renouvellement des rapports syndicaux dépendra en majeure partie de la présence de conditions sociales adéquates, des décisions politiques, des tactiques propres aux syndicats, de la combativité des travailleurs et de leurs représentants ainsi que de la volonté de la CGT de débattre des problèmes et de les résoudre.

La reconstruction des représentations du syndicalisme ainsi que son état actuel laissent en suspend un bon nombre de questions quant aux perspectives d'avenir du syndicalisme. À cet égard, il serait important d'étudier plus en profondeur les divers cas de renouveau syndical, de les répertorier et de les diffuser afin qu'ils inspirent d'autres travailleurs et syndicats. Il serait également intéressant d'analyser le discours de l'État et de la CGT, deux des institutions qui ont un contrôle majeur sur le développement du syndicalisme, quant à leurs visions de ce dernier et leurs pistes de solutions pour s'adapter aux nouvelles réalités du marché du travail. Nous pourrions ainsi relever plus précisément quels éléments obstruent les possibilités de changements. En dernier lieu, il ne serait pas

inutile d'approfondir le parallèle existant entre le cas argentin et les théories touchant le renouveau syndical et le syndicalisme en général.

RÉFÉRENCES

- Aguiton, Christophe (Attac). 2003. « Forum social en Argentine ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 188-190. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Allegrone, Verónica García. 2003. *Los procesos de ocupación y recuperación de fábricas y las formas de la acción colectiva : Un estudio de caso : Actes du 6^e Congreso Nacional de Estudios del trabajo : Los trabajadores y el trabajo en la crisis* (Buenos Aires, 13-16 août 2003). Buenos Aires : ASET, 15 p.
- Almeyra, Guillermo. 2004. *La protesta social en la Argentina (1999-2004)*. Buenos Aires : Ediciones Continente.
- Armony, Victor. 2004. *L'énigme argentine : Images d'une société en crise*. Outremont (Qué.) : Athéna éditions.
- Bearn, Georges. 1975. *La décade péroniste*. Paris : Gallimard.
- Beinstein, Jorge. 2003. « En Argentine, une économie à genoux ». *Le monde diplomatique*, coll. Manière de Voir, no 69 (juin-juillet), p. 10-13.
- Bellemard, Guy, Anne-Renée Gravel, Louise Briand, Alain Vallée. 2004. « Le syndicalisme de transformation sociale (*Social Movement Unionism*). Voie de renouvellement des théories du syndicalisme? Le cas des services de garde. » *Cahiers du CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales*, novembre, collection Études théoriques, no ET0419.
- Bonnet, Alberto R. 2002. « Que se vayan todos. Crisis, insurrección y caída de la convertibilidad ». *Cuadernos del Sur*, no 33 (mai 2002), p. 39-70.
- Bosoer, Fabián, et Santiago Senén González. 1999. *El Sindicalismo en tiempos de Menem. Los Ministros de Trabajo en la primera Presidencia de Menem : Sindicalismo y Estado (1989-1995)*. Buenos Aires : Corregidor.

- Bunel, Jean. 1991. *Pactes et agressions : Syndicalisme et relations professionnelles en Argentine*. Paris : Éditions du CNRS.
- Carrera, Nicolás Iñigo, et María Celia Cotarelo. 2001. « Clase obrera y formas de lucha en la Argentina actual ». *Cuadernos del Sur*, no 32 (novembre), p. 43-54.
- Chesnais, François, et Jean-Philippe Divès. 2002. *¡Que se vayan todos! Le peuple d'Argentine se soulève*. Paris : Nautilus.
- Cortina, José Pedro. 2003. *La política social y las transformaciones de la legislación laboral en la Argentina de los años 90 : . Actes du 6° Congreso Nacional de Estudios del Trabajo : Los trabajadores y el trabajo en la crisis* (Buenos Aires, 13-16 août 2003). Buenos Aires : ASET, p. 3-33.
- Davolos, Patricia, et Laura Perelman. 2003. « Empresas Recuperadas y Trayectoria Sindical : La experiencia de la UOM Quilmes ». In *Fábricas y empresas recuperadas. Protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*, sous la dir Gabriel Fajn, p. 185-222. Buenos Aires : Ediciones del Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos.
- Del Frade, Carlos. 2004. *Nosotros los trabajadores : Historia de la Central de los Trabajadores argentinos 1991/1997*. Buenos Aires : El Farol.
- Dinges, John. 2005. *Les années condor : Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*. Paris: Éditions La Découverte.
- Duarte, Marisa. 2001. *El impacto del proceso de privatizaciones sobre el empleo de las empresas prestatarias de servicios públicos. : Actes du 5° Congreso nacional de Estudios del Trabajo* (Buenos Aires, 1 au 3 août 2001). Buenos Aires : ASET, 22 p.
- Ducatenzeiler, Graciela. 1975. « *La classe ouvrière organisée et la politique en Argentine (1955-1973)* ». Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris.
- Fajn, Gabriel (dir. públ.). 2003. *Fábricas y empresas recuperadas : protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*. Buenos Aires : Ediciones del Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos.
- Fernández, Arturo. 2002. « Modificaciones de la naturaleza sociopolítica de los actores sindicales : Hallazgos y conjeturas ». Chap. In *Sindicatos, crisis y después. Una reflexión sobre las nuevas y viejas estrategias sindicales argentinas*, p. 7-29. Buenos Aires : Ediciones Biebel.

- Gabetta, Carlos. 2003. « Crise politique totale ». *Le monde diplomatique*, coll. Manière de Voir, no 69 (juin-juillet), p. 14-16.
- Gèze, François, et Alain Labrousse. 1975. *Argentine: Révolution et contre-révolutions*. Paris: Éditions du Seuil.
- Godio, Julio. 2000. *La época de las corrientes sindicales fundadoras (1870-1943)*. T. 1 de *Historia del movimiento obrero argentino 1870-2000*. Buenos Aires : Corregidor.
- Godio, Julio. 2000. *La época de hegemonía del sindicalismo peronista (1943-2000)*. T. 2 de *Historia del movimiento obrero argentino 1870-2000*. Buenos Aires : Corregidor.
- Gonzalez Aleman, Marianne. 2003. « Prendre la rue, une tradition argentine, 19 et 20 décembre 2001 ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 149-168. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Guillon, Roland. 2000. *Syndicats et mondialisation : Une stratification de l'action syndicale*. Paris : L'Harmattan.
- James, Daniel. 1981. « Racionalización y respuesta de la clase obrera : contexto y limitaciones de la actividad gremial en la Argentina ». *Desarrollo Economico. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 21, no 83 (octobre-décembre), p. 321-349.
- Kalfon, Pierre. 2003. « Dieu n'est plus argentin ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 121-127. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Lafage, Franck. 1991. *L'Argentine des dictatures 1930-1983 : Pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire*. Paris : L'Harmattan.
- Lancha, Charles. 2003. « L'Argentine : la difficile émergence d'une nation (1808-1916) ». Chap. in *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours*, p. 89-106. Paris : L'Harmattan.
- Lancha, Charles. 2003. « L'Argentine au XXe siècle : le siècle des illusions perdues ». Chap. in *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours*, p. 223-314. Paris : L'Harmattan.

- Le Queux, Stéphane. 2002. « Les jeunes et le syndicalisme: notes de recherche en Australie et pistes de réflexions. » In *Repenser les institutions pour le travail et l'emploi. Sélection de textes du XXXVIIIe congrès de l'ACRI* (Québec), sous la direction de Gregor Murray, Colette Bernier, Denis Harrison, Terry H. Wagar, p. 277 à 291. Québec : Les presses de l'Université Laval, Québec.
- Magnani, Esteban. 2003. *El cambio silencioso. Empresas y fábricas recuperadas por los trabajadores en la Argentina*. Buenos Aires : Prometeo libros.
- Marshall, Adriana, et Laura Perelman. 2002. « Estructura de la negociación colectiva en la Argentina : ¿Avanzó la descentralización en los años noventa? ». *Estudios del trabajo*, no 23 (janvier-juin), p. 3-31.
- Martuccelli, Danilo, et Maristella Svampa. 1997. *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*. Buenos Aires : Losada.
- Matsushita, Hiroshi. 1999. « Un análisis de las reformas obreras en la primera presidencia de Menem : la perspectiva de opción estratégica ». In *El Sindicalismo en tiempos de Menem. Los Ministros de Trabajo en la primera Presidencia de Menem : Sindicalismo y Estado (1989-1995)*, sous la dir. de Fabián Bosoer et Santiago Senén González, p. 165-193. Buenos Aires : Corregidor.
- Mercier Vega, Luis. 1974. *Autopsie de Perón : Le bilan du péronisme*. Gembloux (Belg.) : J. Duculot.
- Murillo, M. Victoria. 1996. « Los sindicatos frente a la reforma del Estado en Argentina y México ». *Sociedad* (Facultad de Ciencias Sociales-UBA), no 8 (avril), p. 147-166.
- Novaro, Marcos. 2002. *El derrumbe político en el ocaso de la convertibilidad*. Buenos Aires : Grupo Editorial Norma.
- Novick, Marta, et Carlos A. Tomada. 2001. « Reforma laboral y crisis de la identidad sindical en la Argentina ». *Cuadernos del Cendes : El sindicalismo en America latina*, vol. 18, no 47 (mai-août), p. 79-110.
- OIT. 1997. « Sindicats. Affaiblis, mais prêts à affronter les défis de la mondialisation ». *Travail : Le Magazine de l'OIT*, no 22, p. 6-9.

- Ortemberg, Pablo. 2003. « La formation des assemblée populaires en Argentine : portrait de la protestation et de l'explosion associative ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 169-187. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Peñalva, Susana. 2003. « Libéralisation de l'économie et « désalarisation » sous contrainte : l'Argentine de l'an 2000 en proie à une crise structurelle ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 83-108. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Picchetti, Valentina, y Mario Xiques. 2003. *Ocupación de fábricas y construcción política : Actes du 6^e Congreso Nacional de Estudios del trabajo : Los trabajadores y el trabajo en la crisis* (Buenos Aires, 13-16 août 2003). Buenos Aires : ASET, 16 p.
- Piva, Adrián. 2001. « « La década perdida ». Tendencias de la conflictividad obrera frente a la ofensiva del capital (1989-2001) ». *Cuadernos del Sur*, vol. 17, no 32 (novembre), p. 55-77.
- Quenan, Carlos. 2003. « Une crise inédite ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 35-44. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Rebón, Julián. 2004. *Desobedeciendo al desempleo. La experiencia de las empresas recuperadas*. Buenos Aires : Ediciones Picaso/La Rosa Blindada.
- Rouquié, Alain. 1978. *Pouvoir militaire et société politique en République Argentine*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Salama, Pierre. 2003. « Après la décennie perdue, la décennie piégée par le libéralisme ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 22-25. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Sancha, José Félix. 2001. « Recuperación de fuentes de trabajo a partir de la autogestión de los trabajadores ». *Realidad economica*, no 183 (octobre-novembre), p. 62-75.
- Sili, Marcelo E. 2003. « La crise argentine, un regard de la campagne ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 221-228. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.

- Slutzky, Daniel, María Di Loreto et Alejandro Rofman. 2003. *Experiencias autogestionarias en un marco de crisis economico-social inedita: las empresas recuperadas: Actes du 6^e Congreso Nacional de Estudios del Trabajo: Los trabajadores y el trabajo en la crisis* (Buenos Aires, 13-16 août 2003). Buenos Aires : ASET, 26 p.
- Strega, Enrique. 2000. *Sindicatos, empresarios, gobierno y las reformas laborales: La discusión de la década (1989/1999)*. Buenos Aires : Ciudad Argentina.
- Teubal, Miguel, et Javier Rodríguez. 2001. « Neoliberalismo y crisis agraria ». In *La protesta social en la Argentina. Transformaciones económicas y crisis social en el interior del país*, sous la dir. de Norma Giarracca et al., p. 65-116. Buenos Aires : Alianza Editorial.
- Van Eeuwen, Daniel. 2003. « De Perón à Duhalde, la faillite d'un système politique ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 115-120. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Zacharie, Arnaud. 2003. « Le meilleur élève devenu bonnet d'âne ». In *Pour comprendre la crise argentine*, sous la dir. de Denis Rolland et Joëlle Chassin, p. 75-79. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : Éditions L'Harmattan.
- Zibechi, Raúl. 2004. *Argentine : généalogie de la révolte. La société en mouvement*. Paris : Éditions CNT-RP.

Documents électroniques et sites Internet consultés

- Aizpeolea, Horacio. 2004. « Al final se levantó el paro y hoy vuelven a funcionar los subtes ». Clarín, 6 avril. [En ligne]:
<<http://www.clarin.com/diario/2004/04/06/h-03601.htm>> Consulté le 18 juillet 2007.
- Godio, Julio. 2004. « Comentarios sobre el Congreso de Unificación (Ordinario) de la Confederación General del Trabajo (CGT) de Argentina ». 17 juillet. [En ligne]:
<<http://www.rebanadasderealidad.com.ar/godio-16.htm>> Consulté le 20 avril 2007.
- Godio, Julio. 2005. « Cuadro de situación sindical ». [en ligne]:
<<http://www.harrymagazine.com/200512/sindical.htm>> Consulté le 20 avril 2007.

CTA. [En ligne] <<http://www.cta.org.ar>> Consulté le 25 avril 2007

Grisolia, Julio Armando. S.d. « Reseña de las principales normas laborales de 2006 ». Site de la *Sociedad Argentina de Derecho laboral*. [En ligne]: <http://www.laboral.org.ar/resenas_de_normas_laborales_202.html> Consulté le 22 mars 2007.

Lévesque, C., G. Murray et S. Le Queux. 1998. « Transformations sociales et identités syndicales : l'institution syndicale à l'épreuve de la différenciation sociale contemporaine ». *Sociologie et société*, vol. 30, no 2 (automne), p. 1 à 31. [En ligne] <<http://www.erudit.org/revue/soc/n2/00143ar.html>> Consulté le 23 janvier 2006.

Marra, Andrea. 2007. « Comment Kirchner a « pacifié » le conflit social argentin ». *RISAL*, 13 février. [En ligne]: <http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=2067> Consulté en octobre 2007.

Piqué, Martín. 2007. « La personería gremial de la CTA, con pocas chances de concretarse ». *Pagina/12*, 24 novembre [En ligne] <<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-95191-2007-11-24.html>> Consulté le 5 décembre 2007.

Saint-Upéry, Marc et Margot Geiger. 2006. « Entretien avec Maristella Svampa. Argentine : le retour à la normale ». *RISAL*, 17 novembre. [En ligne]: <http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1947> Consulté le 18 mai 2007.

Svampa, Maristella. 2007. « Profunda ruptura de lealtades. Los avatares del sindicalismo argentino. » *Le Monde Diplomatique*, Buenos Aires, janvier 2007. [En ligne]: <<http://www.maristellasvampa.net/archivos/period17.pdf>> Consulté en avril 2007

Entrevues réalisées

Almeida, Rufino. Coordonnateur national de la FETIA, association s'occupant des entreprises autogérées au niveau de la CTA. Entrevue réalisée le 22 juin 2005 à la CTA nationale située à Buenos Aires.

Barasatian, Susana. Coordonnatrice du programme de travail autogéré au secrétariat de l'emploi du ministère du Travail. Entrevue réalisée le 4 mai 2005 au ministère du Travail situé à Buenos Aires.

Fernández, Arturo. Chercheur au Centro de Estudios e Investigaciones Laborales- Programa de Investigaciones Económicas sobre Tecnología, Trabajo y Empleo (CEIL-PIETTE) et au Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas (CONICET). Entrevue réalisée le 5 juillet 2005 à la Universidad San Martín située à Buenos Aires.

Fronzizi, Marcelo. Secrétaire gremial de l'ATE au Conseil directif. Il est aussi membre de la coopérative de travail Red del Campo. Entrevue réalisée le 14 juin 2005 à l'ATE située à Buenos Aires.

González, Juan. Secrétaire de l'Intégration régionale et latino-américaine de la conduction de la CTA nationale. Ancien secrétaire général de l'ATE et de la CTA de Corrientes, ex-secrétaire général du Conseil directif national de l'ATE et ex-président de la *Confederación Latinoamericana de Trabajadores Estatales* (CIATE). Entrevue réalisée le 9 juin 2005 à la CTA nationale située à Buenos Aires

Novaro, Marcos. Sociologue, professeur à la UBA et à la FLACSO ainsi que chercheur au CONICET. Entrevue réalisée le 17 avril 2005 à la FLACSO située à Buenos Aires.

Novick, Marta. Sociologue spécialisée dans les thèmes des relations de travail. Secrétaire adjointe au ministère du Travail, professeur à l'Universidad Nacional de General Sarmiento, chercheur à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), au Centro de Estudios del Desarrollo (CENDES) et au CONICET. Entrevue réalisée le 20 avril 2005 au ministère du Travail situé à Buenos Aires.

Palomino, Héctor. Spécialiste sur les thèmes du marché du travail, des relations de travail ainsi que des organisations et réseaux sociaux tels que les syndicats et les entreprises récupérées. Professeur à la faculté de sciences sociales de l'UBA, à l'*Universidad Argentina de la Empresa* (UADE) ainsi qu'à l'*Instituto de Postgrado de la Universidad Nacional de General San Martín*. Entrevue réalisée le 20 avril 2005 au ministère du Travail situé à Buenos Aires.

Pianelli, Roberto. Militant dans le corps de délégués syndicaux du secteur du métro. Entrevue réalisée le 6 juin 2005 à l'Hotel Bauen situé à Buenos Aires.

Soñez, Juan. Directeur de l'aire d'enseignement de la UOM Quilmes. Il forme des délégués syndicaux. Coordonnateur de l'Área de Gestión, Organización, Producción y Personal Bruno de Alto, coordonnateur del Área de Desarrollo Local Proyecto REDES, responsable de FUNDEMOS. Entrevue réalisée le 1 juin 2005 dans un café de Buenos Aires.

Rebón, Julián. Spécialiste du thème des entreprises récupérées. Professeur au département de sociologie de la Faculté des sciences sociales de la UBA. Chercheur au Programa de Investigación en Cambio Social (PICASO) et au CONICET. Entrevue réalisée le 22 juin 2005 dans sa résidence située à Buenos Aires.